



MEMOIRS
OF
"AMBASSADEUR"
HORGENTHAU

N. D. S.

MÉMOIRES
DE
L'AMBASSADEUR MORGENTHAU

COLLECTION DE MÉMOIRES
POUR SERVIR A
L'HISTOIRE DE LA GUERRE MONDIALE

3254

MÉMOIRES
DE
L'AMBASSADEUR MORGENTHAU

VINGT-SIX MOIS EN TURQUIE, PAR
HENRI MORGENTHAU, AMBASSADEUR
DES ÉTATS-UNIS A CONSTANTINOPLE
AVANT ET PENDANT LA GUERRE MONDIALE



Seule traduction française autorisée.
Tous droits réservés pour tous pays.

PAYOT & C^{ie}, PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

—
1919

Tous droits réservés

PRÉFACE

Le peuple américain a acquis la conviction que les Allemands avaient délibérément projeté la conquête du monde ; cependant il hésite à les condamner sur des preuves indirectes, et c'est pourquoi tous les témoins oculaires du plus grand crime de l'Histoire moderne doivent l'établir par leurs dépositions.

J'ai mis de côté tout scrupule, quant à l'opportunité de révéler à mes compatriotes les faits venus à ma connaissance, tandis que je les représentais à Constantinople. Ce que j'ai appris, de par mes fonctions, est leur propriété autant que la mienne.

Je suis, à mon grand regret, forcé de passer sous silence l'œuvre admirable de nos missions et de nos collèges, car pour leur rendre justice un livre entier serait nécessaire. J'ai dû aussi omettre l'histoire des Juifs en ce pays, pour les mêmes raisons.

J'adresse tous mes remerciements à mon ami, Mr. Burton J. Hendrik, pour la précieuse assistance qu'il m'a prêtée dans la préparation de cet ouvrage.

HENRY MORGENTHAU.

Octobre 1918.

MÉMOIRES
DE
L'AMBASSADEUR MORGENTHAU

CHAPITRE PREMIER

UN SUPER-ALLEMAND A CONSTANTINOPLE

Au moment où j'entreprenais de rédiger les « Souvenirs de mon Ambassade à Constantinople », les visées ambitieuses de l'Allemagne en Turquie et en Extrême-Orient avaient, semblait-il, été couronnées de succès. Les Puissances Centrales avaient réussi à désagréger la Russie, à transformer la Baltique et la mer Noire en lacs allemands, à se frayer un nouvel accès en Orient par la voie du Caucase. L'Allemagne imposait alors sa domination à la Serbie, à la Bulgarie, à la Roumanie et à la Turquie ; elle pouvait considérer sa conception d'un nouvel empire germanique, s'étendant de la mer du Nord au golfe Persique, comme pratiquement réalisée. L'univers sait maintenant, s'il ne l'avait pas clairement compris en 1914, que l'Allemagne a précipité la guerre pour détruire la Serbie, saisir le contrôle des nations balkaniques, transformer la Turquie en État vassal et ainsi édifier un vaste empire oriental, qui aurait été la base d'une souveraineté mondiale illimitée.

Si je jette les yeux sur la carte résultant des triomphes allemands, militaires et diplomatiques, de cette époque, tout ce que j'ai pu observer à Constantinople acquiert une importance significative. Je vois désormais que les événements de ces vingt-six mois étaient reliés les uns aux autres, comme les péripéties d'une histoire définie ; les divers individus qui se mouvaient sur la scène m'apparaissent comme les acteurs d'un drame soigneusement et magnifiquement monté. Je saisis pertinemment comment l'Allemagne avait échafaudé tous ses plans de suprématie universelle et que le pays, où j'avais été accrédité comme ambassadeur américain, devait servir de base à l'entière structure politique et militaire de l'objectif impérial. Si l'Allemagne ne s'était pas assuré, dès les premiers jours de la guerre, la soumission de Constantinople, il n'est pas invraisemblable que les hostilités eussent cessé quelques mois après la bataille de la Marne. Par un étrange destin, je fus précisément attaché à ce grand quartier général d'intrigues au moment même où les desseins du Kaiser, minutieusement poursuivis depuis un quart de siècle, étaient près d'aboutir au succès final.

Dans le but de soumettre la Turquie et de transformer ses armées et territoires en instruments de l'Allemagne, l'Empereur s'était fait représenter à Constantinople par un ambassadeur idéalement doué pour cette besogne. Le simple fait, que Guillaume avait personnellement choisi le baron von Wangenheim pour ce poste, démontre qu'il avait exactement mesuré les qualités humaines nécessaires à l'accomplissement de cette vaste entreprise diplomatique. L'Empereur l'avait de bonne heure distingué, comme devant être l'artisan par excellence de sa volonté ; il l'avait plus d'une fois convoqué à Corfou pendant ses vacances, et là, nous pouvons en être sûrs, ces deux esprits congénères avaient passé nombre de jours à discuter les chances de réussite des ambitions allemandes dans l'Est.

La première fois que je rencontrai Wangenheim, bien qu'à peine âgé de quarante-quatre ans, il avait derrière lui

vingt-cinq années de carrière, avait résidé à Pétrograd, Copenhague, Madrid, Athènes et Mexico, avait encore rempli les fonctions d'attaché à Constantinople avant d'y venir comme ambassadeur. Il connaissait également bien tous les pays, y compris les États-Unis, (sa première femme était d'ailleurs américaine) ; pendant qu'il était ministre à Mexico, il avait intimement pénétré notre pays et, dès ce moment, acquis une profonde admiration pour notre énergie et notre développement, admiration qu'il professait ouvertement. Muni du bagage indispensable au diplomate, il parlait avec autant d'aisance l'allemand, l'anglais et le français. Enfin il possédait à fond l'Orient, où il avait noué d'étroites relations avec les principaux hommes politiques. Physiquement, il est l'une des plus frappantes personnalités que j'aie jamais approchées. Lorsqu'étant enfant, je vivais en Allemagne, la Patrie était généralement symbolisée sous les traits d'une belle et puissante femme, un genre d'éblouissante Walkyrie. Quand je me figure la moderne Allemagne, la massive, corpulente silhouette de Wangenheim se présente naturellement à mon esprit ; sa haute taille (plus d'un mètre quatre-vingts), sa solide charpente, ses épaules de colosse d'où émergeait sa tête droite et arrogante, le feu de son regard : l'image de toute sa personne débordante de vie et d'activité me rappelle l'Allemagne — ici s'arrête ma comparaison — non l'Allemagne que j'ai connue, mais celle dont les ambitions démesurées ont frappé le monde entier d'horreur. Et chaque mot ou geste de Wangenheim ne révélait que trop bien cette tendance. Le pangermanisme animait toutes ses pensées et dirigeait toutes ses actions. La déification de son Empereur était le seul instinct religieux qui l'entraînât. L'aristocratie, et même autocratique, organisation de la société allemande, qui résume le système prussien, était à ses yeux une chose digne de vénération et d'adoration ; étant donné ce point de départ, l'Allemagne était inévitablement destinée, croyait-il, à gouverner le monde. Le grand propriétaire Junker représentait pour lui la perfection du genre humain. « Je me méprise-

rais, me dit un jour son ami le plus intime, si j'étais né dans une ville. »

Pour Wangenheim, l'humanité se divisait en deux classes : les gouvernants et les gouvernés, et il ridiculisait la pensée que ceux-là pussent jamais être recrutés parmi ceux-ci. Je me rappelle avec quelle onction et quel enthousiasme il avait coutume de décrire l'organisation foncière allemande par caste, telle que l'avait conçue l'Empereur ; comment celui-ci avait voulu que les grands domaines ne fussent point transférables, sans son assentiment, et avait de même arrangé que leurs possesseurs, ou héritiers présomptifs, ne pussent se marier sans son consentement. « Dans ces conditions, disait Wangenheim, nous conservons la pureté de race de nos dirigeants et la préservons de toute mésalliance. » Comme tous ceux de son rang social, il vénérail le système militaire prussien. Sa magnifique prestance attestait qu'il avait lui-même servi dans l'armée ; et suivant la pratique allemande, il considérait toutes les circonstances de la vie d'un point de vue militaire. J'en eus une fois un curieux exemple, lorsque je lui demandai pourquoi le Kaiser n'allait pas aux États-Unis. « Il le désirerait beaucoup, répondit-il, mais ce serait très dangereux. La guerre pourrait éclater pendant son voyage de retour et l'ennemi se saisir de lui. » Je protestai que cela ne saurait survenir, car le Gouvernement américain ferait escorter son hôte par ses navires de guerre et aucune nation ne s'aviserait, en s'aliénant les États-Unis, d'en faire les alliés de l'Allemagne. Mais il resta convaincu que les risques de guerre rendaient une telle visite impossible.

De lui, plus que d'aucun autre représentant diplomatique de l'Allemagne, dépendait le succès des aspirations germaniques à la domination mondiale. Il ne vint d'ailleurs à Constantinople que dans ce but. Depuis plus de vingt ans, le Gouvernement Allemand avait entretenu avec l'Empire Ottoman les meilleures relations ; durant le même laps de temps, le Kaiser avait préparé la guerre générale et, dans cette prévision, avait arrangé que la Turquie jouerait un

rôle décisif, car si l'Allemagne ne se ménageait pas l'alliance turque, il y avait peu de chance de succès pour elle dans une conflagration européenne. En s'unissant à la Russie, la France avait groupé de son côté, en cas de guerre avec l'Allemagne, une population de 70 millions d'habitants. Pendant plus de vingt ans, l'Allemagne s'est efforcée diplomatiquement, sans y parvenir, de détacher la Russie de la France. Il n'y avait qu'un moyen pour elle de rendre cette alliance sans valeur : s'adjoindre la Turquie. Avec cette nation à ses côtés, elle pouvait fermer les Dardanelles, la seule ligne de communication praticable entre la Russie et ses alliés d'Occident. Cette simple action privait l'armée du Tsar de munitions, ruinait économiquement la Russie en arrêtant ses exportations de grains — sa principale source de richesse — et par conséquent l'isolait de ses partenaires dans la guerre mondiale. Aussi la mission de Wangenheim consistait-elle à gagner la Turquie à la cause allemande, dans le grand conflit en expectative.

Wangenheim croyait, en cas de réussite, recevoir la récompense qu'il ambitionnait depuis des années : être chancelier de l'Empire. Son habileté à nouer de personnelles relations d'amitié avec les Turcs lui donnait un grand avantage sur ses rivaux, car il combinait précisément la force, la persuasion, le naturel et la brutalité nécessaires à ceux qui ont à manier le caractère oriental. J'ai fortement insisté sur ses qualités prussiennes ; pourtant il n'était pas Prussien de naissance, mais par éducation, étant originaire de Thuringe ; il joignait aux traits saillants de la mentalité de cette race, — l'ambition, l'impulsion — quelques-unes des caractéristiques plus douces, que nous prêtons aux Allemands du Sud. Il avait une remarquable qualité, pas prussienne du tout : le tact. La plupart de ses succès lui vinrent du fait qu'il sut dissimuler ses moins sympathiques tendances et ne montrer que le côté insinuant de sa nature. Il ne dominait pas tant par la force brutale, que par un mélange de fermeté et d'amabilité ; extérieurement il n'était pas un matamore, ses manières étaient plus con-

cialistes que coercitives ; il attirait par son aménité, non par « son poing ganté de fer ». Pour nous qui le connaissions bien, nous comprenions que derrière toutes ses avances se cachait une terrible ambition, n'admettant ni scrupules, ni limites. Toutefois l'impression première n'était pas celle de la brutalité, mais celle d'une excessive matérialité et d'une nature généreuse. En réalité, il savait allier le jovial enthousiasme de l'étudiant à la rapacité du fonctionnaire prussien et au laisser-aller de l'homme du monde. Je le vois encore, assis au piano, improvisant d'après quelque beau thème classique, puis soudain tapant à tour de bras la plus échevelée des chansons à boire d'étudiant, ou quelque banale mélodie populaire. Je me le rappelle aussi, jouant au polo, éperonnant sa splendide monture, la poussant aux efforts les plus rapides — jamais assez rapides pour ses ambitions sportives. En vérité, dans toutes ses actions, importantes ou futiles, perçait le même esprit d'acharnement. Aussi bien, quand il flirtait avec les belles Grecques de Pera, ou passait des heures autour des tables de baccara du Cerele d'Orient, ou pliait les représentants officiels de la Turquie à sa volonté, selon les intérêts de sa Patrie, toute sa vie n'était qu'un jeu, qu'il fallait risquer plus ou moins insouciamment, car la chance favoriserait l'audacieux, le téméraire, capable d'acheter le succès ou la défaite sur un simple coup de dé. Et le jeu le plus important de tous — celui sur lequel était « misé », suivant l'expression de Bernhardt, « l'empire du monde ou l'écroulement » — celui-là Wangenheim ne le jouait pas languissamment, encore que ce fût le simple devoir qui lui avait été assigné. Pour employer l'expression allemande, il était tout feu, tout flamme, pleinement conscient que de ses talents dépendait l'exécution d'une tâche grandiose. En parlant de lui, je me sens encore affecté par l'énergie de son tempérament, car j'ai su tout le temps que — ainsi que le gouvernement qu'il servait si loyalement — il était foncièrement inhumain, impudent, cruel. Il était content d'accepter toutes les conséquences de sa politique, quelque hi-

deuses qu'elles pussent être, ne considérant que le but à atteindre ; et avec le réalisme et la logique qui sont si caractéristiquement allemands, il écartait les sentiments d'humanité et de décence capables d'entraver ses succès. Il avait fait sien le fameux précepte de Bismarck : « qu'un Allemand doit être prêt à sacrifier au Kaiser et à la Patrie, aussi bien sa vie que son honneur. »

De même que Wangenheim symbolisait l'Allemagne, de même son collègue Pallavicini personnifiait l'Autriche. Le trait saillant de celui-ci était un brutal égoïsme, alors que Pallavicini au contraire était calme, affable, parfaitement bien élevé. L'un se tournait toujours vers l'avenir, l'autre vers le passé. Si Wangenheim combinait à merveille le mélange de commercialisme et de médiéval appétit de conquêtes, qui constitue la *Weltpolitik*¹ prussienne, Pallavicini était un diplomate de l'école de Metternich. « L'Allemagne veut ceci », aurait proclamé Wangenheim, s'il eût fallu trancher une importante question : « Je consulterai mon département », eût dit le circonspect Pallavicini, dans une occasion similaire.

L'Ambassadeur autrichien, avec ses moustaches grises retroussées, sa démarche raide, même légèrement hautaine, ressemblait à l'aristocrate de l'ancien régime du répertoire classique. Je pourrais comparer Wangenheim avec le représentant d'une grande entreprise commerciale, prodigue dans ses dépenses et réalisant ses bénéfices par le faste de ses réceptions ; tandis que son collègue aurait été celui d'une maison fière de son passé et entièrement satisfaite de sa vieille réputation. Le même plaisir que l'envoyé de Guillaume II prenait à édifier les plans du pangermanisme, Pallavicini le trouvait dans les finesses et obscurités de la technique diplomatique. Il représentait son pays à Constantinople depuis de nombreuses années et était le doyen du corps diplomatique, dignité dont il était extrêmement fier, faisant ses délices de remplir les honneurs de sa posi-

1. En allemand dans le texte : politique mondiale. N. d. T.

tion; nul ne le surpassait dans l'art de ménager l'ordre des préséances aux diners de cérémonie, car il n'y avait pas un seul détail d'étiquette qu'il ne connût sur le bout du doigt. Par contre, pour ce qui concernait les affaires d'État, il n'était plus que le jouet de Wangenheim; vis-à-vis de celui-ci, sa situation semblait, en vérité, celle d'un diplomate plus ou moins soumis à la volonté d'un plus puissant allié. Dans cet ordre de choses, son rôle, par rapport à son collègue, était modelé sur celui de son pays vis-à-vis de l'Empire Allemand. Dans les premiers mois de la guerre, l'allure de ces deux hommes refléta à merveille les succès et insuccès respectifs de leurs patries; à chacune des nouvelles victoires allemandes, l'attitude de Wangenheim devenait de plus en plus arrogante et insupportable, tandis que Pallavicini, au fur et à mesure des revers de son pays, se faisait plus petit, plus effacé.

La situation à Constantinople, en ces mois critiques, semblait avoir été expressément créée pour donner, à un homme de l'envergure de Wangenheim, l'opportunité de développer toutes les ressources de ses talents. Depuis dix ans, l'Empire Ottoman subissait les ravages de la dissolution et était arrivé maintenant à un tel état de décrépitude, qu'il était une proie facile pour la diplomatie allemande. Si l'on veut bien comprendre cette situation, il convient de se rappeler qu'il n'y avait, à cette époque, aucun gouvernement régulièrement établi en Turquie, car les Jeunes Turcs n'étaient pas un gouvernement: ils étaient, en réalité, un parti irresponsable, une sorte de société secrète qui, par intrigue, intimidation et assassinat, s'était emparée du pouvoir. Lorsque je parle des Jeunes Turcs en ces termes, je dissipe peut-être quelques illusions qui furent les miennes, car, avant de les voir à l'œuvre, je m'étais fait des idées bien différentes sur eux. Remontant aussi loin que 1908, je me rappelle combien mes sympathies républicaines étaient chaudement éveillées à la lecture des nouvelles de Turquie; nous étions informés qu'un groupe de jeunes révolutionnaires était descendu des montagnes de Macédoine,

avait marché sur Constantinople, avait déposé le sanginaire sultan Abdul Hamid et avait institué un régime constitutionnel de gouvernement. La Turquie, d'après ces sensationnelles relations de journaux, était devenue une démocratie, avec un parlement, un ministère responsable, le suffrage universel, l'égalité de tous les citoyens devant la loi, la liberté de parole et de la presse et toutes les autres garanties essentielles à l'existence d'une libre république. Qu'un parti turc eût de longues années lutté pour obtenir de telles réformes, je le savais bien, et que ses ambitions se fussent réalisées, cela me semblait indiquer après tout qu'une telle chose était un progrès humain possible. La longue période de massacres et de désordres de l'Empire Ottoman était apparemment close; le grand assassin Abdul Hamid, banni, avait été relégué à Salonique dans la solitude, et son frère, le sympathique Mohammed V était monté sur le trône, comme premier souverain constitutionnel.

Telles avaient été les prémices de la Révolution; mais lorsque j'arrivai à Constantinople, en 1913, de nombreux changements étaient survenus.

L'Autriche s'était annexée deux provinces turques, la Bosnie et l'Herzégovine; l'Italie s'était emparée de Tripoli; la Turquie avait supporté deux guerres contre les États Balkaniques et avait perdu toutes ses possessions d'Europe, à l'exception de Constantinople et d'un minuscule hinterland. Les tentatives de régénération de l'Empire Ottoman, qui avaient inspiré la Révolution, avaient évidemment avorté et je découvris bientôt qu'après quatre années de gouvernement soi-disant démocratique, la nation était plus avilie, plus appauvrie et plus démembrée qu'elle ne le fut jamais auparavant. En réalité, cet insuccès remontait à une époque plus lointaine que mon arrivée, et il était, dans la longue histoire des luttes politiques, le plus complet et le plus décourageant de tous. J'ai à peine besoin d'en indiquer en détail les causes. Ne critiquons pas trop âprement les Jeunes Turcs, car cela ne peut être mis en doute, au début ils furent sincères. Dans un discours prononcé à Salonique, en

juillet 1908, au square de la Liberté, Enver Pacha, que le peuple regardait comme le chevaleresque jeune leader de l'insurrection contre la tyrannie séculaire, avait éloquentement déclaré ceci :

« Aujourd'hui, le gouvernement despotique a disparu. Nous sommes tous frères. Il n'y a plus désormais en Turquie ni Bulgares, Grecs, Serbes, Roumains, Musulmans, Juifs : sous le même ciel bleu, nous sommes tous fiers d'être Ottomans. »

Cet exposé représentait l'idéal Jeune Turc, quant à la nouvelle forme de gouvernement de leur patrie ; mais cet idéal, il était en dehors de leur pouvoir de le transformer en réalité. Les races, qui avaient été maltraitées et massacrées des siècles durant, ne pouvaient d'un jour à l'autre nourrir des sentiments fraternels pour leurs tortionnaires. Les haines, jalousies et dissensions religieux d'autrefois divisaient encore la Turquie en un mélange confus de clans opposés. Par-dessus tout, les funestes dernières guerres et la perte de la majeure partie de l'Empire avaient détruit le prestige de la jeune démocratie. Il y avait au surplus bien d'autres raisons d'insuccès, qu'il est inutile actuellement d'approfondir.

Si les Jeunes Turcs avaient cessé d'exister comme force positive de régénération, ils existaient toujours comme rouage politique. Leurs chefs : Talaat, Enver et Djemal avaient depuis longtemps renoncé à tout espoir de réformer leur pays, mais ils s'abandonnaient à un insatiable appétit de pouvoir personnel. Au lieu de trouver une nation de presque 20.000.000 d'habitants, se développant suivant un programme libéral, jouissant du suffrage universel, édifiant ses industries et son agriculture en prenant pour base l'éducation, l'hygiène et le progrès publics, je découvris que la Turquie consistait simplement en une agglomération d'esclaves opprimés, inanimés, ignorants et pauvres, avec, à leur tête, une chétive, faible oligarchie ; oligarchie qui s'était préparée à user d'eux de la manière qui satisferait le mieux les intérêts de ses représentants. Et ceux-ci étaient préci-

sément les hommes qui, quelques années auparavant, avaient doté leur patrie d'un régime constitutionnel ! On ne saurait imaginer chute plus stupéfiante, du plus noble idéalisme au plus abject matérialisme.

Talaat, Enver et Djemal étaient les chefs ostensibles ; mais derrière eux se trouvait le Comité « Union et Progrès », composé d'environ quarante membres. Ce Comité se réunissait secrètement, préparait les élections et réservait les emplois publics à ses créatures ; il avait son siège à Constantinople, et son chef suprême, qui lui consacrait toute son activité, transmettait ses ordres à ses subordonnés. Ces fonctionnaires, à leur tour, gouvernaient le parti et la contrée, suivant les préceptes du *Boss*¹ de nos cités américaines, à l'époque de notre plus notoire corruption politique. L'entière organisation fournissait ainsi une splendide illustration de ce que nous désignons souvent sous le nom de « invisible government ». Ce genre de contrôle irresponsable a fleuri autrefois dans nos villes, parce que les citoyens ne s'occupaient que de leurs propres affaires et négligeaient la chose publique. Mais en Turquie, d'une part les masses étaient profondément ignorantes pour apprécier la valeur d'un régime démocratique, et d'autre part la ruine et les vicissitudes générales du pays avaient laissé la nation pratiquement sans gouvernement, par conséquent une proie facile pour une bande d'aventuriers résolus : le Comité Union et Progrès, avec Talaat Bey à sa tête, furent ces tristes héros. Indépendamment des quarante membres siégeant à Constantinople, des sous-comités furent organisés dans toutes les villes importantes de l'Empire ; leurs adhérents se réunissaient secrètement, prenaient les décisions nécessaires et en confiaient l'exécution à ceux de leurs partisans qui remplissaient la plupart des emplois publics. Ces individus, comme les chefs réguliers de nos adminis-

1. Patron (familier). Sorte d'agent électoral, trafiquant de son influence sur les ouvriers ou autres personnes dépendant de lui, pour faire élire le candidat de son choix, dont il se sert ensuite pour ses propres intérêts. N. d. T.

trations aux mauvais jours de notre politique métropolitaine, « prenaient les ordres » et les transmettaient à leurs subordonnés. Personne ne pouvait obtenir une situation officielle quelconque, sans appartenir à l'un de ces comités.

Je dois cependant convenir que je suis injuste pour la clique de nos corrupteurs américains, en les comparant avec le comité turc « Union et Progrès ». Talaat, Enver, Djemal avaient ajouté à leur système un détail qui ne figurait pas au programme de nos politiciens : celui de l'assassinat et de l'exécution sommaire. Ils avaient conquis leur pouvoir sur les autres factions en usant de ce procédé.

Le *coup d'État* en question eut lieu le 26 janvier 1913, un peu moins d'un an avant mon arrivée. A cette époque, un groupe politique, dirigé par le vénérable Kiamil Pacha, comme Grand Vizir, et Nazim Pacha, comme ministre de la Guerre, contrôlait le gouvernement ; il représentait ce que l'on appelait le « Parti libéral », lequel s'était surtout signalé par son inimitié contre les Jeunes Turcs. Ces hommes avaient subi la désastreuse guerre des Balkans ; en janvier, ils s'étaient trouvés acculés à accepter les avis des grandes puissances européennes et avaient dû abandonner Andrinople à la Bulgarie. Les Jeunes Turcs, sur leur garde depuis six mois, cherchaient une opportunité de ressaisir le pouvoir : la reddition projetée d'Andrinople la leur fournit. Andrinople était une importante cité, dont la cession était considérée par le peuple turc comme une nouvelle étape de sa décadence nationale. Talaat et Enver réunirent hâtivement deux cents adeptes et s'avancèrent vers la Sublime Porte, où le ministère siégeait. Nazim, entendant le tumulte, vint jusqu'au vestibule ; il affronta courageusement la foule, une cigarette aux lèvres, ses mains enfoncées dans ses poches.

— Allons ! qu'y a-t-il, dit-il jovialement, quelle est la raison de ce bruit ? Ne savez-vous pas qu'il dérange nos délibérations ?

Les mots étaient à peine sortis de sa bouche qu'il tombait : une balle avait atteint un organe vital.

La foule, conduite par Talaat et Enver, s'ouvrit alors un passage jusqu'à la salle du Conseil. Kiamil, le grand Vizir, pressé de toutes parts — il avait plus de quatre vingts ans — fut contraint de démissionner sous peine de subir le même sort que Nazim.

Comme l'assassinat avait été le moyen grâce auquel nos gens s'étaient emparés du pouvoir suprême, ainsi l'assassinat resta leur instrument pour s'y maintenir. Djemal, en outre de ses fonctions, était gouverneur militaire de Constantinople, et de ce chef avait le contrôle de la police ; dans ce rôle, il développa tous les talents d'un Fouché et remplit si bien sa mission que tout individu, conspirant contre les Jeunes Turcs, dut se retirer à Paris ou Athènes. Les quelques mois qui précéderent mon arrivée avaient été un véritable règne de terreur. Les Jeunes Turcs avaient détruit le régime d'Abdul Hamid, mais adopté les méthodes favorites du Sultan pour faire taire l'opposition. Au lieu d'avoir un Abdul Hamid, la Turquie découvrait maintenant qu'elle en avait plusieurs : les arrestations et déportations se comptaient par vingtaines, et la pendaison des délinquants politiques — c'est à-dire en contravention avec la horde gouvernementale — n'était qu'un banal incident.

La faiblesse du Sultan faisait la partie belle au Comité. Il faut se rappeler que Mohammed V n'était pas seulement Sultan, mais aussi Calife ; non seulement le souverain temporel, mais aussi le chef de l'Église mahométane. De ce fait, il était l'objet de la vénération de millions de dévots musulmans : cela aurait suffi pour donner, à tout homme résolu, dans sa situation, assez d'influence pour libérer la Turquie du joug de ses oppresseurs. Je présume que ceux-là même qui ont eu le plus de sympathie pour lui, ne le dépeindront jamais sous les traits d'un homme énergique, d'un maître impérieux. C'est un miracle que dans les circonstances où le destin s'était appesanti sur lui, il n'ait pas été complètement annihilé. Son frère était Abdul Hamid, celui que Gladstone appelait le « Grand Assassin », un homme qui gouverna par l'espionnage et l'effusion de sang et qui n'avait

pas plus de considération pour ses propres parents que pour ses malheureux sujets Arméniens. Un de ses premiers actes avait été, en montant sur le trône, de chambrer son successeur éventuel dans un palais, de l'environner d'espions, de limiter sa société à celle de son harem et de quelques fonctionnaires de sa suite et de suspendre constamment sur sa tête la crainte d'être assassiné. L'éducation de Mohammed V avait été sommaire; il ne parlait que sa langue maternelle et ses seuls moyens d'apprendre quoi que ce soit touchant le monde extérieur étaient la lecture occasionnelle d'un journal turc. Aussi longtemps qu'il acceptait ce régime, l'héritier présomptif ne courait aucun risque; mais il savait que le premier signe de révolte — ou même de curiosité trop intempestive quant aux événements — serait le signal de sa mort. Aussi complète que fût cette séquestration, elle ne détruisit pas ce qui était au fond une bienveillante et sympathique nature, en entière opposition avec celle que nous prêtons au « Terrible Turc ». C'était un vieillard paisible et accommodant, que tout le monde aimait et qui, j'en suis persuadé, ne nourrissait de mauvais sentiments pour âme qui vive. Incapable de gouverner son Empire, car il n'avait pas été préparé à remplir une tâche aussi ardue, il se contentait de jouir des prérogatives de sa souveraineté, conscient d'être un descendant direct du grand Osman.

Il ne pouvait donc s'opposer aux desseins de ceux qui luttèrent alors pour régir la Turquie. En échangeant son maître Abdul Hamid contre Talaat, Enver et Djemal, le commandeur des Croyants n'avait guère amélioré sa situation personnelle; le comité Union et Progrès le tenait, comme il tenait d'ailleurs le reste de la Turquie — par intimidation. Ses leaders lui avaient montré l'étendue de leur pouvoir en détrônant Abdul Hamid, en l'enfermant dans un palais; et le pauvre Mohammed vivait naturellement dans la crainte continuelle d'un traitement analogue. En vérité, ils lui avaient déjà donné un échantillon de leur puissance, et si le Sultan avait tenté dans cette occasion d'affirmer son

indépendance, la conclusion de l'épisode n'avait que trop bien prouvé qui était le maître. Un groupe de treize « conspirateurs » et autres criminels, — quelques-uns réels, le reste de simples délinquants politiques — avaient été condamnés à être pendus; parmi eux se trouvait le gendre impérial. Avant l'exécution de la sentence, Mohammed devait signer les arrêts de mort; il supplia qu'on le laissât pardonner à son parent, n'élevant aucune objection pour viser les sentences des douze autres condamnés. Le souverain nominal de 20.000.000 de sujets se traina à genoux devant son ministre, mais aucune supplication n'affecta la détermination de celui-ci. C'était une occasion, jugea Talaat, de déterminer une fois pour toutes qui était le maître: le Sultan ou le Comité. Quelques jours plus tard, la mélancolique figure de l'illustre supplicié se balançait à l'extrémité d'une potence, aux yeux de la population, et témoignait visiblement que Talaat et le Comité régissaient les destinées de l'Empire turc. Après cette tragique velléité d'indépendance, Mohammed n'essaya plus jamais de s'immiscer dans la conduite des affaires: il savait ce qui était arrivé à Abdul Hamid et craignait pour lui-même un sort pire.

A l'époque à laquelle j'arrivai à Constantinople, le Sultan était ainsi entièrement sous la coupe des Jeunes Turcs; on le considérait communément comme un « Iradé-machine », terme équivalent à celui qui nous sert à qualifier un individu de « tampon mécanique ». Ses devoirs d'État consistaient simplement à présider certaines cérémonies officielles — telle que la réception des ambassadeurs, — à apposer sa signature sur les documents que Talaat et ses associés lui soumettaient à cet effet.

C'était, on en conviendra, un profond changement dans les institutions gouvernementales de la Turquie, dans ce pays où, depuis des siècles, le Calife était un monarque absolu, dont la volonté seule avait force de loi et qui avait centralisé entre ses mains tous les pouvoirs. Non seulement le souverain, mais aussi les membres du Parlement, étaient les humbles créatures du Comité, ayant été pratiquement

choisis par lui, ne votant que d'après les injonctions des « bosses » les plus influents. Ceux-ci avaient en outre réussi à confier les principaux emplois publics à leurs affidés et cherchaient à saisir les derniers postes qui, pour diverses raisons, échappaient à leur contrôle.

CHAPITRE II

LE « BOSS SYSTEM » DANS L'EMPIRE OTTOMAN EN QUOI IL FUT UTILE A L'ALLEMAGNE

Talaat, le chef de ce groupe d'usurpateurs, était une remarquable personnalité ; sa vie et son caractère excitèrent naturellement mon intérêt, car j'étais depuis longtemps familiarisé avec le « Boss System » dans mon propre pays ; et je retrouvais chez lui plus d'une ressemblance avec les frustes, quoique capables, citoyens qui si souvent jadis avaient dirigé notre politique locale et même gouvernementale.

Les origines de Talaat étaient si obscures que de nombreuses histoires circulaient sur son compte. Les uns racontaient qu'il était un Bohémien bulgare, les autres l'appelaient un Pomak (on désigne sous ce nom un individu de sang bulgare, dont les ancêtres ont, il y a des siècles, embrassé la religion mahométane). Ainsi, d'après cette dernière explication qui, je crois, est la bonne, ce véritable maître de l'Empire Turc n'était pas turc du tout.

Je puis en outre affirmer qu'il se souciait fort peu du Mahométisme, car à l'instar de la majorité des chefs de son parti il faisait fi de toutes les religions. « Je déteste tous les prêtres, *rabbis* et *hodjas* », me dit-il un jour (*hodja* est le terme dont se servent les Mahométans pour désigner les ministres du culte). Je puis encore assurer que Talaat ne prêtait aucune attention à certaines injonctions de sa religion, notamment à celle concernant la boisson ; il était l'âme d'un club installé non loin de l'ambassade américaine, dont les réunions passaient pour être parfois bachiques.

Il n'est pas rare, en Amérique, de voir un simple prolétaire se révéler un habile politicien ; de même, Talaat avait débuté dans la vie comme facteur ; il s'était ensuite élevé au poste de télégraphiste à Andrinople, et il était extrêmement fier de ses humbles débuts. Je lui rendis visite chez lui deux ou trois fois, et bien qu'il fût alors l'homme le plus puissant de l'Empire Ottoman, sa maison était celle d'un homme du peuple, sommairement garnie de meubles bon marché, dont l'ensemble donnait l'impression d'un appartement de loyer modeste à New York. Son objet de prédilection était l'appareil télégraphique, grâce auquel il avait autrefois gagné sa vie ; je l'ai vu s'en servir pour appeler un de ses amis intimes.

Un soir, Talaat me dit qu'on lui avait versé le jour même son traitement de ministre de l'Intérieur. Après avoir payé ses dettes, ajouta-t-il, il ne lui restait que cent dollars pour toute fortune. Il aimait à passer la plus grande partie de ses loisirs avec les rustres qui composaient le Comité Union et Progrès ; dans l'intervalle, en dehors du ministère, il siégeait chaque jour au bureau du quartier général de son parti, dont il dirigeait personnellement le fonctionnement. En dépit de ses origines modestes, il avait acquis quelques-unes des qualités d'un homme du monde. Bien que, de par son éducation première, on ne lui eût jamais enseigné à manier une fourchette et un couteau, instruments complètement inconnus en Turquie parmi les basses classes, il pouvait assister aux dîners diplomatiques et représenter son pays avec une grande dignité et une parfaite aisance. J'ai toujours considéré comme un indice de ses talents instinctifs le fait, qu'en dépit de son peu d'instruction, il avait appris suffisamment de français pour soutenir convenablement une conversation en cette langue. Physiquement, il n'était pas moins remarquable ; sa puissante constitution, son dos large et carré, ses biceps durs comme le roc, amplifiaient la force mentale et la vigueur naturelle qui avaient facilité sa carrière. Pour discuter, il aimait à s'asseoir à son bureau, les épaules remontées, la tête rejetée en arrière et

les poignets, deux fois aussi gros que ceux d'un homme ordinaire, fermement plantés sur la table. Il m'a toujours semblé qu'il faudrait un levier pour arracher ces poignets de la place où la force et l'esprit agressif de Talaat les avaient fixés. Maintenant, lorsque j'évoque son souvenir, je ne me rappelle pas tout d'abord son rire joyeux, son exubérante gaieté au récit d'une bonne histoire, sa façon de traverser la pièce d'une enjambée rapide, son impétuosité, sa volonté, sa cruauté ; toute la vie et la nature de l'homme se symbolisent, pour moi, dans ces poignets gigantesques.

Talaat, comme la plupart des hommes forts, avait ses accès d'humeur rébarbative et même parfois féroce. Un jour, je le trouvai assis à sa place habituelle, ses massives épaules remontées, les yeux enflammés, ses poignets plantés sur le bureau ; je pressentais toujours quelque difficulté lorsque je le voyais dans cette attitude. A chacune de mes demandes, Talaat, entre deux bouffées de sa cigarette, répondait invariablement : « Non, non, non. » Je me glissai près de lui : « Excellence, dis-je, il me semble que ces poignets sont cause de tout. Ne voudriez-vous pas les enlever de dessus la table ? » Le visage d'ogre de Talaat commença à se plisser, il leva les bras, se renversa et eut un rire semblable à un rugissement. Ma façon d'agir l'avait tellement amusé qu'il acquiesça à toutes mes requêtes.

Une autre fois, j'entrai dans son bureau, où se trouvaient déjà deux princes arabes. Le ministre était solennel, plein de dignité et me refusa toute faveur. « Non, je ne le ferai pas ». Non, je n'ai pas la moindre intention de le faire », me répondit-il. Je compris qu'il désirait impressionner ses hôtes princiers et leur montrer qu'il était devenu si important qu'il n'hésitait pas à « malmener » un Ambassadeur. Alors m'approchant de lui, je lui dis d'un ton tranquille : « Je vois que vous essayez d'en imposer à ces princes, mais s'il vous faut poser, posez plutôt avec l'Ambassadeur autrichien, il attend son audience. Mes affaires sont trop importantes pour qu'on s'en amuse. » Talaat se mit à rire. « Revenez dans une heure », me dit-il. Je revins, les princes

arabes étaient partis et nous n'eûmes aucune peine à arranger les choses à ma satisfaction.

— Il faut que quelqu'un gouverne la Turquie, pourquoi pas nous ? me dit-il un jour. (La situation, en effet, en était arrivée à peu près à ce point). J'ai été grandement déçu, continua-t-il, de ce que les Turcs n'aient pas su apprécier nos institutions démocratiques. Je l'avais espéré autrefois et j'y ai travaillé ferme, mais ils n'y étaient point préparés.

Il comprit que le premier venu, pour peu qu'il fût entreprenant, pouvait s'emparer du gouvernement et il voulut être cet homme. De tous les politiciens turcs que j'ai rencontrés, je le considérai comme le seul ayant vraiment des capacités innées, extraordinaires. Il avait un pouvoir dominateur intense, la faculté de penser rapidement et juste, et presque une divination surnaturelle des mobiles d'autrui. Sa franche gaieté et son sens de l'humour en faisaient d'autre part un admirable manieur d'hommes. Il fit preuve d'infiniment de sagacité dans ses efforts, après le meurtre de Nazim, pour saisir la direction de l'Empire bouleversé. Il ne s'en empara pas d'un seul coup, mais procéda, graduellement, en tâtant le terrain. Il comprit les points faibles de sa position, soupesa les forces qu'il aurait à combattre, telles que l'envie de ses collègues du Comité révolutionnaire qui l'avaient soutenu, l'opposition possible de l'armée, des gouvernements étrangers et des différentes factions qui composaient ce qui, en Turquie, passe pour être l'opinion publique. N'importe lequel de ces éléments aurait pu l'anéantir, politiquement et matériellement. Il savait qu'il s'était engagé dans un chemin dangereux et il s'attendait à disparaître de façon violente : « Je n'espère pas mourir dans mon lit », me dit-il. En devenant ministre de l'Intérieur, Talaat obtint le contrôle de la police et l'administration des provinces ou « vilayets » ; d'où un surcroît d'influence qui lui permit de consolider sa position dans le Comité. Il rechercha l'appui de tous les partis importants, en nommant peu à peu leurs représentants aux autres postes du ministère. Bien qu'il fût plus tard le promoteur responsable du mas-

sacre de centaines de milliers d'Arméniens, à cette époque Talaat soutenait que le Comité était partisan de l'unification de toutes les races de l'Empire et, dans ce dessein, son premier Cabinet se composa d'un chrétien-arabe, d'un Deunme (individu de race juive, mais mahométan de religion) d'un Circassien, d'un Arménien et d'un Égyptien. Il fit ce dernier Grand Vizir, le poste le plus haut du Gouvernement, et qui correspond approximativement à celui de Chancelier de l'Empire Allemand. L'homme qu'il choisit pour ce rôle qui, en temps ordinaire, était le plus honorifique et le plus important de l'Empire, appartenait à une tout autre classe de la société que lui-même. Il arrive assez fréquemment, en Amérique, que des « Bosses » choisissent des personnages de rang élevé pour remplir les fonctions de maire ou même de gouverneur, des hommes dont l'honorabilité rejaillira sur leur faction et que cependant ils peuvent diriger. Ce fut pour des motifs de cet ordre que Talaat et ses collègues élevèrent Saïd Halim au poste de Grand Vizir. Saïd Halim était un prince égyptien, cousin du Khédive d'Égypte, fort riche et très cultivé. Il parlait anglais et français aussi couramment que sa propre langue et pouvait faire honneur à n'importe quelle société du monde. Mais sa vanité et son ambition n'avaient pas de bornes. Son plus grand désir était de devenir Khédive d'Égypte, désir qui l'avait conduit à unir sa fortune politique à la clique qui gouvernait alors la Turquie. Il était le plus gros « commanditaire de leur entreprise » et en vérité avait beaucoup aidé les Jeunes Turcs à leurs débuts. En retour, ceux-ci lui avaient offert le plus haut poste de l'Empire, mais à la condition tacite qu'il n'essaierait point d'en exercer les véritables pouvoirs, se contenterait de jouir des honneurs et dignités de sa charge et se tiendrait prêt à prendre le poste de Khédive, lorsque tous leurs desseins seraient réalisés.

Les préparatifs de guerre du Kaiser avaient, depuis des années, compris l'étude des conditions intérieures des autres pays ; une partie indispensable du programme impérial consistait à tirer parti de toutes les désorganisations existantes,

pour mener à bien les projets de pénétration et de conquête allemands. On connaît l'œuvre des agents de Berlin en France, en Italie et même aux États-Unis, en Russie où ils réussirent à changer le cours de la guerre. Il est évident que la situation de la Turquie, en 1913 et 1914, fournissait une occasion idéale pour des manœuvres de ce genre et que l'Allemagne trouvait dans ce malheureux pays de réels avantages, ne subsistant nulle part ailleurs de façon aussi absolue. Talaat et ses collègues avaient besoin de l'Allemagne, presque autant que l'Allemagne avait besoin d'eux. Ils étaient tout à fait novices dans l'art de gouverner un empire ; leurs ressources financières étaient épuisées, leur armée et leur marine presque en dissolution ; ils étaient entourés d'ennemis qui sans cesse essayaient de leur nuire aux yeux de leurs compatriotes ; enfin les grandes puissances les considéraient en aventuriers besogneux, dont la carrière était condamnée à une courte durée. Soutenu au dehors, on pouvait se demander combien de temps le nouveau régime durerait. Talaat et son Comité désiraient l'appui de quelque puissance étrangère pour organiser l'armée et la marine, relever les finances du pays, les aider à reconstruire leur système industriel et les protéger contre les empiètements des nations environnantes. Profondément ignorants des pays étrangers, il leur fallait un conseiller habile pour les guider au milieu des intrigues internationales. Où pouvait-on trouver semblable protecteur ? Évidemment, seule une des grandes puissances de l'Europe pouvait remplir ce rôle. Mais laquelle ? Dix ans avant, la Turquie se serait naturellement tournée vers l'Angleterre. Mais à ce moment les Turcs considéraient simplement que cette nation était celle qui les avait dépouillés de l'Égypte, et n'avait pas su empêcher leur démembrement après la guerre des Balkans. De concert avec la Russie, la Grande-Bretagne maintenant gouvernait la Perse, et ceci constituait une menace permanente contre leur empire asiatique, — du moins était-ce leur conviction. L'Angleterre retirait peu à peu les capitaux qu'elle avait en Turquie ; ses hommes

d'État pensaient que les Ottomans étaient sur le point d'être définitivement chassés d'Europe, et toute la politique anglaise en Extrême-Orient reposait sur le maintien de l'organisation des Balkans, telle qu'elle avait été fixée par le traité de Bucarest, traité auquel la Turquie refusait de se conformer, ayant résolu de l'abolir. Avant tout, les Turcs en 1914 craignaient la Russie autant qu'ils l'avaient toujours redoutée depuis le règne de Pierre le Grand. Celle-ci était pour eux le vieil ennemi, le pays qui avait libéré la Bulgarie et la Roumanie, qui avait joué le rôle le plus actif dans le morcellement de leur patrie et qui se considérait déjà possesseur définitif de Constantinople. Cette crainte, je ne saurais trop le répéter, fut le facteur principal qui, primant les autres, amena la Turquie à se jeter dans les bras de l'Allemagne. Elle avait, pendant plus de cinquante ans, considéré l'appui de l'Angleterre comme sa meilleure sauvegarde contre une agression russe et maintenant la Grande-Bretagne était devenue l'alliée virtuelle de la Russie ! On croyait alors en Turquie, même parmi les chefs de clans, que ces deux puissances étaient parfaitement d'accord pour réserver à la Russie l'héritage de Constantinople et des Dardanelles.

Bien qu'en 1914, le Gouvernement de Pétrograd ne formulât point de telles prétentions, du moins ouvertement, le fait qu'il pressait la Sublime Porte sous d'autres prétextes rendait impossible à Talaat et à Enver de chercher un soutien de ce côté. L'Italie venait de s'emparer de la dernière province turque en Afrique : la Tripolitaine, et à cette époque occupait Rhodes et d'autres îles turques et caressait des desseins agressifs en Asie-Mineure. La France était l'alliée de la Russie et de la Grande-Bretagne ; elle étendait sans cesse son influence en Syrie où, en vérité, elle avait conçu de vastes projets de pénétration, à l'aide de chemins de fer, colonies et concessions. Les considérations de personnes jouèrent un rôle important dans le drame qui s'ensuivit. Les ambassadeurs de la Triple Entente dissimulaient à peine leur mépris pour les politiciens turcs au pouvoir et

leurs méthodes. Sir Louis Mallet, l'ambassadeur anglais, était un gentleman cultivé et d'esprit élevé; Bompard, l'ambassadeur français, était également agréable et de toute honorabilité; l'un et l'autre, de par leur tempérament, n'étaient pas qualifiés pour participer aux intrigues criminelles qui faisaient alors partie de la politique turque. Giers, l'ambassadeur russe, était un diplomate de l'ancien régime, hautain et dédaigneux; il était extrêmement astucieux, mais il traitait les Jeunes Turcs dédaigneusement, manifestait presque un intérêt de propriétaire pour le pays, et semblait manier déjà le knout sur la tête de ce gouvernement honni. Il était visible que les trois ambassadeurs de l'Entente ne pensaient pas que le régime de Talaat et d'Enver durerait et qu'il valût la peine de s'y intéresser. De même que durant les six dernières années, plusieurs factions s'étaient élevées au pouvoir, puis étaient tombées, de même ils croyaient que cette dernière usurpation disparaîtrait au bout de quelques mois.

Mais il y avait alors à Constantinople un homme dénué de scrupules et ne reculant devant aucun moyen susceptible de servir ses projets: Wangenheim. Il vit clairement ce que ses collègues n'avaient fait qu'entrevoir, que Talaat et ses associés acquéraient en Turquie une autorité de jour en jour plus grande et que ceux-ci cherchaient quelque puissance influente, qui voulût reconnaître leur position et les aider à s'y maintenir. Afin de nous faire une idée précise de la situation, transportons-nous, pour un moment, dans un pays plus proche de nous.

En 1913, Victoriano Huerta et ses complices avaient réussi à imposer leur dictature au Mexique, par des moyens similaires à ceux que Talaat et son Comité avaient employés pour arriver au pouvoir suprême. De même que Huerta avait assassiné Madero, de même les Jeunes Turcs avaient tué Nazim; et dans les deux cas, le meurtre devenait une arme politique courante. Huerta dirigeait le Congrès mexicain et les institutions publiques, tout comme Talaat dirigeait le Parlement turc et les principaux départements

d'État. Sous la domination de Huerta, le Mexique était un pays infiniment pauvre, sans ressources financières, sans industrie ni agriculture, semblable à la Turquie sous la loi de Talaat. Comment Huerta chercha-t-il à consolider sa propre situation et à relever son pays désorganisé? Il n'avait qu'un moyen: s'assurer l'appui de quelque puissance étrangère. A cet effet, il essaya, à maintes reprises, de se faire reconnaître par les États-Unis; mais ceux-ci, refusant d'avoir affaire à un meurtrier, il se tourna vers l'Allemagne. Supposons que le Kaiser ait répondu à cet appel: il aurait pu remettre de l'ordre dans les finances mexicaines, reconstruire les lignes de chemins de fer, relever l'industrie, moderniser l'armée et ainsi mettre la main sur le pays, qui devenait virtuellement une possession allemande.

Une seule chose empêcha le Kaiser de le faire: la doctrine de Monroe. Or cette doctrine n'existait pas en Turquie, et ce qui aurait pu arriver au Mexique n'est que le tableau grossier, mais exact, de ce qui se produisit dans l'Empire Ottoman. Et cependant, lorsque je jette un regard en arrière sur la situation, tout me semble si clair, si simple, si inévitable! L'Allemagne se trouvait être, jusqu'ici, presque la seule grande puissance qui ne se fût point approprié quelque gros morceau du territoire turc, fait qui lui donnait un avantage considérable. De plus, ses représentants à Constantinople, grâce à leur manque de scrupules, par leur habileté et leur expérience, étaient plus aptes que ceux de toute autre contrée pour manœuvrer cette situation difficile. Wangenheim n'était d'ailleurs pas le seul Allemand capable, déjà introduit dans la place. Je nommerai Paul Weitz, important pionnier du pangermanisme, qui fut pendant trente ans le correspondant de la *Frankfurter Zeitung* en Turquie. Il connaissait à fond les Turcs et les affaires du pays, avait ses entrées partout, même dans les endroits les moins accessibles et était sans cesse aux côtés de Wangenheim, à qui il prodiguait leçons, conseils et renseignements. Il y avait encore l'attaché naval allemand, Humann, fils d'un célèbre archéologue allemand, né à Smyrne et

qui avait passé presque toute sa vie en Turquie ; il parlait non seulement turc, mais pouvait encore penser comme les Turcs, dont il connaissait parfaitement la mentalité. De plus, Enver, l'un des deux principaux chefs du Comité, était l'ami intime de Wangenheim. Lorsque je songe à ce trio, à la fois habile et expérimenté : Wangenheim, Weitz et Humann, et à leurs adversaires : Mallet, Bompard et Giers, agréables gentlemen infiniment respectables, il me semble qu'il eût été impossible d'enrayer la marche des événements, qui se précipita alors, rapide et fatale, comme un simple phénomène de la nature.

Au printemps de 1914, Talaat et Enver, les représentants du Comité Union et Progrès, étaient en somme les maîtres de l'Empire ottoman et Wangenheim, en vue d'une guerre prochaine, n'eut alors qu'un désir : en faire les instruments de sa volonté.

En janvier 1914, Enver devint ministre de la Guerre. Il avait trente-deux ans et était d'origine modeste, comme du reste tous les chefs de la politique turque du moment ; son surnom populaire de « héros de la Révolution » explique pourquoi Talaat et le Comité lui avaient confié cette importante charge. Il jouissait d'une certaine réputation militaire, bien qu'il n'eût jamais, à ma connaissance, remporté de véritable succès stratégique. La Révolution de 1908, dont il avait été un des principaux leaders, avait coûté peu de vies humaines ; il avait, en 1912, commandé contre les Italiens une armée en Tripolitaine, mais, en vérité, cette campagne n'avait rien eu de napoléonien. Il me raconta lui-même comment, dans la seconde guerre des Balkans, à la suite d'une nuit de marche, il s'était porté à la tête de ses troupes à la conquête d'Andrinople et comment les Bulgares, ayant abandonné la ville à son approche, il avait ainsi obtenu la victoire sans coup férir.

Un trait dominait chez lui : l'audace, qui devait le conduire fatalement au succès dans un pays aussi désorganisé que la Turquie. De décision prompte, toujours prêt à jouer sa vie et son avenir sur la réussite d'une simple aventure

il avait en effet jusqu'alors évolué dans une suite de crises, favorisé par la chance. Et bien qu'il fût cruel, sans merci, d'une volonté implacable, son beau visage aux traits réguliers, son corps petit mais vigoureux, ses façons agréables, rien enfin ne révélait sa véritable nature. De même, pour qui ne le voyait qu'en passant, il aurait été difficile de soupçonner l'ambition effrénée qui le poussait. Ses amis l'appelaient « Napoleonik », le petit Napoléon, surnom qui symbolisait parfaitement ses prétentions. Je me rappelle un soir, chez lui, l'avoir contemplé assis entre deux portraits, d'un côté celui de Napoléon, de l'autre celui de Frédéric le Grand, simple fait qui peut donner une idée de sa vanité ; il avait une admiration profonde pour ses deux héros, à la fois guerriers et hommes d'État et je crois qu'il aimait à penser que le destin lui réservait une carrière semblable à la leur. D'ailleurs la part active, qu'à vingt-six ans, il avait prise à la Révolution qui détrôna Abdul Hamid, l'amenait naturellement à se comparer à Bonaparte et il m'avoua, à maintes reprises, qu'il se savait « destiné à un grand avenir ». Il affectait de croire qu'il avait reçu la mission divine de ressusciter la gloire de la Turquie et d'en être lui-même le grand dictateur. Toutefois, comme je l'ai dit plus haut, son extérieur avait quelque chose de délicat et de presque efféminé. Il appartenait à ce type d'hommes qu'en Amérique on désigne parfois sous le nom de « bourreau des cœurs » et les femmes le qualifiaient couramment d'« irrésistible ». Pas une seule ride n'abîmait son visage, véritable masque qui ne trahissait ni ses émotions, ni ses pensées ; il était toujours calme, glacial, imperturbable. Mais il ne possédait certainement pas la faculté de pénétration de Napoléon, ce qu'il prouva par la façon dont il s'empara du pouvoir suprême et en alliant de bonne heure sa propre fortune à celle de l'Allemagne.

Depuis des années, ses sympathies étaient allées au Kaiser. L'Empire germanique, son armée et sa marine, sa langue, son gouvernement autocrate, tout enfin exerça un charme fatal sur ce fondateur de la démocratie turque. A la chute

d'Abdul Hamid, Enver se trouvait en mission militaire à Berlin, où le Kaiser, qui avait de suite reconnu en lui un instrument capable de seconder ses projets en Orient, se l'attacha de différentes façons. Il vécut longtemps à Berlin, en qualité d'attaché militaire, ce qui le rapprocha encore davantage de l'Allemagne, de sorte que lorsqu'il revint à Constantinople il était presque plus Allemand que Turc. Il en parlait la langue couramment, copiait en tout ce qui était en usage sur les bords de la Sprée, jusqu'à porter la moustache légèrement relevée aux extrémités ; bref, le prussisme l'avait conquis tout entier. Lorsqu'il devint Ministre de la Guerre, Wangenheim le flatta, le cajola, s'amusa de ses ambitions de jeune homme et dut sans aucun doute lui promettre l'appui absolu de l'Allemagne pour les réaliser. Au surplus, dans les entretiens privés, Enver ne cachait pas son admiration pour ce pays. Si bien que sa nomination au poste de Ministre de la Guerre fut virtuellement une victoire allemande.

Il décida sur-le-champ une réorganisation complète et radicale de l'armée. Il m'avoua qu'il n'avait accepté ce poste qu'à la condition d'être libre de ses actions et il entendait en profiter. Il y avait encore dans les rangs de l'armée un grand nombre d'officiers dont les inclinations penchaient plutôt vers l'ancien régime que vers les Jeunes Turcs ; plusieurs d'entre eux étaient en outre des partisans du ministre assassiné, Nazim. Sans hésiter, Enver en destitua deux cent soixante-huit et les remplaça par des Turcs, notoirement affiliés à l'Union et Progrès, et quelques Allemands. Toutefois, le groupe Enver-Talaat redoutait sans cesse une contre-révolution, qui les renverserait comme eux-mêmes avaient destitué leurs prédécesseurs. Combien de fois ne m'ont-ils pas répété que leurs propres victoires révolutionnaires leur avaient appris combien il était facile à un petit groupe d'hommes déterminés et énergiques de s'emparer de la direction d'un pays ! Ils n'avaient par conséquent pas l'intention, disaient-ils, de fournir à quelques officiers la possibilité d'organiser contre eux semblable *coup d'État*. La réforme

audacieuse d'Enver ne fut pas sans alarmer Talaat ; mais le jeune ministre se montra inflexible et refusa de revenir sur son décret, bien que l'un des officiers destitués, Chukri Pacha, eût défendu Andrinople lors de la guerre des Balkans. De plus, il fit passer une circulaire parmi les officiers turcs, les avertissant qu'ils ne devaient attendre d'avancement que de lui seul, ce qu'ils n'obtiendraient au surplus qu'en se ralliant à la politique des Jeunes Turcs.

Ainsi la prussification de l'armée ottomane commença par les mesures décrétées par Enver, bien que Talaat, son collègue, n'en fût point aussi enthousiaste. Celui-ci n'entendait point faire le jeu de l'Allemagne et travaillait d'abord pour le Comité et pour lui-même ; mais il ne pouvait réaliser ses projets sans le concours de l'armée, et c'est ainsi qu'il éleva Enver, qui pendant des années avait été son associé le plus intime dans la politique du Comité, au poste de Ministre de la Guerre. Puisqu'il lui fallait une armée puissante, dans ce dessein il se tourna vers l'Allemagne qui lui semblait capable de lui prêter assistance. Vers la fin de 1913, il organisa avec Wangenheim que le Kaiser enverrait une mission militaire pour réorganiser l'armée turque. Il me confia, qu'en demandant cette aide, il tirait avantage de l'Allemagne, quoique celle-ci crût au contraire qu'il ne serait qu'un instrument aux services de la mission. Il comprit parfaitement les dangers d'une telle réforme. Un député qui discuta avec lui la situation, en janvier 1914, m'a rapporté quelques détails de leur conversation, qui révélèrent ce qui se passait alors dans l'esprit du Ministre.

— Pourquoi abandonnez-vous la direction du pays à l'Allemagne ? demanda-t-il en faisant allusion à la mission militaire. Ne vous rendez-vous donc pas compte qu'elle a projeté de faire de la Turquie une colonie, une autre Égypte ?

— Nous le savons parfaitement, répondit Talaat, mais nous savons aussi que nous sommes incapables de remettre sur pied notre Patrie, livrés à nos propres ressources. Par conséquent, nous allons profiter de l'enseignement technique et pratique que les Allemands peuvent nous donner. Nous

leur demanderons de nous aider à réorganiser et à protéger la nation, jusqu'à ce qu'il nous soit possible de la gouverner par nous-mêmes, et alors nous leur dirons adieu et les remercierons dans les vingt-quatre heures (*sic*).

Il était évident que la situation matérielle de l'armée turque trahissait le besoin d'un secours étranger, et elle symbolisait à mes yeux la situation de l'Empire tout entier, telle qu'elle était avant l'arrivée des Allemands. Lorsque je lançai les invitations à ma première réception, un grand nombre d'officiers turcs me demandèrent la permission d'y assister en habit de soirée, disant qu'ils n'avaient pas les moyens d'acheter ou de louer des uniformes ; on ne leur avait point versé leur solde depuis trois mois et demi, et comme le Grand Vizir, soucieux d'étiquette, insistait en faveur de la tenue militaire, plusieurs de ces officiers durent s'abstenir. Presque à la même époque, la nouvelle mission allemande pria le commandant du second Corps d'Armée de faire exécuter aux recrues les marches prévues réglementairement, et celui-ci aurait répondu que c'était impossible, ses hommes n'ayant pas de chaussures !

Toutefois, je persiste à croire que Talaat, obstiné et rusé comme il se révéla plus tard, n'était pas l'instrument complaisant de Berlin. J'en eus d'ailleurs la preuve par un incident auquel je fus mêlé. Jusqu'ici je n'ai rien dit du rôle des États-Unis, au sujet des relations de la Turquie et des grandes puissances. En vérité, nous n'avions pas d'importants rapports d'ordre économique. Les Turcs nous regardaient comme un peuple d'idéalistes et d'altruistes, dépensant des millions dans un but purement philanthropique, tel que construire de splendides écoles dans leur pays, ce qui provoquait leur étonnement et peut-être leur admiration. Ils nous aimaient et voyaient en nous presque leurs seuls amis sincères. Mais nos intérêts en Turquie étaient insignifiants. La « Standard Oil Company », il est vrai, faisait de grandes affaires ; la Compagnie Singer vendait des machines à coudre aux Arméniens et aux Grecs. De notre côté, nous achetions leur tabac, leurs figues, leurs

tapis et ramassions leur bois de réglisse. Là se bornaient nos relations commerciales ; tandis que quelques missionnaires et professeurs constituaient en somme nos véritables points de contact avec les indigènes. Ils savaient que nous n'avions pas l'intention de morceler leur pays ou de nous immiscer dans la politique des Balkans, fait qui pourrait, sans doute, expliquer que Talaat discutât avec moi de façon aussi libre le gouvernement de son pays. Au cours de ses entretiens, j'avais souvent exprimé le désir de leur rendre service, de sorte que lui et certains membres du Cabinet prirent l'habitude de me consulter. Peu après mon arrivée, je fis un discours à la Chambre de Commerce américaine de Constantinople devant Talaat, Djemal et autres influents leaders. Je leur montrai combien la situation économique de la Turquie était arriérée et leur conseillai pour l'améliorer de déployer autant de courage que de persévérance. Puis, je fis un tableau sommaire de l'Amérique après la guerre civile, et comparai nos États du Sud dévastés avec leur propre pays. Enfin, je leur racontai comment nous nous étions mis au travail et avions, par notre seule initiative, amené peu à peu notre contrée à sa prospérité actuelle. Mon discours sembla faire sur eux une profonde impression, surtout lorsque je déclarai, qu'après la guerre civile, les États-Unis avaient contracté de gros emprunts à l'étranger et avaient attiré des immigrants de toutes les parties du monde. Talaat parut tirer de mes indications une idée nouvelle. Il ne serait donc pas impossible que les États-Unis pussent lui fournir l'aide matérielle qu'il avait cherchée en Europe. J'avais déjà proposé qu'on envoyât un expert américain étudier les finances turques et j'avais, à ce dessein, fait allusion à Mr. Henry Bruère, de New-York ; idée que les Turcs accueillirent très favorablement, car, à cette époque, ils avaient le plus grand besoin d'argent. La France leur en avait fourni pendant des années et, au printemps 1914, ses principaux banquiers négociaient les conditions d'un emprunt. L'Allemagne les avait aussi aidés, mais à ce moment-là les cours de la Bourse de Berlin ne

leur permettaient guère d'espérer un appui suffisant de ce côté.

Finalement, vers la fin de décembre 1913, Bustany Effendi, un chrétien arabe et ministre du Commerce et de l'Agriculture, parlant anglais couramment (il avait été Commissaire général de la Turquie à l'Exposition Universelle de Chicago en 1893) vint me voir et me consulta au sujet d'un emprunt en Amérique. Il me demanda si je ne connaissais pas quelques financiers qui assumeraient l'entière responsabilité de réorganiser les finances turques. Sa requête était un véritable cri de détresse et j'en fus profondément touché ; comme je l'écrivis dans mon journal : « Ils me semblent acculés aux derniers expédients. »

Or je n'étais arrivé que depuis six semaines et manquais évidemment d'informations pour recommander à des banquiers américains une affaire de cette importance. J'objectai donc à mon interlocuteur que ma proposition n'aurait de chance de succès à New-York que si elle était basée sur une connaissance approfondie des ressources matérielles de la Turquie.

Talaat vint me voir quelques jours après et me suggéra l'idée de visiter l'Empire et d'étudier la situation moi-même. En outre, il me demanda s'il ne me serait pas possible de leur faciliter un emprunt provisoire qui leur permit de faire la soudure (*sic*), disant que le trésor turc était vide et qu'ils se contenteraient de 5.000.000 de dollars. Je l'assurai que je m'en occuperais et qu'en attendant, sur son désir, j'inspecterais le pays afin de réunir tous renseignements susceptibles d'intéresser les capitalistes américains. Puis, avec le consentement du département d'État, j'écrivis à mon neveu et associé : Mr. Robert-E. Simon, le priant de tâter le terrain auprès de certaines sociétés et banques de New York, en vue de faire à la Turquie un prêt subsidiaire à courte échéance. Mais les sondages de Mr. Simon révélèrent bientôt que l'entreprise ne semblait pas séduire la corporation de Wall Street. Toutefois il ajouta que Mr. C.-K.-G. Billings avait paru s'intéresser à

cette affaire et que, si je le désirais, il viendrait jusqu'ici sur son yacht pour en discuter avec le Cabinet turc et moi-même. Quelques jours après, Mr. Billings s'embarquait pour Constantinople.

L'annonce de son arrivée prochaine s'était rapidement propagée dans la capitale, et cette particularité qu'il venait à bord de son propre yacht semblait rehausser encore l'importance et l'éclat de cet événement. De plus, l'idée qu'un milliardaire américain était disposé à restaurer le trésor turc épuisé, et que cette aide n'était qu'un premier pas vers la réorganisation des finances par des capitalistes de New York, eut dans les ambassades étrangères une répercussion considérable. La nouvelle s'en répandit si vite, qu'en vérité je soupçonnai fort le Cabinet turc d'en être quelque peu responsable, soupçons d'ailleurs confirmés par une démarche tentée auprès de moi par le chef Rabbi Mahoum ; il se présentait, m'expliqua-t-il, au nom de Talaat.

— Le bruit court, me dit-il, que les Américains vont prêter de l'argent à la Turquie et Talaat serait très heureux que vous ne fassiez rien pour le démentir.

De son côté, Wangenheim manifesta une curiosité presque maladroite ; le fait que l'Amérique viendrait au secours financier de l'Empire turc ne cadrerait pas du tout avec ses plans, car à ses yeux la pauvreté du pays était un moyen précieux de le jeter dans les bras de l'Allemagne. Au cours d'une de ses visites, je lui montrai un livre de gravures, reproduisant les propriétés, collections et écuries de Mr. Billings ; le tout parut le frapper vivement, non seulement les chevaux (il était lui-même cavalier émérite), mais aussi chacune des autres preuves tangibles de la grosse fortune de mon compatriote. Les jours qui suivirent, ce ne fut dans mon cabinet qu'un défilé d'ambassadeurs et de ministres me demandant gravement à voir ce fameux livre !

A l'approche de Mr. Billings, Talaat commença à élaborer des projets de réception, me demandant mon avis au sujet des personnes à inviter aux dîners, déjeuners et ré-

ceptions. Comme d'habitude, Wangenheim s'arrangea pour devancer tout le monde, en me priant de l'avoir à déjeuner le jour même du débarquement de mon hôte, car il ne pouvait assister au dîner organisé pour le soir, de sorte qu'il fit la connaissance de Mr. Billings plusieurs heures avant les autres diplomates. Ce dernier lui avoua franchement qu'il s'intéressait beaucoup à la Turquie et qu'il se pourrait bien qu'il se chargeât de l'emprunt en question.

Le soir, nous donnâmes un dîner en l'honneur de Mr. Billings et de ses amis, dîner auquel assistaient tous les membres influents du Cabinet turc. Nous avions auparavant, Talaat, Mr. Billings et moi, longuement parlé de cet emprunt, et c'est alors que le ministre nous apprit que les banquiers français venaient d'accepter, dans les dernières vingt-quatre heures, les conditions turques et que par conséquent son gouvernement n'avait pour le moment nul besoin de l'argent américain. Il accabla Mr. Billings d'amabilités, lui exprimant sa gratitude et prodiguant ses remerciements qui, à vrai dire, pouvaient être sincères, car l'arrivée du milliardaire avait enfin permis au Cabinet Jeune Turc de mener à bien ses négociations avec les financiers français.

Au surplus, il manifesta sa reconnaissance d'une façon curieuse. Enver, membre du conseil le plus influent après Talaat, célébrait son mariage quand Mr. Billings arriva, car il avait si bien conquis la société turque que, malgré les humbles origines dont j'ai parlé ailleurs, il épousait une princesse de sang impérial. Un mariage dans ce pays n'est pas une petite affaire, et dure deux ou trois jours. Le lendemain du dîner offert à l'Ambassade américaine, Talaat nous convia tous, Billings et sa suite, à déjeuner au Cercle d'Orient et il insista pour qu'Enver fût présent à la réception. Il y vint en effet, écouta jusqu'au bout tous les discours, puis retourna à ses fêtes nuptiales.

J'ai la conviction qu'aux yeux de Talaat, la visite Billings n'était qu'un épisode de leurs relations futures; en effet, si je fais un retour à propos de cette affaire, je vois clairement

qu'il cherchait à sauver son pays et qu'il ne perdait pas de vue l'espérance d'y être aidé par les États-Unis. Il me parlait souvent de Mr. « Beelings » comme il l'appelait, et même après que la Turquie eût rompu avec la France et l'Angleterre et fût devenue tributaire de l'Allemagne, il aimait à évoquer le souvenir de cette entrevue; peut-être regardait-il aussi notre pays comme un suprême refuge, financièrement parlant, au cas où il viendrait à réaliser son projet de chasser les Allemands de la Turquie. Je ne suis pas moins persuadé que cette perspective l'encouragea à me rendre pendant la guerre de nombreux services, qu'il ne m'eût point rendus autrement. « Rappelez-moi au bon souvenir de Mr. Beelings », furent à peu près ses dernières paroles, lorsque je quittai Constantinople.

Ainsi cette visite en yacht qui, sur le moment, eut quelques côtés comiques, préserva plus tard, j'en suis sûr, nombre de vies humaines de la faim et du massacre.

CHAPITRE III

LE REPRÉSENTANT PERSONNEL DU KAISER.
WANGENHEIM S'OPPOSE A LA VENTE
DE VAISSEaux DE GUERRE AMÉRICAINS
A LA GRÈCE

Déjà, en mars 1914, les Allemands avaient fortement établi leur domination sur la Turquie. Liman von Sanders, arrivé en décembre 1913, jouissait d'une influence prédominante dans l'armée. A l'origine, sa nomination n'éveilla pas de sentiments particulièrement hostiles, car auparavant d'autres missions allemandes avaient été appelées en Turquie pour y instruire l'armée, notamment celle de von der Goltz ; de même une mission navale anglaise, commandée par l'amiral Limpus, s'efforçait, non sans peine, de réorganiser la flotte ottomane. Toutefois, nous nous aperçûmes vite que le mandat de von Sanders était bien différent.

En effet, dès avant l'arrivée du Général, on annonça qu'il prendrait le commandement du premier Corps d'Armée turc et que le général Bronssart de Schnellendorf serait chef d'État-Major. Ces nominations ne signifiaient rien moins que la réussite des plans du Kaiser : annexer l'armée turque aux siennes ; comme preuve du pouvoir inhérent à la charge de von Sanders, disons que le premier Corps d'Armée contrôlait pratiquement Constantinople. Ces changements dénotaient à quel point Enver Pacha avait été subjugué par le système prussien. Les représentants de l'Entente ne pouvaient naturellement pas tolérer pareil empiètement de la part de l'Allemagne. Les ambassadeurs britannique, fran-

çais et russe se rendirent immédiatement chez le Grand Vizir et protestèrent, plus chaudement que poliment, contre l'élévation de von Sanders à un tel poste. Le Ministre bégaya et ànonna comme à l'ordinaire, prétendit que le fait en question n'avait aucune importance, mais finalement il retira à von Sanders ses fonctions de chef du premier Corps d'Armée pour lui confier celles d'inspecteur général. Cela n'améliorait guère la situation, cette nouvelle attribution conférant en réalité à son titulaire plus de pouvoir que la précédente.

Ainsi, en janvier 1914, sept mois avant que n'éclatât la Grande Guerre, l'Allemagne détenait la position suivante dans l'armée turque : un de ses généraux était chef d'État-Major, un autre Inspecteur Général, des vingtaines d'officiers avaient reçu des commandements de la plus haute importance et le politicien ture, Enver Bey, déjà alors champion déclaré de l'Allemagne, était ministre de la Guerre.

Après avoir obtenu ce triomphe diplomatique, Wangenheim obtint un congé, certes bien mérité, et Giers, l'ambassadeur russe, partit également en vacances. La baronne Wangenheim m'expliqua — car à cette époque de telles subtilités m'échappaient ! — la signification exacte de ces absences. « Celle de mon mari, dit-elle, prouve qu'aux Affaires étrangères, en Allemagne, on considère que l'épisode von Sanders est clos, clos par une victoire allemande. Le congé de Giers, continua-t-elle, témoigne que la Russie refuse d'accepter ce point de vue et que, en ce qui la concerne, l'affaire von Sanders n'est pas terminée. »

Je me rappelle avoir écrit à ma famille que, dans cette mystérieuse diplomatie des Balkans, les nations se parlaient par actes et non par mots, et je citai la version de la baronne Wangenheim, relative à ces congés diplomatiques, comme preuve à l'appui.

Un incident qui se passa dans sa propre maison nous fit voir à tous l'importance que von Sanders attachait à sa mission militaire.

Le 18 février, je donnai mon premier dîner officiel. Le

général von Sanders et ses deux filles figuraient au nombre des invités ; le général fut le voisin de table de ma fille Ruth, qui ne passa pas une soirée très agréable, car le Maréchal, sanglé dans son pompeux uniforme, la poitrine constellée de décorations, ne dit pas un mot de tout le repas. Il mangea silencieusement, d'un air maussade, et tous les efforts de ma fille pour entamer une conversation n'aboutirent qu'à lui arracher, de temps à autre, une monosyllabe jetée d'un ton bourru. Sa conduite fut celle d'un enfant gâté. Après le dîner, von Untius, le chargé d'affaires allemand, vint me trouver. Il paraissait fortement surexcité et quelques instant s'écoulèrent avant qu'il eût recouvré assez de calme pour s'acquitter de sa mission :

— Vous avez commis une terrible erreur, Mr. l'Ambassadeur, dit-il.

— Laquelle ? demandai-je, forcément interdit.

— Vous avez grandement offensé le maréchal von Sanders, en lui assignant une place à table de rang inférieur à celle des ministres étrangers. Il est le représentant personnel du Kaiser, et, comme tel, il doit être traité à l'égal des ambassadeurs. Il eût dû avoir la préséance sur les membres du cabinet et les ministres étrangers.

Ainsi j'avais fait un affront à l'Empereur lui-même ! C'était l'explication de l'attitude grossière de von Sanders. Fort heureusement j'étais à couvert. Je n'avais pas arrangé l'ordre de ce dîner ; j'avais envoyé la liste de mes hôtes au marquis Pallavicini, l'ambassadeur d'Autriche et doyen du corps diplomatique, une autorité indiscutée à Constantinople pour des questions aussi délicates que celle-ci. Le marquis m'avait retourné la feuille, chaque nom marqué à l'encre rouge par rang d'importance : 1, 2, 3, 4, 5, etc. Je possède encore ce document, tel qu'il me fut adressé par l'Ambassade d'Autriche et le nom du général von Sanders porte le numéro « 13 ». J'admets toutefois que la « 13 » place mettait le général bien à l'extrémité de la table.

J'expliquai la situation à von Untius et je priai M. Panfili, conseiller d'Ambassade d'Autriche, présent à ce dîner,

de monter et d'éclaircir tout ceci aux yeux de son collègue offensé. Les Autrichiens et les Allemands étant alliés, il était manifeste que l'insulte (si insulte il y avait) était involontaire. Panfili expliqua que la question l'ayant embarrassé, il l'avait soumise au marquis et il apparaissait que le numéro 13 avait été désigné par l'ambassadeur lui-même pour marquer le rang de von Sanders.

L'incident n'en resta pas là ; car Wangenheim vint ensuite trouver Pallavicini et discuta l'affaire âprement. « Si Liman von Sanders représente le Kaiser, qui représentez-vous ? » protesta Pallavicini. (L'argument était juste, l'Ambassadeur étant toujours considéré comme l'alter ego de son souverain.) « Ce n'est pas l'usage, continua-t-il, qu'un souverain ait deux représentants à la même cour. »

Le marquis ne cédant pas, Wangenheim exposa la situation au Grand Vizir ; Said Halim refusant d'assumer la responsabilité d'une décision aussi importante, la contestation fut renvoyée devant le Conseil des Ministres, lequel conféra solennellement à ce sujet et rendit ce verdict : von Sanders devra avoir la préséance sur les ministres des pays étrangers, mais venir après les membres du Cabinet turc. Les plénipotentiaires étrangers protestèrent alors hautement et déclarèrent que si la préséance était jamais donnée à von Sanders dans une occasion semblable, tous en corps quitteraient la table. Non seulement von Sanders devint suprêmement impopulaire pour avoir soulevé cet incident, mais on réprouva unanimement le côté autocratique et dictatorial de son procédé. Résultat net : jamais plus le général ne fut invité à un dîner diplomatique !

Cet épisode piqua au vif l'intérêt de l'ambassadeur britannique : sir Louis Mallet. C'était heureux, disait-il, que cela ne se fût pas passé sous son toit ; autrement, les journaux eussent consacré des colonnes entières aux relations tendues de l'Angleterre et de l'Allemagne !

Somme toute, cette affaire avait une grande portée internationale. Par vanité personnelle, von Sanders avait trahi un secret d'État ; il n'était pas un simple chef-instructeur

envoyé pour rétablir le prestige militaire ottoman ; il était exactement ce qu'il avait prétendu être, le représentant personnel du Kaiser et celui-ci l'avait choisi, absolument comme Wangenheim, pour être l'instrument de sa volonté en Turquie.

Par la suite, von Sanders me raconta, avec cette fierté que manifestent les aristocrates allemands quand ils parlent de leur souverain, que l'Empereur avait conféré deux heures avec lui le jour où il le désigna pour cette mission, et une autre heure au moment de son départ, pour lui donner ses dernières instructions.

Je fis part de l'incident du dîner à mon gouvernement, comme indication de l'influence croissante de l'Allemagne en ce pays, et je présume que les autres ambassadeurs en firent autant de leur côté. L'attaché militaire américain, le major John R. M. Taylor, qui en fut témoin, lui attribuait une extrême signification. Un mois après cet événement, lui et le capitaine Mc Cauley, commandant du *Scorpion*, le stationnaire américain à Constantinople, déjeunaient au Caire avec lord Kitchener, petite réunion intime ne comprenant que mes deux compatriotes, lord Kitchener, sa sœur, et un aide de camp. Le major Taylor raconta l'anecdote en question et Kitchener ne dissimula pas son intérêt.

— Qu'en pensez-vous ? demanda-t-il.

— Cela veut dire selon moi, répondit le major Taylor, qu'au jour de la Grande Guerre la Turquie sera probablement l'alliée de l'Allemagne. Si elle ne l'est pas directement, je crois au moins qu'elle mobilisera au Caucase, ce qui distraira ainsi trois corps d'armée russes du théâtre européen des opérations.

— Je suis de votre avis, dit Kitchener, après avoir réfléchi un moment.

Et désormais, durant plusieurs mois, nous eûmes le spectacle de l'armée turque soumise à la tutelle de l'Allemagne. Des officiers allemands instruisaient quotidiennement les troupes, tout ceci, j'en suis convaincu aujourd'hui, en prévision de la guerre imminente. La grande revue militaire,

qui eut lieu au mois de juillet, illustra brillamment les résultats obtenus. Ce fut une manifestation splendide, une cérémonie de gala. Le Sultan y assista en grande pompe ; il avait pris place sous une tente magnifiquement décorée, où il tint une petite cour, réunissant le Khédive d'Égypte, le prince héritier de Turquie, les princes du sang et le Cabinet tout entier. Nous vîmes alors que, pendant les six mois écoulés, l'armée turque avait été complètement prussianisée. Ce qui, en janvier, n'était qu'une masse de misérables en guenilles, sans discipline, paraissait maintenant « au pas de l'oie » ; les hommes étaient vêtus en feldgrau et portaient même une coiffure, en forme de casque, qui rappelait vaguement la *pickelhaube* (casque à pointe) des Allemands. Les officiers instructeurs éprouvaient une fierté immense à ce spectacle ; et l'aspect de ces troupes, soigneusement habillées, marquant fièrement le pas et manœuvrant splendidement, constituait réellement un succès digne d'éloges.

Quand le Sultan me fit mander sous sa tente, je le félicitai naturellement de l'excellente apparence de ses soldats. Il ne manifesta pas grand enthousiasme ; la perspective de la guerre ne le charmait pas, dit-il, étant un pacifiste convaincu.

Je remarquai l'absence de certains personnages de marque à cette fête allemande : celle des ambassadeurs français, britannique, russe et italien. Bompard avait bien reçu dix billets d'entrée, mais il ne les considéra pas comme une invitation. Wangenheim me confia, avec une certaine satisfaction, que les autres ambassadeurs étaient jaloux et qu'ils ne tenaient pas à voir les progrès de l'armée turque, étant donnée la nationalité de ceux à qui ils étaient dus. J'étais persuadé que mes collègues refusèrent de venir, parce qu'ils ne désiraient pas honorer une fête allemande de leur présence, et je les approuvai.

Avec le temps, j'acquis d'autres preuves de l'ingérence grandissante de l'Allemagne dans la politique turque.

En juin, les relations entre la Turquie et la Grèce furent

près de se rompre. Le traité de Londres (30 mai 1913) avait laissé les îles de Chio et de Mytilène en possession de cette dernière. Un simple coup d'œil sur la carte suffira pour démontrer l'importance stratégique de ces îles ; situées dans la mer Egée, tels que des gardiens vigilants, elles protègent la baie et le grand port de Smyrne, et établissent clairement que le contrôle certain de Smyrne et de toute la côte de l'Asie-Mineure, bordée par la mer Egée et par l'Archipel, ne saurait être disputé à une puissante nation militaire, qui les détiendrait de façon permanente. Les conditions ethniques de ces îles rendent semblable hypothèse souverainement dangereuse pour la Turquie, au point de vue militaire ; leur population est grecque et l'est depuis l'époque d'Homère ; la côte d'Asie-Mineure elle-même est également grecque ; plus de la moitié de la population de Smyrne, le plus grand port maritime méditerranéen de Turquie, est encore grecque, prédominance qui s'est maintenue si bien dans les industries, comme dans le commerce et la culture, que les Ottomans en parlant habituellement de cette ville l'appelaient la « giaour Ismir », « l'infidèle Smyrne ». D'ailleurs ces habitants ne cachaient pas leur attachement à la mère-patrie ; et bien que nominale de nationalité turque, les Hellènes asiatiques soutenaient même de leurs deniers le gouvernement athénien.

En fait, les îles de la mer Egée et le continent constituaient la *Græcia Irredenta*. Et que la Grèce fût déterminée à les libérer, précisément comme elle avait récemment délivré la Crète, n'était pas un secret diplomatique ; si elle débarquait jamais une armée sur la côte, il n'était pas douteux que les indigènes l'accueilleraient avec enthousiasme et la seconderaient.

Toutefois, depuis que l'Allemagne avait arrêté ses propres plans d'expansion en Asie-Mineure, les Grecs de cette région constituaient naturellement un obstacle à leurs aspirations, obstacle qui se dresserait comme une barrière naturelle sur la route du golfe Persique, comme d'autre part la Serbie, en Europe.

Quiconque a lu, même superficiellement, la littérature pangermanique, connaît la méthode spéciale prônée à l'égard des populations gênant l'Allemagne : c'est la déportation pure et simple. Le déplacement par force de peuples entiers, transportés d'une extrémité de l'Europe à l'autre, comme autant de troupeaux de bétail, faisait partie depuis des années des projets de conquête de l'Allemagne. Ce traitement, appliqué depuis le début de la guerre à la Belgique, à la Pologne, à la Serbie, avait été inauguré en Arménie ; là il fut, comme je le montrerai, la plus répugnante démonstration du principe même, car c'est à l'instigation de l'Allemagne que la Turquie commença à expulser ses sujets grecs d'Asie-Mineure. Trois années plus tard, l'amiral allemand Usedom, qui avait combattu aux Dardanelles, me raconta que les Allemands avaient suggéré avec instance d'éloigner ces malheureux du littoral. « Notre motif, ajouta l'amiral, était de considération essentiellement stratégique ». J'ignore si Talaat et ses associés se rendirent compte qu'ils faisaient ainsi le jeu de l'Allemagne, mais il n'y a pas le moindre doute que celle-ci ne les poussât constamment à l'accomplissement de cette tâche.

Les événements qui suivirent symbolisèrent le système adopté pour les massacres arméniens. Les fonctionnaires turcs fondirent littéralement sur leurs victimes, les rassemblèrent en troupeaux, et les conduisirent aux navires, ne leur laissant pas le temps de régler leurs affaires privées et ne se donnant pas la peine d'empêcher la séparation des membres d'une même famille. Le plan conçu était de transporter les Grecs dans les îles de cette nationalité de la mer Egée ; ces malheureux se révoltèrent naturellement contre ce traitement, et il en résulta des massacres accidentels, spécialement en Phocée où furent tuées plus de cinquante personnes.

Les Turcs exigèrent en outre de tous les établissements étrangers de Smyrne le renvoi de leurs employés grecs et leur remplacement par des musulmans. Entre autres firmes américaines, la « Singer Manufacturing Company »

reçut pareilles instructions ; et bien que, sur mes prières, elle obtint un délai de soixante jours, il lui fallut en fin de compte se soumettre. Un boycottage officiel fut entrepris contre tous les chrétiens, non seulement en Asie-Mineure, mais aussi à Constantinople ; il ne s'appliqua toutefois pas aux Juifs, qui avaient toujours été plus populaires parmi les Turcs ; les fonctionnaires insistèrent en effet pour que ceux-ci indiquassent leur nationalité et leur profession sur leurs portes, par des inscriptions telles que : « Abraham le Juif, tailleur », « Isaac le Juif, cordonnier », et ainsi de suite. Ces mesures indiquaient clairement où en était arrivé le désarroi gouvernemental, car nous voyions ici une nation ruiner délibérément ses propres sujets.

Cette manière de procéder vis-à-vis des Grecs me révolta. J'ignorais absolument à cette époque que les Allemands en fussent les instigateurs ; je la regardai comme une pure manifestation de la férocité et du chauvinisme turcs. Je connaissais bien Talaat alors, je le voyais presque chaque jour et il avait l'habitude de discuter pratiquement avec moi chaque phase des relations internationales. Je fis de vives objections contre les traitements infligés aux Grecs, je lui dis qu'ils provoqueraient une impression désastreuse à l'étranger et que les sympathies américaines en seraient affectées.

Talaat m'expliqua sa politique nationale. Ces différents blocs au sein du pays, dit-il, ont toujours conspiré contre la Turquie ; par l'hostilité de ses populations indigènes, elle a perdu province sur province : la Grèce, la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie, la Bosnie, l'Herzégovine, l'Égypte et Tripoli. L'Empire ottoman s'est amoindri ainsi jusqu'à ce qu'il fût près de disparaître. « Pour que survive cette dernière parcelle de notre Patrie, ajouta-t-il, nous devons nous débarrasser de ces peuples étrangers ». « La Turquie aux Turcs », telle était maintenant son idée dominante. Par conséquent, il demandait que Smyrne et les îles adjacentes devinssent turques. Déjà 40.000 Grecs étaient partis, et il me pria de nouveau de demander aux maisons de commerce américaines de n'employer que des Turcs. Il m'assura que

les relations, parlant de violence et d'assassinats, étaient fort exagérées et il suggéra l'envoi d'une commission d'enquête. « Ils font cette proposition pour se disculper », me dit Sir Louis Mallet, l'ambassadeur britannique. C'était exact, car en effet le rapport de cette commission fut d'un bout à l'autre une justification de la conduite turque.

Les Grecs avaient en Turquie un grand avantage sur les Arméniens ; il existait un gouvernement grec, dont la tâche naturelle était de leur assurer protection. Les Turcs savaient que ces bannissements précipiteraient une rupture avec la Grèce ; de fait, ils la souhaitaient et s'y préparaient. La nation était animée d'un tel enthousiasme qu'elle leva des fonds, au moyen de souscriptions publiques, pour acheter un dreadnought brésilien, alors en construction en Angleterre. Le gouvernement en commanda un autre aux mêmes chantiers, ainsi que plusieurs sous-marins et destroyers en France. Le but de ces préparatifs navals n'était un secret pour personne à Constantinople. Dès que ces vaisseaux lui seraient livrés, ou même seulement le dreadnought qui était presque terminé, la Turquie se proposait d'attaquer la Grèce et de reprendre les îles. Un simple bâtiment de combat moderne, tel que le *Sultan Osman* (nom donné par les Turcs au bateau brésilien), pourrait facilement anéantir la flotte grecque et serait maître de la mer Égée. Ce puissant navire devant être achevé et expédié d'ici peu de mois, nous prévoyions que la guerre gréco-turque éclaterait en automne. Que pourrait tenter la flotte grecque, étant donnée l'imminence de la menace ?

Telle était la situation quand, au début de juin, je reçus la visite de Djemal Pacha, ministre de la Marine, et l'un des trois hommes auxquels appartenait la prépondérance dans l'Empire turc. Il était très agité et j'ai rarement vu un homme plus anxieux qu'il ne me le parut dans cette occasion ; parlant français à mon interprète avec une animation extrême, ses favoris frissonnant du fait de son émotion, il semblait absolument hors de lui. Je savais assez de français pour comprendre ce qu'il disait et les nouvelles qu'il com-

muniqua, (ce furent les premières dont j'eus connaissance), expliquaient suffisamment son saisissement. Le Gouvernement américain, disait-il, négocie actuellement avec la Grèce, la vente de deux vaisseaux de guerre : le *Idaho* et le *Missisipi*. Il me demandait avec instance d'intervenir pour empêcher semblable marché. Il avait une attitude implorante, me priant, suppliant d'agir en leur faveur. « Les Turcs ont toujours considéré les États-Unis comme leurs meilleurs amis, continua-t-il ; vous avez fréquemment exprimé votre désir de nous aider et c'est l'occasion de manifester vos bons sentiments. Le fait que la Grèce et la Turquie sont pratiquement à la veille de la guerre rend en réalité cette vente indigne d'un pays neutre. Pourtant, si la transaction est purement commerciale, la Turquie souhaite offrir aussi son prix. Nous paierons plus que la Grèce », ajouta-t-il. Il termina en me suppliant derechef de câbler immédiatement à mon gouvernement, pour lui soumettre l'affaire. Je le promis.

Évidemment les Grecs avaient eu l'adresse de battre l'ennemi avec ses propres armes ; celui-ci avait trop impudemment manifesté son intention d'attaquer la Grèce dès qu'elle aurait reçu son dreadnought. Or les deux navires, que le gouvernement hellène cherchait à acquérir, pouvaient être mis en ligne immédiatement. L'*Idaho* et le *Missisipi* ne nous étaient pas indispensables ; ce n'étaient pas des unités de premier ordre, mais ils étaient pourtant assez puissants pour chasser toute la flotte turque de la mer Égée. Non moins évidemment, les Grecs ne se souciaient pas d'ajourner, par simple politesse, la guerre imminente jusqu'à la livraison du dreadnought brésilien ; ils se proposaient d'attaquer dès la réception des vaisseaux américains. Il va de soi que le point droit invoqué par Djemal était nul. Quelque menaçante que fût la situation, la paix existait encore entre les deux pays. La Grèce avait donc aussi bien le droit d'acheter des vaisseaux de guerre aux États-Unis que la Turquie d'en commander au Brésil ou en Angleterre.

Djemal ne fut pas le seul homme d'État qui s'efforça

d'empêcher cette vente ; l'ambassadeur allemand montra l'intérêt qu'il y prenait.

Plusieurs jours après la visite en question, Wangenheim et moi, nous nous promenions à cheval sur les collines, au nord de Constantinople ; il commença à me parler des Grecs, contre lesquels il manifesta des sentiments de profonde antipathie ; il fit allusion aux perspectives de guerre et à la cession des vaisseaux américains. Il argumenta longuement à propos de ce dernier projet, raisonnant exactement comme Djemal, ce qui me donna à penser qu'il lui avait lui-même fait la leçon.

— Considérez quel précédent dangereux vous établiriez, me dit-il. Il n'est pas impossible que les États-Unis se trouvent un jour dans une position analogue à celle de la Turquie. Supposez que vous soyez à la veille de la guerre avec le Japon, que l'Angleterre veuille alors vendre des dreadnoughts au Japon ; comment les États-Unis apprécieraient-ils ce projet ?

Et il me fit alors une déclaration, révélant la véritable arrière-pensée de sa protestation. J'y ai repensé maintes fois ces trois dernières années. La scène est restée gravée dans mon esprit de façon ineffaçable. Nous chevauchions côte à côte, dans le silence majestueux des forêts séculaires de Belgrade : au lointain, la mer Noire scintillait sous les feux d'un soleil couchant. Soudain, Wangenheim s'arrêta. Il était grave, et me regardant fixement, il me confia :

— Je ne crois pas que les États-Unis comprennent la gravité de cette question. La vente de ces navires pourrait être la cause d'une guerre mondiale.

Cette conversation avait lieu le 13 juin : six semaines environ avant le déclenchement de la conflagration européenne. Wangenheim n'ignorait pas que l'Allemagne précipitait ses préparatifs, dans cette prévision, et il savait également que ceux-ci n'étaient pas complètement terminés. Comme tous les agents diplomatiques de son pays, des instructions précises lui intimaient de ne laisser aucune crise surgir, capable d'entraîner la guerre avant le moment choisi.

Il n'avait aucune objection contre l'expulsion des Grecs — elle faisait partie desdits préparatifs — par contre, il ne pouvait admettre que des frères de ces mêmes Grecs réussissent à prendre les armes, rompant prématurément le *statu quo* actuel des Balkans : cela le troublait beaucoup. Les Balkans étaient alors un volcan où le feu couvait ; ils avaient été le théâtre et la cause de deux campagnes sanglantes, sans que les autres nations de l'Europe y eussent été impliquées. Or Wangenheim savait qu'une autre guerre enflammerait tout le continent ; il savait aussi que celle-ci était imminente, mais il ne désirait pas qu'elle éclatât au moment présent et sa tâche consistait à me faire gagner quelques heures de répit à l'Allemagne.

Il alla jusqu'à me demander de télégraphier personnellement au Président Wilson, pour lui expliquer la gravité de la situation et lui signaler les télégrammes adressés au département d'État, relativement à la proposition de vente. Je trouvai sa suggestion impertinente et refusai d'y souscrire.

Je conseillai à Djemal et aux autres fonctionnaires turcs, qui continuaient à insister auprès de moi, de traiter directement la question avec le Président. Ils suivirent cet avis ; néanmoins, les Grecs les devancèrent. Le 22 juin, à 2 heures, le chargé d'affaires grec à Washington et un officier de marine, le commandant Tsouklas, se rendirent chez le Président et conclurent la vente. Comme ils quittaient le cabinet de celui-ci, l'ambassadeur ture entra, juste quinze minutes trop tard !

Je présume que Mr. Wilson consentit à cette cession, sachant que la Turquie se préparait à attaquer la Grèce et qu'en renforçant la flotte de cette nation par l'*Idaho* et le *Mississipi*, cela pourrait prévenir toute agression et par conséquent maintenir la paix en Europe.

Avec l'autorisation du Congrès, le gouvernement se désaisit de ces bâtiments le 8 juillet 1914, par l'intermédiaire de Fred. J. Gauntlett, pour 12.535.276.098 dollars¹, qui les

1. Le Congrès vota immédiatement que cet argent serait consacré à la construction d'un grand dreadnought moderne : le *California*.

remit au Gouvernement Hellène. Rebaptisés sous le nom de *Kilkis* et de *Lemnos*, ils rallièrent aussitôt la flotte, dont ils devenaient les plus puissantes unités. Le peuple grec manifesta un enthousiasme délirant !

Nous venions de prendre nos quartiers d'été sur les rives du Bosphore, site enchanteur où toutes les ambassades s'installent au moment des fortes chaleurs : jamais plus beau paysage ne s'est offert à mes regards. Notre résidence était un bâtiment à trois étages, de style vaguement vénitien, adossée à un rocher abrupt dans lequel avaient été taillés plusieurs jardins-terrasses ; elle bordait presque la côte et les eaux rapides du Bosphore passaient si près d'elle, qu'assis au dehors un soir de clair de lune, nous avions l'illusion d'être sur le pont d'un bateau voguant à pleines voiles. Dans la journée le Bosphore qui, à cet endroit, ne mesurait pas plus d'un mille de large, était sillonné d'embarcations aux fraîches couleurs. Cette vision mouvementée se représente fidèlement à ma mémoire, à cause du contraste violent qu'elle devait opposer, quelques mois plus tard, par suite de la fermeture des Détroits, puis de l'entrée en guerre de la Turquie, au spectacle désolé de ce même endroit. Chaque jour, d'énormes vapeurs russes, en quittant les ports de la mer Noire pour se rendre à Smyrne, Alexandrie et autres villes, démontraient clairement l'importance de cet étroit chenal et faisaient comprendre les âpres luttes, remontant à plus de mille ans, livrées pour sa possession.

Quoi qu'il en soit, ces premiers mois d'été se passèrent dans une atmosphère de paix. Le hasard des promenades favorisait les rencontres fréquentes des ambassadeurs, des ministres et de leurs familles ; là quotidiennement, les représentants des puissances qui, ces trois dernières années, s'étaient fait la guerre la plus sanglante de l'Histoire, se réunissaient chaque jour, tous amis en apparence, autour des mêmes tables, pour se répandre ensuite dans les galeries. Tel ambassadeur escortait gracieusement la femme d'un collègue, dont la nation était peut-être la plus grande antagoniste de la sienne.

Après les repas, de petits groupes se formaient ; le Grand Vizir tenait cercle à l'improviste dans un coin, tandis que les ministres chuchotaient dans un autre et que, sous le portique, quelques diplomates discutaient la situation grecque. De leur côté, les fonctionnaires turcs jetaient en passant un coup d'œil railleur sur cette scène animée, ne se gênant pas pour critiquer tout haut dans leur propre langue, alors que l'ambassadeur russe se faufilait à travers la salle, pour s'emparer de celui avec lequel il désirait se ménager un tête-à-tête et l'entraînait furtivement dans un endroit isolé. Pendant ce temps, nos fils et nos filles, les jeunes membres du corps diplomatique et les officiers des différents stationnaires, dansant et flirtant, semblaient croire que tout ceci n'avait pour but que leur amusement ! Et pour apprécier la situation dans toute son étendue, il faut ajouter que ni le Grand Vizir, ni aucun haut dignitaire turc ne seraient sortis de chez eux sans gardes du corps ou escorte, de crainte d'être assassinés. On comprendra que, dans une atmosphère aussi vibrante, nous ayons vécu des instants d'émotion poignante, quelle que fût d'autre part l'intensité de nos sensations. Impossible de se soustraire au courant d'électricité qui nous enveloppait ; la guerre formait presque toujours le fond de nos conversations, gravant dans nos esprits le transitoire de ces moments paisibles, frivoles presque, et nous rappelant que l'étincelle qui y mettrait fin était prête à jaillir.

Cependant, quand la crise se produisit, elle ne provoqua pas d'effet immédiat. Le 29 juin, nous apprîmes l'assassinat du Grand Duc d'Autriche et de sa femme ; la nouvelle en fut reçue avec calme ; en réalité, le coup était foudroyant et chacun sentait que quelque chose d'important était arrivé, mais pratiquement aucune impression ne se révéla.

Un jour ou deux après cette tragédie, j'eus une longue conversation avec Talaat, à propos de questions diplomatiques ; il ne fit aucune allusion à ce malheur. Il me semble aujourd'hui que nous étions alors paralysés par l'émotion ; nous trouvant plus proches que personne autre du théâtre

de cet événement, nous percevions plus nettement le danger de la situation. Quelques jours plus tard, nos langues semblèrent se délier, car nous commençâmes à parler, et à parler de guerre. Quand je vis von Mutius, le chargé d'affaires allemand, et Weitz, le diplomate correspondant de la *Frankfurter Zeitung*, ils discutèrent également le conflit imminent et ceci avec la caractéristique allemande. Quand la guerre éclatera, dirent-ils, il va de soi que les États-Unis en profiteront pour s'emparer de tout le commerce du Mexique et de l'Amérique du Sud.

Je me rendis chez Pallavicini, afin de lui exprimer mes condoléances pour la mort du Grand Duc ; il me reçut avec une solennité toute officielle, conscient de représenter la famille impériale et manifestant une douleur si personnelle qu'il semblait avoir perdu son propre fils. Je lui fis part de l'horreur que nous inspirait ce crime, à mon pays et à moi-même, et de notre sympathie pour le vieil empereur. « *Ja, Ja, es ist sehr schrecklich.* (Oui, oui, c'est affreux), répondit-il presque dans un soupir. La Serbie sera condamnée pour cet attentat, elle devra réparer ».

Lorsque, peu après, il me rendit ma visite, il parla des comités nationaux, dont la formation avait été autorisée par la Serbie, et de la résolution de ce pays d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine. Il me prévint que son Gouvernement insisterait pour la dissolution de ces organismes et l'abandon de telles prétentions, que sans doute une expédition de représailles serait faite en Serbie, afin d'empêcher le retour de semblables attentats. Ce fut le premier avis que je reçus du fameux ultimatum du 22 juillet.

Le corps diplomatique en entier assista à la messe de *Requiem*, célébrée à l'église Sainte-Marie, en l'honneur du Grand Duc et de sa femme, le 4 juillet. L'église se trouve dans la grande rue de Péra, tout près de l'Ambassade d'Autriche. Pour nous y rendre, nous n'avions qu'à descendre un escalier de pierre d'une quarantaine de marches. A la dernière de ces marches, des représentants de l'Ambassade, en grand uniforme et le crêpe au bras, nous attendaient et

nous escortèrent jusqu'à nos places. Tous les ambassadeurs occupaient le banc d'œuvre, fait que je n'évoque pas aujourd'hui sans une profonde émotion, car ce fut en effet notre dernière réunion ! Le service fut solennel et grandiose, je m'en souviens fidèlement en raison de son opposition avec la scène, qui suivit immédiatement cette cérémonie. Quand les prêtres, majestueux dans la splendeur de leurs vêtements sacerdotaux, eurent terminé leurs prières, nous allâmes serrer la main au représentant de François-Joseph et, retournant à nos automobiles, nous partîmes pour l'ambassade américaine, à huit milles de distance, car en ce jour nous ne payions pas seulement notre tribut à l'héritier assassiné d'une monarchie moyenâgeuse, nous célébrions aussi le 4 juillet !

Le lieu même où se déroulèrent ces deux cérémonies symbolisait ces deux idéals nationaux. Je vois encore le groupe formé par mes collègues, descendre les marches de pierre conduisant à l'église pour offrir leur hommage au Grand Duc, puis remonter vers notre maison, joyeusement décorée, pour fêter la Déclaration de l'Indépendance. Tous les navires étrangers, retenus au port, se déployaient en ce jour sur le fleuve, ornés et pavoisés en notre honneur, et les ambassadeurs, comme les ministres, étaient venus parés de leurs insignes.

Des jardins supérieurs, nous dominions l'endroit d'où, deux mille cinq cents ans auparavant, Darius quitta l'Asie avec son armée persane : Darius, un de ces conquérants dont le type n'est pas encore complètement évanoui ! Nous pouvions également apercevoir *Robert College*, qui représente nos procédés de « pénétration pacifique » en Turquie. La nuit venue, nous illuminâmes les jardins avec des lampions chinois et des feux d'artifice américains, qui éclairaient les collines du Bosphore, tandis que l'étendard étoilé flottait au faite de l'ambassade. Quelle saisissante différence avec la solennité du matin, où tout rappelait l'autocratie et l'oppression ! Au delà du fleuve, à peine à un mille de distance, les contours des sombres et mélancoliques collines de l'Asie, patrie

séculaire du despotisme militaire, s'empourpraient vaguement à la lueur prophétique de nos illuminations.

En examinant notre cercle, tant à l'église Sainte-Marie que plus tard à notre réception, je constatai avec surprise l'absence d'une figure familière : Wangenheim, l'allié de l'Autriche, n'était pas présent. L'intéressé lui-même m'en fournit ultérieurement l'explication ; il était parti quelques jours auparavant pour Berlin, où le Kaiser l'avait mandé afin d'assister à un Conseil impérial, qui se réunit le 5 juillet et où fut décidée la Guerre européenne.

CHAPITRE IV

L'ALLEMAGNE MOBILISE L'ARMÉE TURQUE

En lisant les journaux du mois d'août 1914, qui décrivaient les mobilisations respectives des nations européennes, je fus frappé par l'admiration que manifestait la presse pour le magnifique élan avec lequel, du jour au lendemain, les populations civiles se transformèrent en armées. A cette époque, la Turquie ne participait pas encore à la guerre et ses représentants politiques affirmaient hautement leur intention de maintenir une stricte neutralité. Mais en dépit de ces déclarations pacifiques, les choses se passèrent à Constantinople de façon tout aussi belliqueuse que dans les autres capitales ; bien que la paix régnât, l'armée fut mobilisée. Simple mesure de précaution, nous fut-il dit.

Cependant, les scènes dont j'étais quotidiennement spectateur avaient peu d'analogie avec celles qui se déroulaient chez les peuples combattants. Le patriotisme martial des hommes, la patience et le dévouement sublime des femmes, peuvent donner parfois à la guerre un caractère d'héroïsme ; ici, l'impression générale pouvait se résumer ainsi : indifférence, misère. Chaque jour, diverses hordes ottomanes traversaient les rues ; des Arabes, nu-pieds, parés de leurs vêtements aux couleurs les plus vives, chargés de longs sacs de toile contenant la ration réglementaire de cinq jours, la démarche lourde et l'air ahuri, coudoyaient des Bédouins également démoralisés et qui (c'était manifeste) avaient été soudain arrachés au désert. Un assemblage varié de Turcs, Circassiens, Grecs, Kurdes, Arméniens et Juifs se bousculaient sous nos yeux. L'aspect de ces hommes trahissait

leur enlèvement rapide, les uns à leurs fermes, les autres à leurs magasins ; la plupart ne portaient que des haillons et beaucoup d'entre eux paraissaient à demi-morts de faim ; ils étaient l'image du désespoir, de la soumission — rappelant celle du bétail — à un sort auquel ils savaient ne pouvoir se soustraire. Pas de joie à l'évocation de la bataille prochaine, ni la conscience du sacrifice à une noble cause ; non, jour après jour, ils passaient ainsi, à regret, sujets d'un empire déchu qui, dans l'ultime effort du désespoir, s'armait pour la lutte. Ces misérables soldats ne soupçonnaient guère quelle puissance les tirait ainsi des quatre coins de leur pays !

Nous-mêmes, le corps diplomatique, ne concevions pas alors la situation réelle. Nous apprîmes plus tard que l'ordre de cette mobilisation n'avait pas été donné en principe par Enver ou Talaat, ou le Cabinet turc, mais par le Grand État-Major de Berlin et ses représentants à Constantinople, Liman von Sanders et Bronssart, qui en dirigèrent pratiquement les diverses opérations. L'activité des Allemands se faisait sentir en toute chose. Dès que les armées germaniques eurent franchi le Rhin, on commença à installer un gigantesque poste de télégraphie sans fil, à quelques milles de Constantinople. Les matériaux furent envoyés d'Allemagne, en passant par la Roumanie, et les machines, travaillant assidûment de l'aube au coucher du soleil, étaient évidemment de même provenance. Naturellement, la législation internationale eût prohibé la création d'un poste semblable à l'usage d'un belligérant, dans un pays neutre comme la Turquie ; aussi fut-il annoncé officiellement qu'une compagnie allemande construisait cet appareil, pointé vers le ciel, pour le compte du Gouvernement turc, et sur l'emplacement d'une propriété appartenant au Sultan lui-même. Mais cette histoire ne trompa personne. Wangenheim parlait ouvertement et constamment de ce poste comme d'une entreprise allemande. « Avez-vous déjà vu notre sans fil ? me demandait-il. Venez, allons jeter un coup d'œil sur sa construction. »

Il proclamait avec fierté que c'était le plus puissant instrument du monde — assez puissant pour saisir les messages transmis de Paris par la Tour Eiffel — grâce auquel il serait en communication constante avec Berlin. Il cherchait si peu à dissimuler que c'était une possession allemande que, à plusieurs reprises, alors que les communications télégraphiques courantes furent suspendues, il m'offrit d'en faire usage pour expédier mes dépêches.

Cette installation était un symbole extérieur de l'union intime, bien que non avouée, existant alors entre la Turquie et Berlin. Il fallut quelque temps jusqu'à ce que ce poste fût complètement édifié, et dans l'intervalle Wangenheim se servait de l'appareil installé sur le *Corcovado*, navire marchand mouillé dans les eaux du Bosphore, en face de l'ambassade d'Allemagne, tandis que pour les sujets d'ordre pratique, il se contentait de téléphoner.

Les officiers allemands déployèrent, pendant cette mobilisation, un zèle presque égal à celui des Turcs eux-mêmes. Ils prenaient aux préparatifs un plaisir extrême ; en fait, ils paraissaient vivre les moments les plus heureux de leur existence ! Bronssart, Humann et Lafferts ne quittaient plus Eaver, conseillant et dirigeant les opérations. A toute heure du jour, les uns ou les autres traversaient les rues de la ville comme la foudre, dans des automobiles monstres, réquisitionnées aux civils ; la nuit, ils envahissaient les restaurants et les lieux de plaisir, consommant de grandes quantités de champagne — également réquisitionné — pour célébrer les événements. Une figure particulièrement théâtrale et tapageuse était celle de von der Goltz Pacha ! Tel un vice-roi, il parcourait chaque jour Constantinople dans une énorme automobile, sur les portières de laquelle flamboyait l'aigle germanique, marchant à une allure folle, écla-boussant tout sur son passage ; sur le siège de devant, un trompette lançait au passage de la voiture des avertissements bruyants et provocants, maugréant contre quiconque — Turc ou autre — avait le malheur de se trouver sur le chemin ! Les Allemands se considéraient les maîtres du

pays et ne cherchaient pas à le dissimuler. De même que Wangenheim avait établi une petite Wilhemstrasse dans son ambassade, de même les officiers installèrent un quartier général dépendant du Grand État-Major de Berlin ; ils avaient amené leurs femmes et leurs familles ; je me souviens d'avoir entendu la baronne Wangenheim faire cette remarque « qu'elle tenait sa petite cour particulière ».

Toutefois, les Allemands étaient à peu près les seuls à trouver du plaisir à la mobilisation. La réquisition, qui accompagna celle-ci, n'était que le pillage à peine déguisé des civils. Les Turcs prenaient tous les chevaux, mules, chameaux, moutons, vaches et autres bêtes dont ils pouvaient s'emparer. Enver me confia qu'ils avaient de la sorte recueilli 150.000 animaux. Ils procédèrent sans aucune intelligence, ne se préoccupant pas de préserver la race ; par exemple, dans de nombreux villages, ils ne laissèrent que deux vaches ou deux juments. Ainsi dépeint, ce système eut pour conséquence inévitable de ruiner l'agriculture et, en fin de compte, d'affamer des centaines de milliers d'individus. Comme les Allemands, les Turcs estimaient que la guerre serait de courte durée et qu'ils récupéreraient rapidement les dommages causés par l'application de ces méthodes à leurs paysans. Le gouvernement n'agit pas avec moins d'imprudence et d'incompréhension quand il réquisitionna les approvisionnements des marchands et des boutiques ; il procéda à peu près comme un voleur de grand chemin, conscient de son métier ; or, parmi ces commerçants, il n'y avait aucun musulman ; la plupart d'entre eux étaient chrétiens, quelques-uns juifs. Non seulement les fonctionnaires turcs pourvurent aux besoins des armées et garnirent à l'occasion leurs poches personnelles, mais ils trouvèrent un plaisir religieux à saccager les établissements des infidèles. Ils entraient dans un magasin, prenaient pratiquement toute la marchandise rangée sur les rayons et donnaient simplement un morceau de papier en échange. Le gouvernement n'ayant jamais payé ce qu'il avait exigé pendant les guerres d'Italie et des Balkans, les marchands ne comptaient guère

recevoir quoi que ce soit pour ces derniers « achats ». Plus tard, ceux d'entre eux qui avaient quelques attaches officielles ou exerçaient une influence politique obtinrent pourtant une compensation d'environ 70 % ; quant aux 30 % restant, qui connaît la bureaucratie orientale sait ce qu'il en advint !

Pour la majeure partie de la population, la réquisition était synonyme de ruine. Les produits saisis par l'armée, ostensiblement pour les besoins des soldats, prouvent que les méthodes employées ressemblaient singulièrement au brigandage. C'est ainsi que les officiers enlevèrent tout le mohair qu'ils purent trouver ; à l'occasion, ils emportèrent des bas de soie de femmes, des corsets, des pantoufles de bébés et j'ai connu un cas où ils approvisionnèrent l'intendance turque en caviar et autres friandises. Ils demandaient des couvertures à un marchand qui vendait de la lingerie féminine ; celui-ci n'en ayant pas en stock, les commissaires saisissaient la marchandise qu'il tenait et le commerçant la retrouvait plus tard dans des établissements rivaux. Les Turcs agirent de même dans beaucoup d'autres circonstances. Le système prédominant consistait à saisir les biens-meubles, partout où c'était possible, et à les convertir en argent comptant ; je ne sais ce que devenait cet argent en dernier lieu, mais je suis sûr que nombre de fortunes privées furent édifiées d'après cette méthode.

Je fis remarquer à Enver que ces procédés barbares ruinaient son pays ; ce qui fut bientôt facile à vérifier. Sur une population de 4.000.000 d'adultes mâles, 1.500.000 furent finalement enrôlés et un million de familles laissées sans gagne-pain, toutes dans des conditions de dénuement extrême. Le gouvernement payait les soldats 25 cents par mois et donnait aux familles une allocation mensuelle d'un dollar 20. Comme résultat, des milliers d'individus moururent, par suite de privations, et un plus grand nombre encore fut débilité, en raison de l'insuffisance de nourriture ; j'estime que depuis le début de la guerre l'Empire a perdu un quart de sa population turque. Je demandai à Enver pourquoi il

permettait que son peuple fût anéanti de cette manière mais pareilles souffrances ne l'impressionnaient pas. Il était fier d'avoir levé une armée importante presque sans argent, chose — il s'en vantait — qu'aucune autre nation n'avait pu faire avant lui. Dans ce but, il avait édicté des arrêts qui stigmatisaient l'embusquement comme désertion, entraînant par conséquent la peine de mort. Il adopta aussi un projet par lequel tout Ottoman pouvait être exempté en payant 190 dollars. Il considérait son œuvre comme remarquable ; en réalité, elle lui fit goûter pour la première fois l'ivresse du pouvoir absolu et l'expérience lui fut des plus agréables.

Que les Allemands aient dirigé cette mobilisation n'est pas une question d'opinion : les preuves sont là. Il suffira, par exemple, de dire qu'ils réquisitionnaient des produits, sous leur propre nom, pour leurs besoins personnels. J'ai entre les mains la photographie d'une mesure semblable, appliquée par Humann, l'attaché naval allemand pour un chargement de tourteau. Ce document porte la date du 29 septembre 1914. « Le lot chargé par le vapeur *Derindje*, que vous mentionnez dans votre lettre du 26, dit cet acte, a été réquisitionné par moi, pour le Gouvernement allemand ».

Ceci démontre clairement qu'un mois avant l'entrée en guerre de la Turquie, l'Allemagne exerçait réellement l'autorité souveraine à Constantinople.

CHAPITRE V

CONTRAIREMENT AUX CONVENTIONS
INTERNATIONALES
LE GÖEBEN ET LE BRESLAU
FRANCHISSENT LES DARDANELLES

Le 10 août, je me rendis en chaloupe au-devant du *Sicilia*, petit navire italien qui venait de Venise; son arrivée m'intéressait spécialement, car il amenait à Constantinople ma fille et mon gendre, Mr. et Mrs. Maurice Wertheim et leurs trois petites filles. Notre rencontre fut plus animée encore que je ne m'y attendais. Je trouvai les passagers très émus, ayant assisté la veille à un combat naval dans la mer Ionienne.

« Nous déjeunions hier sur le pont, m'expliqua ma fille, quand je vis apparaître à l'horizon deux curieux bâtiments. Je courus chercher mes jumelles et je distinguai deux grands navires de combat, le premier surmonté de tours bizarres de caractère exotique, l'autre un cuirassé ordinaire. Nous restâmes en observation, quand nous vîmes apparaître un autre vaisseau, suivant les deux premiers à toute vitesse. Il se rapprocha de plus en plus, puis les canons grondèrent, des colonnes d'eau jaillirent, tandis que de petits nuages de fumée blanche se détachaient sur le ciel. Je fus quelques instants avant de comprendre la nature du spectacle qui s'offrait à mes yeux; soudain la vérité m'éclaira: nous venions d'assister à une action navale. Les bâtiments se déplaçaient constamment, tout en continuant à avancer rapi-

dement; enfin les deux grands virèrent de bord et se précipitèrent furieusement sur leur ennemi, ensuite ils parurent changer d'avis et rebroussèrent chemin. A son tour, le dernier combattant modifia sa direction et nous rejoignit paisiblement, ce qui m'inquiéta d'abord un peu, mais il n'arriva rien; il tourna autour de nous et nous pouvions distinguer ses marins excités, noirs de fumée, ricanant simplement; ceux-ci posèrent plusieurs questions à notre capitaine, puis leur embarcation s'éloigna et finalement disparut. Notre commandant nous expliqua alors que les deux grands navires étaient allemands, qu'ils avaient été surpris dans la Méditerranée et essayaient, pour échapper à la flotte britannique qui les pourchassait, d'atteindre Constantinople. Les avez-vous aperçus? continua ma fille, où est à votre avis la flotte britannique? »

Quelques heures plus tard, je rencontrai par hasard Wangerheim. Quand je lui racontai ce qu'avait vu Mrs. Wertheim, il parut très agité et manifesta le plus vif intérêt. Aussitôt après le déjeuner, il se rendit à l'ambassade américaine avec Pallavicini et demanda une entrevue à ma fille. Les deux ambassadeurs s'assirent solennellement devant Mrs. Wertheim, à laquelle ils firent subir — poliment il est vrai — un interrogatoire des plus minutieux: « Je n'ai jamais autant senti mon importance », me confia-t-elle plus tard. Ils ne laissaient échapper aucun détail, désiraient savoir combien de coups de canon avaient été tirés, quelle était la direction prise par les navires allemands, ce que chacun avait dit à bord, et ainsi de suite.

Cette visite sembla procurer aux diplomates alliés un soulagement et une satisfaction considérables, car ils quittèrent la maison, exultant presque, agissant comme s'ils étaient délivrés d'un lourd souci. Et ils avaient certes raison de triompher. Ma fille leur avait ingénument communiqué les nouvelles qu'ils souhaitaient le plus ardemment apprendre. Le *Göeben* et le *Breslau* avaient échappé à la flotte britannique et faisaient vapeur dans la direction des Dardanelles!

Car c'étaient eux que Mrs. Wertheim avaient vus aux prises avec un éclaireur britannique !

Le lendemain, une affaire de service m'appela à l'ambassade allemande ; l'excitation de Wangenheim me prouva vite que les questions bureaucratiques ne l'intéressaient pas. Je ne l'avais jamais vu aussi nerveux, ni aussi agité. Il ne restait pas assis deux minutes, bondissait à tout instant de sa place, courait à la fenêtre et regardait anxieusement dans la direction du Bosphore, où il pouvait apercevoir le *Corcovado*, son poste particulier de T. S. F., à environ trois quarts de mille de distance ; son visage était en feu et ses yeux brillaient ; il parcourait la pièce à grands pas, parlant un instant d'une récente victoire allemande, s'interrompant pour me donner un léger aperçu des plans du Kaiser, puis glissait de nouveau vers la fenêtre, pour surveiller le *Corcovado*.

— Quelque chose vous préoccupe, dis-je en me levant. Je m'en vais, je reviendrai à un autre moment.

— Non, non, protesta-t-il violemment. Je veux que vous restiez ici. C'est aujourd'hui un grand jour pour l'Allemagne ! Attendez quelques minutes et vous apprendrez une nouvelle sensationnelle, en liaison intime avec le rôle de la Turquie dans la guerre.

Il quitta hâtivement le portique et s'accouda à la balustrade. Au même moment, je vis une petite chaloupe quitter le *Corcovado* et se diriger vers le bassin de l'ambassade. Wangenheim descendit rapidement, s'empara de l'enveloppe que lui tendait un matelot et, un instant après, il faisait de nouveau irruption dans la pièce.

— Nous les tenons ! me cria-t-il.

— Qui ? demandai-je.

— Le *Göben* et le *Breslau* ! Ils ont franchi les Dardanelles !

Il agitait son message de T. S. F. avec l'enthousiasme d'un collégien dont le camp a remporté la victoire au football. Puis, réprimant momentanément son allégresse, il vint solennellement à moi, leva plaisamment l'index, frôna les

sourcils et poursuivit : « Vous comprenez naturellement que nous avons vendu ces vaisseaux à la Turquie ! Quant à l'amiral Souchon, ajouta-t-il avec un autre clignement d'œil, il entrera au service du Sultan ! »

L'exultation de Wangenheim n'était pas due uniquement à des motifs patriotiques ; l'arrivée de ces navires, c'était le triomphe de sa carrière de ministre, la première victoire diplomatique remportée en fait par l'Allemagne. Depuis des années il ambitionnait, louablement, le poste de Chancelier Impérial et il se conduisait maintenant en homme qui voit son but atteint. Le voyage du *Göben* et du *Breslau* était son œuvre personnelle ; en se concertant avec le Cabinet turc, il avait préparé leur entrée dans les Dardanelles et les avait guidés par sans fil à travers la Méditerranée. Enfin, en les amenant sans incident jusqu'à Constantinople, il scellait définitivement l'alliance germano-turque. Toutes les intrigues et les machinations qu'il avait ourdies, trois années durant, arrivaient en ce jour à leur conclusion logique.

Je doute que deux vaisseaux aient jamais joué un rôle semblable dans l'Histoire. A ce moment, nous ne nous en rendions pas tous compte, mais des événements ultérieurs ont pleinement justifié la satisfaction exubérante de Wangenheim. Le *Göben* était un puissant croiseur de bataille dernier type ; le *Breslau* était moins grand, mais il filait à une vitesse excessive, ce qui rendait son emploi précieux dans ces eaux ; pendant les quelques mois qui précédèrent la guerre, ils croisèrent dans la Méditerranée, si bien que la déclaration les y surprit, chargeant des marchandises à Messine. Que ces bâtiments, tous deux plus rapides qu'aucun navire français ou anglais de la flotte méditerranéenne, se soient trouvés si près de la Turquie quand éclata la guerre, m'a toujours paru autre chose qu'une simple coïncidence. Le choix du *Göben* était particulièrement heureux, car ce bateau était venu à Constantinople deux fois auparavant et ses officiers, comme l'équipage, connaissaient parfaitement les Dardanelles. L'attitude de ces navires, quand fut connue la déclaration de guerre, caractérise l'esprit dans lequel la

flotte allemande ouvrit les hostilités; chantant et vociférant, les hommes portèrent leur amiral en triomphe et se livrèrent à une véritable orgie teutonne. On a raconté depuis que l'amiral Souchon conserve, comme un souvenir touchant de cette scène, son uniforme blanc maculé par les mains sales de ses marins. En dépit de la joie que causaient à leur commandement les batailles en perspective, la situation de ces bâtiments demeurait précaire; ils ne pouvaient se mesurer avec les grandes forces navales britanniques et françaises, qui rôdaient à travers la Méditerranée; ils étaient loin de leurs bases primitives; le grave problème du charbon et le fait que l'Angleterre était maîtresse de toutes les importantes stations maritimes ne leur permettaient de se mettre à l'abri nulle part. Plusieurs destroyers italiens les avaient surveillés à Messine, faisant respecter la neutralité, et leur rappelant qu'ils ne pouvaient séjourner plus de vingt-quatre heures dans le port. L'Angleterre avait placé des vaisseaux dans le golfe d'Otrante, à la jonction de l'Adriatique et de la mer Ionienne, pour les arrêter, au cas où ils chercheraient à fuir dans le port autrichien de Pola. La flotte britannique montait également la garde à Gibraltar et à Suez, les seules issues offrant apparemment chance d'évasion. Il n'y avait donc pour eux qu'un endroit où trouver un accueil sûr et amical: Constantinople. L'Amirauté britannique écarta évidemment cette hypothèse, la jugeant impraticable. A cette époque, au début d'août, la législation internationale était encore universellement respectée. La Turquie était un pays neutre, et, malgré les preuves innombrables de la domination allemande, elle semblait vouloir garder ce rôle. Le traité de Paris signé en 1856, de même que celui de Londres conclu en 1871, interdisaient l'accès des Dardanelles aux vaisseaux de guerre, sauf avec permission spéciale du Sultan, permission qui ne pouvait être accordée qu'en temps de paix. En pratique, le Gouvernement l'avait rarement donnée, excepté pour des cérémonies officielles. Lever, dans les conditions existantes, l'interdiction en question eût été virtuellement un acte peu amical

de la part du Sultan, et permettre au *Göeben* et au *Breslau* de demeurer dans les eaux turques plus de vingt-quatre heures, n'aurait signifié rien moins qu'une déclaration de guerre. Peut-être n'est-il pas surprenant, qu'aux premiers jours d'août 1914, quand l'Allemagne n'avait pas encore fait connaître officiellement que la « législation internationale » n'existait plus, que les Anglais aient considéré ces traités comme des barrières fermant les Dardanelles et Constantinople aux navires allemands. Comptant sur l'inviolabilité des règlements internationaux, la flotte britannique avait occupé chaque point par où ces bâtiments allemands eussent pu s'échapper pour se mettre en sûreté, — excepté l'entrée des Dardanelles. Si, au contraire, dès la déclaration de guerre, elle eût détaché une puissante escadre dans cet endroit, d'une importance primordiale, combien l'histoire de ces trois dernières années eût été modifiée!

« Sa Majesté compte que le *Göeben* et le *Breslau* réussiront à se frayer un passage! » Tel fut le sans fil transmis à ces vaisseaux à Messine, le 4 août, à 5 heures du soir. Les vingt-quatre heures de séjour autorisées par le gouvernement italien étaient près d'expirer. En dehors du port, dans le canal d'Otrante, attendaient les croiseurs de bataille britanniques, lançant de faux radios aux Allemands, leur enjoignant de s'enfuir à Pola. Pavillons flottant et tambours battant, officiers et équipage surexcités par les discours et les libations, les deux navires prirent le large à toute vitesse, en amont du canal et dans la direction de la flotte britannique. Le *Gloucester*, petit vapeur-éclaireur, demeura en contact permanent avec eux, télégraphiant constamment leurs mouvements à l'escadre principale. Tout à coup, quand ils eurent doublé le cap Spartivento, le *Göeben* et le *Breslau* firent retentir l'air de toutes les vibrations discordantes que purent envoyer leurs sans fil, emplissant l'espace d'un vacarme tel que le *Gloucester* ne put expédier aucun message intelligible. Puis, les deux croiseurs mirent cap au sud et se dirigèrent vers la mer Egée. Le courageux petit *Gloucester* demeura dans leur sillage et, comme le raconte ma

fille, engagea même audacieusement le combat. Quelques heures plus tard, l'escadre britannique suivit, mais sans résultat, les navires allemands qui, bien que moins puissants dans la bataille, étaient beaucoup plus rapides.

Même alors, l'amiral anglais s'imagina probablement avoir déjoué les plans de l'Allemagne : les fuyards pourraient arriver les premiers aux Dardanelles, mais à cet endroit le code international se dressait en travers du chemin et interdisait l'entrée !

Pendant ce temps, Wangenheim avait remporté sa première grande victoire diplomatique. Du *Corcovado*, poste de télégraphie sans fil du Bosphore, il envoyait à l'amiral Souchon les nouvelles les plus agréables. Il lui disait d'arborer pavillon turc en atteignant le Détroit, car ses croiseurs appartenaient maintenant à la flotte ottomane et n'étaient plus de ce fait soumis aux prohibitions internationales habituelles ! Ils ne s'appelaient plus le *Gœben* et le *Breslau* : en magicien oriental, Wangenheim venait d'en faire le *Sultan Selim* et le *Medilli*. En réalité, l'ambassadeur allemand avait profité très intelligemment de la situation pour passer un marché factice.

Comme je l'ai dit plus haut, au moment où la guerre éclata, la Turquie avait deux dreadnoughts en construction en Angleterre. Ces navires n'étaient pas de propriété exclusivement officielle ; leur achat était une entreprise suscitée par l'enthousiasme populaire. Grâce à eux, la Turquie devait attaquer la Grèce et libérer les îles de la mer Égée, et l'argent de leur construction provenait de souscriptions publiques. Des agents avaient péniblement recueilli ces petites cotisations, de maison en maison ; on avait organisé en outre des fêtes et des foires et, dans leur exaltation, les femmes turques vendirent leurs cheveux au profit du trésor commun. Ainsi, ces deux bâtiments incarnaient le fruit d'une grandiose manifestation patriotique, rare chez les Ottomans, si rare même que d'aucuns y découvriraient la main du Gouvernement. Au moment de la déclaration de la guerre, la Turquie payait les dernières sommes dues aux

chantiers navals, et l'équipage turc arrivait en Angleterre pour chercher les bâtiments terminés ; mais peu avant l'instant fixé pour leur livraison, le Gouvernement britannique intervint et les mit à la disposition de l'Amirauté.

Il est incontestable que l'Angleterre avait légalement, comme moralement, le droit d'en user ainsi ; il n'est pas douteux non plus que, s'il se fût agi de toute autre nation, son procédé n'eût provoqué aucun ressentiment. Le peuple turc ne comprenait pas ces distinctions ; il ne voyait qu'une chose : il avait deux navires en Angleterre, dont la construction représentait pour lui de lourds sacrifices d'argent, et l'Angleterre s'en était emparée ! Même sans pression extérieure, les Turcs auraient ressenti quelque amertume de ce fait : or, il y eut pression et non des moindres. Cette transaction offrit à Wangenheim une magnifique occasion de déployer ses talents. La presse turque se répandit en attaques violentes contre l'Angleterre, qui toutes émanaient de l'ambassade d'Allemagne. Wangenheim entretenait constamment les leaders turcs de la perfidie anglaise. Il fit entendre que sa patrie, l'amie fidèle de la Turquie, lui offrait une compensation au sujet de cette capture « illégale » : il suggéra l'achat du *Gœben* et du *Breslau* (qui, peut-être dans l'anticipation de cette éventualité, rôdaient alors dans les eaux méditerranéennes) et leur incorporation dans la flotte turque, en remplacement des navires saisis. Le jour même où ces vaisseaux entrèrent aux Dardanelles, le *İkdam*, journal turc, publiait à Constantinople un rapport triomphant sur cette « vente », qu'une énorme manchette qualifiait de « grande victoire du Gouvernement Impérial ».

Ainsi la manœuvre de Wangenheim obtint un double résultat : elle posa l'Allemagne en amie de la Turquie et elle fournit le subterfuge requis pour ouvrir les Dardanelles aux vaisseaux et leur permettre d'y séjourner.

Ceci abusa les classes les plus ignorantes de la nation et procura au Cabinet turc un motif plausible à opposer aux objections des diplomates de l'Entente ; mais, par ailleurs, aucune personne intelligente ne s'y laissa prendre. Le *Gœ-*

ben et le *Breslau* pouvaient changer de nom, et les marins allemands arborer le fez turc, nous étions tous conscients, dès le début, que cette vente était une feinte. L'idée que la Turquie pût acheter ces vaisseaux modernes devait sembler plaisante à ceux qui connaissaient la situation financière du pays. Du reste, on ne les incorpora jamais à la flotte ; celle-ci, au contraire, leur fut annexée. Une poignée de marins turcs fut pendant un certain temps placée à bord, pour sauver les apparences ; toutefois, les officiers et l'équipage allemands demeurèrent en fonctions actives. Wangenheim, dans ses entretiens avec moi, ne fit jamais mystère que ces navires ne fussent propriété allemande. « Je ne m'attendais pas à signer des chèques aussi importants », remarqua-t-il un jour, faisant allusion aux dépenses relatives au *Göben* et au *Breslau*, qu'il appelait toujours « nos vaisseaux ». De même, Talaat m'expliqua longuement qu'ils ne leur appartenaient pas. « Les Allemands le prétendent, me dit-il en riant de sa manière spéciale. En tout cas, je suis bien aise pour nous qu'ils soient ici ; après la guerre, si les Allemands sont victorieux, ils n'y penseront plus et nous les laisseront. S'ils sont battus, ils ne pourront pas nous les reprendre. »

Le gouvernement impérial ne chercha pas réellement à faire passer cette vente pour *bona fide* ; au moins, alors que le ministre grec à Berlin s'élevait contre cette transaction, la qualifiant de peu amicale vis-à-vis de son pays — il oubliait naïvement l'achat récent par la Grèce de vaisseaux américains ! — les fonctionnaires allemands l'apaisèrent en admettant *sotto voce* que les véritables propriétaires résidaient toujours en Allemagne. Mais quand les ambassadeurs de l'Entente protestèrent sans interruption contre la présence desdits navires, les fonctionnaires turcs prétendirent qu'ils faisaient partie intégrante de la flotte nationale ! Les officiers allemands et l'équipage s'amusaient franchement de cette burlesque prétention ; ils prenaient un plaisir spécial à se vêtir d'uniformes turcs et à porter le fez, offrant ainsi au monde la preuve tangible que ces

loyaux soldats du Kaiser étaient maintenant les fidèles sujets de Sa Majesté ottomane.

Un jour, le *Göben* remonta le Bosphore, stoppa en face de l'ambassade russe et jeta l'ancre. Les officiers et les hommes s'alignèrent sur le pont, bien en vue de l'ambassadeur ennemi. Ils enlevèrent solennellement leurs fez, et les remplacèrent par des casquettes allemandes. L'orchestre joua : *Deutschland über Alles*, *Die Wacht am Rhein* et autres chants nationaux que les matelots reprenaient en chœur, à pleine voix. Après avoir offert pendant une ou deux heures une telle sérénade à l'infortuné Giers, les officiers et les hommes retirèrent leurs casquettes allemandes et remirent leurs fez. Le *Göben* leva l'ancre et mit cap au sud vers son poste d'attache, tandis que le diplomate russe gardait dans l'oreille l'écho mourant des hymnes de guerre germaniques !

J'ai souvent envisagé quelques-unes des conjectures possibles, si les croiseurs de bataille anglais, qui poursuivirent le *Breslau* et le *Göben* jusqu'à l'entrée des Dardanelles, n'avaient pas été trop loyaux pour violer le code international. Supposons que, forçant le détroit, ils aient attaqué et coulé leurs adversaires dans la mer de Marmara. Certes ils auraient pu agir ainsi, et conscients de tout ce que nous savons maintenant, ces procédés eussent été légitimes. Il est probable que l'anéantissement des navires eût empêché l'entrée en guerre de la Turquie ; car leur possession imposait, le moment venu, l'union des armées turques aux armées allemandes. La flotte du Sultan devenait, de ce fait, plus puissante que la flotte russe de la mer Noire et mettait celle-ci dans l'impossibilité d'attaquer Constantinople. Ainsi le *Göben* et le *Breslau* assuraient pratiquement aux forces turco-allemandes le contrôle de la mer Noire. De plus, ils pouvaient facilement tenir en respect Constantinople, et offraient à la marine allemande toute facilité, l'occasion échéante, de terroriser les Turcs.

L'historien impartial, qui analysera cette guerre et ses conséquences, constatera, j'en suis convaincu, que le pas-

sage du Détroit par ces navires allemands riva la destinée de la Turquie à celle de l'Allemagne et décida du sort de l'Empire turc.

Certains membres du Cabinet turc sentirent ceci, même alors. La rumeur courut — bien que je ne garantis pas l'authenticité de cette anecdote — que la séance ministérielle où fut prise cette importante décision, manqua d'harmonie. Le Grand Vizir et Djemal s'élevèrent, paraît-il, contre cette vente « fictive » et demandèrent qu'elle fût réelle. La discussion ayant atteint son point culminant, Enver, qui faisait le jeu de l'Allemagne, annonça qu'il avait déjà pratiquement réalisé la transaction. Dans le silence qui suivit sa déclaration, ce jeune Napoléon tira son pistolet et le posa sur la table. « Si quelqu'un ici désire contester cet achat, dit-il tranquillement et d'un ton glacial, je suis prêt à lui répondre. »

Quelques jours plus tard, comme le *Gœben* et le *Breslau* prenaient définitivement position dans le Bosphore, David Bey, ministre des Finances, rencontra un juriste belge distingué, alors à Constantinople.

« J'ai de terribles nouvelles à vous communiquer, lui dit l'homme d'État turc. Les Allemands ont pris Bruxelles. »

Le Belge, de stature colossale, mesurant plus de six pieds, posa doucement sa main sur l'épaule du petit Turc :

« J'ai de plus terribles nouvelles encore pour vous-même, dit-il en désignant dans le canal le *Gœben* et le *Breslau*. Les Allemands se sont emparés de la Turquie. »

CHAPITRE VI

WANGENHEIM ME RACONTE COMMENT LE KAISER DÉCIDA LA GUERRE

Cette transaction ne produisit pas partout une impression aussi pénible, entre autres à l'Ambassade allemande. Là, ce grand « succès » grisa absolument l'impressionnable Wangenheim ; puis des événements postérieurs enflèrent sa *furor Teutonicus*.

Le *Gœben* et le *Breslau* arrivaient en Turquie presque au moment où les Allemands s'emparaient de Liège, Namur et autres villes limitrophes. Vint ensuite la marche rapide en France et la poussée triomphante, en apparence, sur Paris. Wangenheim, en Prussien militant qu'il était, voyait dans tout ceci la réalisation d'un rêve de quarante ans.

Les ambassades étaient encore installées dans leurs résidences d'été, sur les rives du Bosphore, où l'Allemagne occupait un somptueux édifice, avec des bureaux parfaitement organisés, un parc splendide, offert par le Sultan en personne au Gouvernement impérial. Pour un motif quelconque, mon collègue ne semblait pas se plaire dans son palais, et au contraire témoignait d'une grande prédilection pour le modeste banc de la maison du garde, qui faisait face au bâtiment principal et surplombait la rue à vingt pieds au-dessus des eaux rapides du Bosphore, siège qui en réalité était destiné au garde. Je me souviendrai toujours de l'étrange spectacle qu'il nous donna ainsi, pendant les palpitantes journées qui précédèrent la ba-

taille de la Marne, allant et venant de son banc de pierre à l'ambassade. Tous ceux qui se rendaient de Constantinople à la banlieue nord empruntaient cette route, et même les diplomates russes et français passaient fréquemment, ignorant naturellement avec raideur l'ambassadeur triomphant sur le pas de sa porte.

Je me dis parfois qu'il s'asseyait là tout exprès, pour envoyer dans leur direction la fumée de son cigare et cela me rappelle la scène du Guillaume Tell, de Schiller, dans laquelle le héros suisse, aux aguets dans un repli de terrain, son arc et ses flèches à côté de lui, attend l'approche de sa victime, Geissler :

Ici, par ce défilé profond, il faut qu'il passe ;
Nul autre chemin ne mène à Kussnacht.

Wangenheim happait ainsi au passage ses amis — ou ceux qu'il considérait comme tels — et fêtait à sa manière les victoires allemandes. J'observai qu'il se portait à cet endroit, quand les armées germaniques étaient victorieuses ; mais apprenait-on un de leurs revers, il devenait complètement invisible. Comme je le lui fis remarquer, son manège avait quelque rapport avec celui des marionnettes des thermomètres articulés : les poupées sortent de leur boîte quand le temps est beau, mais y rentrent à l'annonce de l'orage. Il parut apprécier ma plaisanterie, tout autant que notre cercle diplomatique.

Au début, l'atmosphère était nettement favorable à l'ambassadeur allemand. Les succès de son pays l'excitèrent à tel point qu'il en vint à commettre de réelles imprudences. Un jour, dans son exubérance, il me confia certains faits qui auront toujours, à mon avis, une grande valeur historique. Il me révéla exactement comment l'Allemagne avait agi pour précipiter la guerre, et à quel instant cela s'était passé. La communication de ce secret semble aujourd'hui une indiscretion monstrueuse, mais rappelons-nous l'état d'esprit de Wangenheim à cette époque ; le monde entier

croyait alors Paris condamné, et le représentant de Guillaume II ne dissimulait pas sa conviction que la guerre ne durerait pas plus de deux à trois mois. L'entreprise allemande se développait évidemment conformément à ce programme.

J'ai déjà mentionné que Wangenheim partit pour Berlin aussitôt après l'assassinat du Grand Duc d'Autriche ; il me révéla maintenant la cause de sa brusque absence. « J'avais été mandé à Berlin, me dit-il, pour assister à un conseil impérial qui se tint à Postdam le 5 juillet et fut présidé par le Kaiser. » Presque tous les ambassadeurs auprès d'États importants y assistaient, et lui-même avait été convoqué pour donner avec certitude tout renseignement concernant la Turquie et éclairer ses collègues sur la situation générale de cette nation, considérée déjà comme le pivot de la guerre imminente.

En me parlant des personnages présents à cette réunion, Wangenheim ne cita pas de noms, mais mentionna spécialement — les faits sont si importants que je cite ses propres termes dans son allemand même : « *Die Häupter des Generalstab und der Marine* » — (les chefs des États-Majors militaire et de la Marine), d'où j'ai supposé qu'il voulait parler de von Moltke et de von Tirpitz. Les grands banquiers, les directeurs des chemins de fer et les chefs de l'industrie allemande, tous ceux dont le concours était aussi nécessaire aux préparatifs de guerre de l'Allemagne que l'armée elle-même, avaient également été convoqués.

Wangenheim me raconta ensuite que le Kaiser avait solennellement posé à chacun d'eux, la question suivante :

« Êtes-vous prêt pour la guerre ? » Tous répondirent : « Oui », sauf les financiers qui demandèrent deux semaines pour négocier leurs valeurs étrangères et contracter des emprunts. A ce moment, peu de gens considéraient la tragédie de Sarajevo comme un événement susceptible de déterminer la guerre. A cette conférence, me dit Wangenheim, toutes les précautions furent prises pour empêcher qu'on en eût aucun soupçon. On décida de donner aux banquiers

le temps de s'organiser pour la guerre en perspective ; puis les différents membres de cette réunion retournèrent tranquillement à leurs affaires ou partirent en vacances. Le Kaiser fit voile pour la Norvège, von Bethmann-Hollweg alla se reposer et Wangenheim rentra à Constantinople.

En me parlant de ce Conseil, mon interlocuteur admit naturellement que l'Allemagne avait précipité la guerre.

Je crois qu'il était assez fier de toute cette entreprise ; fier que son pays l'eût traitée avec autant de méthode et de prévoyance, et spécialement fier d'avoir été invité à participer à une aussi importante réunion.

Je me suis souvent demandé avec surprise ce qui l'avait poussé à me faire une telle confiance ; j'estime que la véritable raison en est due à son excessive vanité, à son désir de me montrer combien il était intimement associé aux conseils secrets tenus par son empereur et quel rôle il avait joué en provoquant ce conflit. Quel qu'en fût le motif, son indiscretion eut pour résultat certain de me faire connaître les coupables de ces monstrueux crimes. Les différents livres bleu, rouge et jaune qui submergèrent l'Europe les premiers mois qui suivirent la déclaration de la guerre, et les centaines de documents publiés par la propagande allemande, afin d'innocenter le gouvernement de Berlin, n'ont jamais fait la plus légère impression sur moi. Car mes conclusions ne sont pas basées sur des soupçons ou une opinion, ou sur l'étude de données accidentelles : je n'ai pas besoin de discuter ou d'argumenter sur cette question. Je sais. Cette conspiration, qui a causé la plus grande des tragédies humaines, a été tramée par le Kaiser et sa camarilla à cette conférence de Potsdam, le 5 juillet 1914. L'un des principaux acteurs, enivré par le triomphe d'une victoire apparente, m'en conta personnellement tous les détails.

Si j'entends discuter les responsabilités de la guerre, ou que je lise les excuses maladroites ou mensongères alléguées par l'Allemagne, je n'ai qu'à me rappeler Wangenheim, tel qu'il m'apparut cet après-midi d'août, plein d'importance en me faisant son rapport sur cette assemblée historique,

entre deux bouffées d'un énorme cigare. A quoi bon perdre du temps à controverser à ce sujet ? Cette conférence fut tenue le 5 juillet, et l'ultimatum à la Serbie envoyé le 22 juillet, à peu près le délai de deux semaines demandé par les financiers pour effectuer leurs opérations — délai qu'ils mirent largement à profit, ainsi que peuvent l'attester les bilans des principales bourses du monde, car ils révèlent les importantes réalisations des banquiers allemands. En provoquant de sensibles baisses, ce mouvement provoqua alors quelque surprise sur les marchés ; mais l'explication de Wangenheim réfute toute espèce de doute, l'Allemagne convertissait ses valeurs en argent comptant, en prévision de la guerre.

Si quelqu'un désire contrôler la véracité de mes dires, je lui recommande d'examiner la cote de la Bourse de New-York pendant ces deux semaines historiques. Il verra qu'il y eut des courbes impressionnantes, spécialement pour les valeurs internationales. Du 5 au 22 juillet, l'*Union Pacific* tomba de 135 1/2 à 127 1/2, *Baltimore and Ohio* de 91 1/2 à 81, *United States Steel* de 61 à 50 1/2, *Canadian Pacific* de 194 à 185 1/2 et *Northern Pacific* de 111 3/8 à 108. A cette époque, les ardents protectionnistes rendirent responsable de cette dépréciation la loi Simmons-Underwood sur les tarifs ; tandis que d'autres critiques du Gouvernement l'attribuèrent au « Federal Reserve Act », — qui n'était cependant pas encore en vigueur. Et comment les agents de change de Wall Street, et autres financiers réputés, auraient-ils pu soupçonner, qu'à un conseil présidé par le Kaiser, une telle machination avait été ourdie ! Non seulement Wangenheim me communiqua tous ces détails, mais il les révéla aussi au marquis Garroni, le représentant de l'Italie à Constantinople. (L'Italie était encore l'alliée théorique de l'Allemagne.)

L'ambassadeur d'Autriche, le marquis Pallavicini, ne songeait pas à dissimuler que les Puissances centrales avaient précipité la guerre. Le 18 août, à l'occasion de l'anniversaire de François-Joseph, je fis à mon collègue ma visite de

félicitation habituelle. La conversation roula naturellement sur le souverain qui entrait dans sa quatre-vingt-cinquième année. Pallavicini parla de lui avec fierté et vénération. Il me dépeignit sa clairvoyance et sa lucidité d'esprit, sa compréhension absolue des questions internationales et la surveillance personnelle qu'il exerçait sur toutes choses. Pour témoigner de la portée que François-Joseph donnait aux événements actuels, son représentant cita en exemple la présente guerre. Au mois de mai, il avait été reçu en audience par l'Empereur à Vienne. Déjà, le monarque jugeait la guerre européenne inévitable. Les Puissances centrales ne pouvaient pas considérer le traité de Bucarest comme réglant définitivement la question balkanique, et seule une guerre générale, avait déclaré l'Empereur à Pallavicini, pourrait amener une solution convenable. Le traité de Bucarest — ne l'oublions pas — termina la seconde guerre balkanique. Il répartissait les Dominions européens de la Turquie, excepté Constantinople et une faible portion de territoire alentour, entre les nations balkaniques, spécialement entre la Grèce et la Serbie. Cet accord agrandissait considérablement cette dernière nation ; il augmentait ses ressources dans une mesure telle que l'Autriche la voyait déjà devenue un nouvel État européen, assez puissant pour s'opposer à ses propres projets d'expansion, car la double monarchie maintenait sous son joug une importante population serbe en Bosnie et en Herzégovine, population dont le désir suprême était la réunion à son pays d'origine. En outre, les visées pangermaniques en Orient exigeaient l'anéantissement de la Serbie qui, tant qu'elle demeurait intacte, bloquait aux Allemands la route de l'Est. Les Austro-Allemands avaient escompté que la guerre balkanique l'exterminerait, en tant que nation ; — que la Turquie annihilerait simplement les armées du roi Pierre. Or la réalisation attendue de ce plan empêcha toute ingérence autrichienne ou allemande dans les deux précédentes guerres. Mais le résultat fut exactement l'inverse, car de ce conflit sortit une Serbie plus puissante que jamais, se dressant

comme un rempart d'acier sur le chemin de l'Allemagne.

La plupart des historiens conviennent que le traité de Bucarest rendit la guerre inévitable. Le témoignage du marquis Pallavicini atteste que François-Joseph lui-même partageait cette opinion. L'audience, dans laquelle l'Empereur fit cette déclaration, eut lieu au mois de mai, plus d'un mois avant l'assassinat du Grand Duc. Ainsi nous possédons l'aveu formel de l'Empereur d'Autriche que la guerre eût éclaté, indépendamment du drame de Sarajevo. Il est bien évident que ce crime servit simplement de prétexte plausible pour une guerre déjà irrévocablement décidée par les Empires centraux.

CHAPITRE VII

LES BUTS DE GUERRE DE L'ALLEMAGNE

Pendant ces mois mémorables d'août et de septembre, Wangenheim conserva son attitude bizarre ; tantôt il était doux et fanfaron, tantôt déprimé, toujours nerveux et anxieux, cherchant à se faire bien venir d'un Américain tel que moi, haineux et mesquin envers les représentants des Puissances ennemies. Il trahissait ses craintes et son impatience en continuant à s'asseoir sur le fameux banc dont j'ai parlé plus haut et d'où il s'élançait pour recueillir, deux ou trois minutes plus tôt, les communications de Berlin, transmises par le sans fil du *Corcovado*. Il ne manquait pas une seule occasion de propager les nouvelles des victoires ; maintes fois — contrairement aux usages — il vint me trouver sans être annoncé, pour me faire part des dernières avances et me lire des extraits de messages qu'il venait de recevoir. Il paraissait toujours sincère, droit et même irréfléchi. Je me rappelle son chagrin le jour où l'Angleterre déclara la guerre ; car il avait toujours professé une grande admiration pour elle, l'étendant même à l'Amérique. « Il n'y a que trois grandes nations, répétait-il constamment, l'Allemagne, l'Angleterre et les États-Unis. Toutes trois devraient s'unir afin de gouverner le monde. » Son enthousiasme pour l'Empire britannique se refroidit soudain quand celui-ci résolut de défendre la foi de ses traités et déclara la guerre. Selon Wangenheim, le conflit serait de courte durée et l'anniversaire de Sedan (le 2 septembre), devait être célébré à Paris. Mais quand je me rendis à l'ambas-

sade le 5 août, je le trouvai plus agité et plus grave qu'à l'ordinaire. La baronne Wangenheim, grande et belle femme, assise dans la pièce, lisait une relation de la guerre de 1870, écrite par sa mère. Tous deux considéraient la résolution de l'Angleterre presque comme un grief personnel ; et ce qui m'impressionna le plus, ce fut de constater un manque absolu de compréhension de ce qui motivait cette résolution. « Quelle pauvre politique ! » s'écria-t-il à diverses reprises. Son attitude était le digne pendant de celle de Bethmann-Hollweg, à propos du « chiffon de papier » !

Le 26 août, au cours d'une promenade, je le rencontrai par hasard. Comme à l'ordinaire il débuta en célébrant les victoires allemandes en France, répétant sa prophétie habituelle, à savoir que les armées du Kaiser seraient à Paris dans l'espace d'une semaine. « Le facteur décisif de cette guerre, ajouta-t-il, sera l'artillerie Krupp. Et rappelez-vous bien que cette fois nous faisons la guerre. Et que nous la ferons *rücksichtslos* (sans aucune considération). Nous ne nous laisserons pas entraver comme en 1870. La reine Victoria, le Czar et François-Joseph s'interposèrent alors et nous persuadèrent d'épargner Paris. Mais personne n'interviendra aujourd'hui. Nous transporterons à Berlin tous les trésors des musées parisiens qui appartiennent à l'État, exactement comme Napoléon enrichit la France des œuvres d'art italiennes. »

Il est de toute évidence que la bataille de la Marne préserva Paris du sort de Louvain.

Wangenheim escomptait si positivement une victoire immédiate qu'il abordait la discussion des conditions de paix. « Quand l'Allemagne aura vaincu les armées françaises, dit-il, elle exigera la démobilisation complète du pays et le paiement d'une indemnité. La France peut en être quitte aujourd'hui avec cinq milliards de dollars ; mais si elle persiste dans la lutte, elle devra en payer vingt. »

Selon lui, l'Allemagne demanderait en outre des ports et des dépôts de charbon partout. A conclure de telles déclarations, elle ne recherchait pas tant alors l'acquisition de nou-

veaux territoires que l'obtention de grands avantages commerciaux. Elle était résolue à devenir la première nation marchande du monde, et pour cela il lui fallait des ports libres, le chemin de fer de Bagdad et de larges privilèges en Amérique du Sud et en Afrique. Wangenheim me confia aussi que sa patrie ne désirait pas obtenir des régions dont les habitants ne parleraient pas allemand, l'Alsace-Lorraine, la Pologne et autres pays non germaniques lui causant assez d'ennuis. Cette déclaration est certes intéressante aujourd'hui, en considération des récents événements de Russie. L'ambassadeur ne mentionna pas l'Angleterre, en parlant des ports et des stations charbonnières qu'ils exigeraient ; toutefois c'est bien à elle qu'il pensait, car quelle autre nation aurait pu les leur donner « partout » ?

Tous ces entretiens ne m'éclairaient pas moins que les révélations sur la conférence du 5 juillet. Ce dernier épisode prouvait nettement que l'Allemagne avait ouvert les hostilités sciemment, tandis que les plans grandioses, tels que les expliquait son ambassadeur, si capable mais un peu bavard, dévoilaient les raisons majeures de l'entreprise même. Wangenheim me dépeignait minutieusement l'expédition de pirates, menée sur une vaste échelle par l'Empire d'Allemagne, expédition dans laquelle le butin des victorieux serait fait des richesses accumulées par leurs voisins, ainsi que de la situation mondiale édifiée depuis des siècles par les talents et industries de ces mêmes voisins.

Si l'Angleterre cherche à nous affamer, dit-il, notre réponse sera bien simple : nous affamerons la France. Souvenons-nous qu'à cette époque l'Allemagne comptait prendre Paris en une semaine, ce qui, à son avis, lui assurerait le contrôle définitif de tout le pays. D'après son plan initial — tel que le concevait le représentant de l'Empereur — cette nation devait évidemment servir de gage vis-à-vis de l'Angleterre ; elle constituerait une sorte d'otage gigantesque ; et que la Grande-Bretagne remportât des avantages militaires ou navals, l'Allemagne contre-attaquait immédiatement en torturant le peuple français. Pendant ce temps, les

soldats du Kaiser assassinaient d'innocents Belges, pour les punir de leurs prétendus mauvais procédés et il est clair que l'Allemagne se proposait d'appliquer ce principe à des nations entières, aussi bien qu'à des individus.

Au cours de cet entretien, comme dans d'autres conversations, Wangenheim témoigna d'une forte animosité envers la Russie.

« Nous avons mis notre pied sur le *cor* (sic) de la Russie, me dit-il crûment, et nous l'y laisserons. » Par là, il insinuait que l'Allemagne avait envoyé aux Dardanelles le *Göben* et le *Breslau*, afin de devenir maîtresse de la situation à Constantinople ; l'ancienne capitale byzantine devant être, d'après Wangenheim, le prix que demanderait une Russie victorieuse, et sa chance d'avoir un port ouvert toute l'année, ce dont elle avait un impérieux besoin ; tel était le point sensible de la Russie, — son *cor*.

Il se vantait en outre que 174 canons allemands eussent été postés aux Dardanelles, que le détroit pût être fermé en moins de trente minutes ; il disait encore que l'amiral Soukhon l'avait informé que l'entrée ne pouvait être forcée. « Cependant nous ne fermerons pas les Dardanelles, affirmait-il, à moins que l'Angleterre ne cherche à attaquer de ce côté. »

Bien que cette nation eût déclaré la guerre à l'Allemagne, elle n'avait pas alors pris une part importante aux opérations militaires ; sa « misérable petite armée » exécutait la retraite héroïque de Mons. Wangenheim négligeait absolument cette ennemie. « Nous nous proposons, m'expliqua-t-il, de placer nos grosses pièces à Calais, et de bombarder les côtes de l'Angleterre, à travers la Manche. » Que Calais résistât plus de dix jours à leurs efforts, lui paraissait une impossibilité. Dans cette conversation et d'autres tenues à peu près à la même époque, il riait à l'idée que le Royaume-Uni pût créer une grande armée indépendante. « Cette prétention est absurde, dit-il. La production d'une armée analogue à la nôtre demande plusieurs générations de militarisme. Nous l'avons constituée en deux cents ans.

Il faut trente années d'instruction suivie pour former des généraux comme les nôtres. Notre armée se maintiendra toujours, telle qu'elle est organisée. Chaque année 500.000 recrues atteignent chez nous l'âge du service militaire et ce chiffre ne peut littéralement pas diminuer, en sorte que notre puissance militaire demeurera intacte. »

Quelques semaines plus tard, — outrage à la civilisation ! — les Allemands bombardaient des villes de la côte britannique, telles que Scarborough et Hartlepool, ce qui ne fut pas une inspiration soudaine mais un fragment défini de plans élaborés avec soin. Au surplus, mon collègue m'annonça, le 6 septembre 1914, que l'Allemagne avait l'intention de bombarder tous les ports anglais, afin de couper l'approvisionnement du pays. Il est également manifeste que la cruauté, dont fit preuve l'Empereur à l'égard du commerce maritime de l'Amérique, ne fut pas due à une brusque décision de von Tirpitz, car à la même date Wangenheim me prévenait qu'il serait très dangereux pour les États-Unis d'envoyer des navires en Angleterre.

CHAPITRE VIII

EXEMPLE CLASSIQUE DE PROPAGANDE ALLEMANDE

En août et septembre, l'Allemagne n'avait pas l'intention d'entraîner aussitôt la Turquie dans le conflit. Prenant un réel intérêt à la prospérité de ce pays et au maintien de la paix, je télégraphiai à Washington, demandant si je pouvais user de mon influence sur la Turquie pour qu'elle conservât sa neutralité. Le gouvernement m'y autorisa, à condition que mes représentations ne fussent pas officielles, mais basées sur des motifs essentiellement humanitaires. Mes collègues anglais et français tendaient leurs efforts dans le même but et je savais que mon intervention ne déplairait pas au Gouvernement britannique, tandis que l'Allemagne pouvait la considérer comme un procédé non convenable pour un neutre, et je m'informai auprès de Wangenheim si quelque objection était possible de ce côté. Sa réponse me surprit quelque peu, bien que j'en pénétrasse la signification par la suite.

— Aucune, répondit-il. L'Allemagne désire surtout que la Turquie demeure neutre.

Il est incontestable que la politique ottomane s'adaptait alors exactement aux plans allemands. L'ascendant que Wangenheim exerçait sur le Cabinet augmentait tous les jours, et la nation suivait la voie qui servait le mieux de tels desseins. L'Entente était dans des transes continuelles, ignorant d'un jour à l'autre les projets de la Turquie, ne sachant jamais si elle entrerait en guerre aux côtés de l'Al-

Allemagne, ou non. En présence de cette attitude, la Russie était obligée de maintenir des forces importantes au Caucase, l'Angleterre renforçait ses armées en Égypte et aux Indes et conservait une puissante escadre à l'entrée des Dardanelles. Tout ceci favorisait magnifiquement les desseins allemands, car l'éloignement de ces troupes retenues en Orient affaiblissait d'autant l'Angleterre et la Russie sur le front occidental.

Je parle en ce moment de la période qui précéda immédiatement la Marne, alors que l'Allemagne comptait vaincre la France et la Russie avec l'aide de son alliée, l'Autriche, et obtenir ainsi une victoire qui lui eût permis de régir les destinées de l'Europe. Que la Turquie ait participé dès lors aux opérations militaires, elle n'eût pu contribuer à cette victoire autrement qu'elle ne le faisait actuellement, en distrayant des fronts principaux des contingents importants des armées russes et anglaises. Mais au cas où l'Allemagne s'assurerait ce triomphe facile avec le concours de la Turquie, sa nouvelle alliée lui paraîtrait vite gênante, car elle demanderait sûrement des compensations et ne se montrerait pas spécialement modeste dans ses désirs, qui comprendraient sans doute la restitution de l'Égypte et peut-être la rétrocession de territoires balkaniques. Semblable éventualité eût contrecarré les projets du Kaiser. Ainsi celui-ci n'avait pas d'intérêt à l'alliance active de la Turquie, sauf s'il ne remportait pas le succès escompté si rapidement. Par contre, si la Russie faisait reculer les armées autrichiennes, la coopération turque acquerrait une grande valeur militaire, spécialement si elle s'effectuait à un instant assez opportun pour entraîner celle de la Bulgarie et de la Roumanie. Pendant ce temps, Wangenheim se tenait sur la réserve, faisait virtuellement de la Turquie l'alliée de sa Patrie, fortifiait son armée et sa flotte, et se préparait à se servir d'elle au moment voulu, car si la victoire ne pouvait être obtenue sans son aide, on y recourrait ; tandis qu'au cas contraire, l'Allemagne n'aurait rien à payer à l'Empire turc. Dans l'attente des événements, la raison com-

mandait donc d'organiser les forces ottomanes, afin d'en user le cas échéant.

Le duel qui se livra alors entre les Empires centraux et l'Entente pour gagner la Turquie fut particulièrement inégal. En fait, l'Allemagne avait remporté la victoire en faisant passer clandestinement, dans la mer de Marmara, le *Göeben* et le *Breslau*. Les ambassadeurs anglais, français et russe le comprirent ainsi, et ils savaient que la Turquie n'épouserait pas leur cause ; sans doute, ne le souhaitaient-ils pas, espérant seulement qu'elle conserverait sa neutralité. Ils dirigèrent tous leurs efforts dans ce but. « Vous avez eu assez de guerres, disaient-ils à Talaat et à Enver. Vous avez fait trois campagnes ces quatre dernières années ; la ruine menace votre pays si vous êtes entraînés dans celle-ci. » L'Entente ne pouvait offrir à la Turquie qu'une compensation unique pour prix de sa passivité : la promesse de garantir l'intégrité de son territoire. Mes collègues manifestèrent leur profond désir de la tenir en dehors de la lutte, par leur répugnance à insister sur la question du *Breslau* et du *Göeben*, ainsi qu'ils en avaient le droit ; il est vrai qu'ils protestèrent fréquemment contre leur présence constante, mais les fonctionnaires prétendaient toujours que ces bâtiments étaient turcs.

— S'il en est ainsi, insistait sir Louis Mallet, et sa thèse était inattaquable, pourquoi ne renvoyez-vous pas les officiers et l'équipage allemands ?

— Nous en avons l'intention, répondait le Grand Vizir ; les marins turcs, envoyés comme équipage des navires construits en Angleterre, doivent revenir incessamment et dès leur arrivée ils seront placés à bord du *Göeben* et du *Breslau*.

Jours et semaines passèrent ; les marins rentrèrent chez eux et les officiers et l'équipage des croiseurs étaient toujours Allemands. Ces subterfuges et ces échappatoires ne trompaient naturellement pas la diplomatie britannique et française. La présence du *Göeben* et du *Breslau* constituait un *casus belli* permanent, mais les ambassadeurs de l'En-

tente ne demandaient pas leurs passeports, mesure qui eût précipité la crise qu'ils s'efforçaient de retarder, et si possible d'éviter : l'entrée en guerre de la Turquie aux côtés de l'Allemagne. Malheureusement, la promesse de l'Entente de garantir l'intégrité de la Turquie ne lui assura pas la coopération de cette nation dans la lutte. « Les Alliés nous avaient fait semblable promesse au cours des guerres balkaniques, me disait Talaat, et voyez le sort de notre pays en Europe. »

Wangenheim revenait constamment sur ce fait :

— Vous ne pouvez vous fier à leur parole, répétait-il à Enver et à Talaat. Ne sont-ils pas tous retombés sur vous il y a un an ?

Puis, avec une grande habileté, il faisait vibrer la seule corde à laquelle le Turc soit réellement sensible.

Les descendants d'Osman ne ressemblent à aucun autre peuple ; ils ne haïssent pas, ils n'aiment pas ; chez eux, ni l'animosité, ni l'affection ne sont durables : ils ne comprennent que la peur. Et naturellement, ils attribuent aux autres les mobiles qui règlent leur propre conduite.

— Combien vous êtes stupides ! disait Wangenheim à Talaat et à Enver en discutant l'attitude du cabinet de Londres. Ne comprenez-vous pas pourquoi l'Angleterre souhaite vous tenir à l'écart du conflit ? C'est par crainte. Grâce à notre aide — vous en êtes conscients — vous êtes redevenus une grande puissance militaire. Il n'est pas étonnant que l'Angleterre redoute que vous vous joigniez à nous.

Il leur corna ceci si souvent aux oreilles, que finalement ils le crurent, car non seulement l'argument expliquait parfaitement la politique de l'Entente, mais il flattait l'orgueil turc.

Quelle qu'ait été l'attitude d'Enver et de Talaat, je crois que, dans toutes les classes turques, l'Angleterre et la France étaient plus populaires que leurs ennemies.

Le Sultan était opposé à la guerre ; l'héritier présomptif, Youssouff Isseddin, se montrait ouvertement pro-allié : le

Grand Vizir, Saïd Halim, favorisait plus l'Angleterre que l'Allemagne ; Djemal, troisième membre du triumvirat gouvernemental, avait la réputation d'être francophile — il était revenu récemment de Paris, très flatté de l'accueil qui lui avait été fait ; une grande majorité du Cabinet n'éprouvait aucun enthousiasme pour l'Allemagne et l'opinion publique — en tant qu'il existe une opinion publique dans l'Empire ottoman ! — regardait la Grande-Bretagne comme l'amie séculaire de la nation. En conséquence, une lourde opposition se dressait en face de Wangenheim et les moyens qu'il employa pour la briser sont une illustration classique des méthodes de propagande allemande. Il inaugura une campagne monstre de publicité contre l'Entente.

J'ai peint les sentiments des Turcs, après la perte de leurs navires commandés en Angleterre. Les agents de l'ambassadeur allemand, disposant à cet effet de longues colonnes dans des journaux à leur solde, se répandirent en attaques amères contre l'Angleterre qui s'était emparée de ces navires. La presse entière passa rapidement sous le contrôle de l'Allemagne. Wangenheim acheta l'*Ikdâm*, un des principaux quotidiens de Constantinople, qui commença immédiatement à chanter les louanges de l'Allemagne et à injurier ses adversaires. L'*Osmanischer Lloyd*, publié en français et en allemand, devint un organe de l'ambassade. Bien que la Constitution turque garantisse la liberté de la presse, une censure fut établie dans l'intérêt des Puissances centrales. Tous les éditeurs reçurent l'ordre d'écrire en faveur de l'Allemagne et ils s'y conformèrent. Le *Jeune Turc*, journal pro-ententiste imprimé en français, fut supprimé. Les organes en question amplifiaient les victoires allemandes et en fabriquaient d'autres de toutes pièces ; ils parlaient constamment des défaites de l'Entente, dont la plupart étaient imaginaires. Le soir, Wangenheim et Pallavicini me montraient des télégrammes officiels relatant les opérations militaires, mais le lendemain, en parcourant les journaux, je constatais que les nouvelles avaient été dénaturées ou faussées en faveur de l'Allemagne.

Un certain baron Oppenheim voyagea dans toute la Turquie, travaillant l'opinion publique contre l'Angleterre et la France. Il se donnait ostensiblement comme archéologue ; en réalité, il fonda partout des offices d'où coulèrent des torrents de calomnies contre l'Entente. D'énormes cartes furent placardées sur les murs, indiquant l'étendue des territoires perdus par la Turquie au cours d'un siècle. On dépeignait la Russie comme l'auteur principalement responsable de ces « vols » et on appuyait sur le fait que l'Angleterre était aujourd'hui l'alliée de celle-ci. Des dessins montraient l'Entente cupide, tel un animal rapace, se jetant avidement sur la pauvre Turquie. On représentait Enver, comme le « héros » ayant délivré Andrinople, et l'Allemagne, comme l'amie de la nation ; le Kaiser devint soudain « Hadji Wilhelm », le puissant protecteur de l'Islam, et on racontait même qu'il s'était converti au mahométisme. Les masses furent informées que les Musulmans des Indes et de l'Égypte étaient sur le point de se révolter et de renverser leurs « tyrans » anglais ; le balayeur des rues lui-même apprit à dire : *Gott strafe, England !*

Or, cette infâme campagne n'eut d'autre instigateur que l'argent allemand !

Cependant, l'Allemagne ne se contentait pas d'empoisonner l'esprit public ; elle s'appropriait les ressources militaires du pays. J'ai dit plus haut, qu'en janvier 1914, le Kaiser s'était assuré le contrôle absolu de l'armée turque et la reconstituait en prévision de la guerre européenne. Il procéda de la même manière à l'égard de la flotte. En août, Wangenheim me disait, en s'en glorifiant : « Nous sommes désormais les maîtres de l'armée comme de la marine turques ». Au moment de l'arrivée du *Göben* et du *Breslau*, une mission anglaise, commandée par l'amiral Limpus, travaillait péniblement à la réorganisation de la flotte ottomane. Peu après, Limpus et ses collaborateurs se virent congédiés sans façon : les conditions de leur départ furent réellement honteuses, par l'absence de la courtoisie la plus élémentaire. Les officiers anglais partirent tranquillement

et sans être remarqués — tous quittèrent Constantinople, à l'exception de l'amiral, retenu par une maladie de sa fille.

Chaque nuit, des trains chargés d'Allemands, venant de Berlin, arrivaient à Constantinople ; le nombre de ceux-ci atteignit finalement jusqu'à 3.800 hommes, la plupart destinés à servir dans la marine et à fabriquer des munitions. Ils envahissaient les cafés de nuit et aux premières heures du jour parcouraient les rues de la ville, en hurlant à tue-tête des refrains patriotiques. Beaucoup parmi eux étaient d'habiles mécaniciens, qui entreprirent la réparation immédiate des destroyers et autres navires, les mettant en état de combattre. La firme britannique, Armstrong et Vickers possédait un dock splendide à Constantinople, que les nouveaux arrivants s'approprièrent. Jour et nuit nous percevions cette activité incessante, et notre sommeil était troublé par le vacarme assourdissant des coups de marteau. Une nouvelle occasion s'offrit à Wangenheim de distiller une plus forte dose de venin dans l'esprit d'Enver, de Talaat et de Djemal. « Les ouvriers allemands, leur déclara-t-il, avaient trouvé les navires turcs en très mauvais état », et la faute en était naturellement à la mission navale anglaise, qui les avait délibérément laissés se délabrer ainsi — en toute connaissance de cause — pour ruiner la Turquie. « Voyez, s'écriait-il, ce que nous, Allemands, nous avons fait de votre armée, et comparez les procédés de l'Angleterre à l'égard de vos navires ! » En réalité, l'argument était faux, l'amiral Limpus ayant consciencieusement tout entrepris pour perfectionner la flotte et ayant obtenu d'excellents résultats.

Pendant ce temps, les Allemands travaillaient ferme aux Dardanelles, ils complétaient les fortifications et se préparaient à une attaque éventuelle des Alliés. Vers la fin de septembre, la Sublime Porte cessa pratiquement d'être le quartier général de l'Empire ottoman. Je crois réellement que le siège suprême du pouvoir était alors un bâtiment de commerce allemand, le *General*, amarré à la Corne d'Or, près du pont Galata ; un escalier, construit spécialement dans ce but, aboutissait à son tillac.

Je connaissais un des visiteurs assidus de ce vaisseau, un Américain, qui venait souvent à l'ambassade et me racontait ce qui s'y passait. Le *General*, d'après cet ami, était en quelque sorte un club ou hôtel allemand; les officiers du *Gaben* et du *Breslau* et autres, envoyés pour prendre le commandement des navires turcs mangeaient et dormaient à bord; l'amiral Souchon, qui avait ramené les croiseurs allemands à Constantinople, présidait leurs réunions. Souchon, originaire d'une famille huguenote française réfugiée jadis Outre-Rhin, était un petit homme actif, bien campé dans son uniforme, très énergique et qui joignait, à la passion allemande du commandement et de la minutie, beaucoup de la vivacité et de la gaité gauloises. Il donnait naturellement une grande animation aux soirées du *General*; et la bière et le champagne, qui y étaient distribués libéralement, déliaient les langues de ses collaborateurs. Leur conversation prouvait qu'aucun d'eux ne se faisait d'illusions au sujet du chef suprême de la marine ottomane. Leur impatience croissait de jour en jour; ils déclaraient ouvertement que si la Turquie n'attaquait pas bientôt les Russes, ils l'y contraindraient. Ils racontaient comment ils avaient entrepris une incursion dans la mer Noire, espérant ainsi provoquer de la part de la flotte russe un acte qui eût rendu la guerre inévitable.

Vers la fin d'octobre, mon ami m'apprit que les hostilités ne sauraient être différées plus longtemps; la flotte turque avait été équipée pour l'action, toutes choses étaient prêtes et l'impétuosité de ces *kriegslustige* ne pouvait plus être réprimée: « Ce sont de vrais coqs en colère, fous d'envie de se battre », me dit textuellement mon informateur.

CHAPITRE IX

FERMETURE DES DARDANELLES ISOLEMENT DE LA RUSSIE

Le 27 septembre, sir Louis Mallet, l'ambassadeur britannique, entra dans mon cabinet dans une évidente perturbation d'esprit. Le Khédive d'Égypte venait de me quitter et j'abordai avec ce nouveau visiteur les questions égyptiennes.

— Nous discuterons cela à un autre moment, dit-il. J'ai quelque chose de bien plus important à vous annoncer: *Ils* ont fermé les Dardanelles.

Par « *ils* », il ne désignait point — cela va de soi — le Gouvernement Turc, seul pouvoir ayant légalement le droit de prendre cette mesure draconienne, mais les autorités actuellement souveraines en Turquie, les Allemands. Sir Louis Mallet me communiquait la nouvelle à bon droit, car cet acte était un outrage envers les États-Unis aussi bien qu'envers les Alliés. Il me demanda de l'accompagner pour faire une protestation commune. Je répondis, toutefois, qu'il vaudrait mieux que nous agissions isolément et je me dirigeai immédiatement vers le palais du Grand Vizir. Quand j'arrivai, les ministres étaient en conférence; assis dans l'antichambre, l'éclat des voix parvenait jusqu'à moi et il m'était facile de distinguer les accents familiers de Talaat, d'Enver, de Djavid le ministre des Finances, et autres membres du Conseil. De ce que je pus surprendre à travers les minces cloisons, il ressortait clairement que ces maîtres

nominaux de la Turquie étaient presque aussi surexcités que nous l'étions, sir Louis Mallet et moi-même, par la clôture des Détroits.

Le Grand Vizir sortit pour répondre à ma requête ; son aspect était pitoyable ! Cet homme qui, au moins de nom, était le plus important fonctionnaire du gouvernement, l'organe du Sultan en personne, ne donnait alors qu'une impression abjecte d'impuissance et de peur ! Il était pâle et tremblait de la tête aux pieds ; vaincu par l'émotion, il pouvait à peine parler et quand je lui demandai si l'annonce de la fermeture des Dardanelles était fondée, il balbutia, puis finalement répondit par l'affirmative.

— Vous savez que ceci signifie la guerre, dis-je ; et je protestai aussi fortement que possible au nom de mon gouvernement.

Tout le temps que nous causâmes, je pus entendre les voix fortes de Talaat et de ses collègues s'élever dans la pièce voisine. Le Grand Vizir s'excusa et retourna dans la salle. Il envoya ensuite Djavid discuter la question avec moi.

« C'est une surprise absolue pour nous, » furent les premiers mots de Djavid ; aveu significatif que le Cabinet était étranger à cette décision ! Je répétai que les États-Unis ne s'y soumettraient pas ; que puisque la Turquie était en état de paix, elle n'avait pas le droit de fermer les détroits aux navires de commerce. J'ajoutai qu'un vaisseau américain, chargé de marchandises et de provisions pour l'ambassade américaine était dehors en ce moment, attendant pour entrer. Djavid suggéra que, sur mon ordre, ce navire déchargeât sa cargaison à Smyrne : le gouvernement turc, ajouta-t-il obligeamment, payera les frais de transport par voie de terre à Constantinople. Cette proposition n'était, bien entendu, qu'un subterfuge ridicule que je repoussai.

Djavid déclara alors que le Cabinet examinerait la question et, de fait, il la discutait en ce moment même. Il me fit alors l'historique de l'affaire. Un torpilleur turc avait

traversé les Dardanelles et essayé d'entrer dans la mer Egée. Les navires de guerre britanniques, stationnés au dehors, hélèrent le bâtiment, l'examinèrent et constatèrent qu'il y avait à bord des marins allemands. L'amiral anglais commanda immédiatement au navire de retourner ; ceci, étant données les circonstances, il avait le droit de le faire. Weber Pacha, le général allemand qui assurait alors la garde des fortifications, sans consulter les Turcs, donna immédiatement l'ordre de clore les Détroits.

Wangenheim s'était déjà vanté auprès de moi, comme je l'ai relaté, que cela fût réalisable en trente minutes, et ses compatriotes venaient de confirmer ses paroles. Mines et filets furent descendus, les lumières des phares éteintes ; des signaux annoncèrent aux navires qu'il n'y avait « pas de passage » et l'acte le plus arbitraire que les Allemands aient jamais commis se trouva accompli. Et maintenant, je voyais ces hommes d'État turcs, qui seuls étaient les maîtres de ce mince filet d'eau, tremblant et balbutiant de peur, courant de-ci, de-là, comme des lièvres effrayés (*sic*), terrifiés par l'énormité du procédé allemand, mais évidemment impuissants à prendre aucune mesure décisive. J'avais certainement devant moi le tableau exact des extrémités auxquelles la brutalité germanique avait réduit les dirigeants actuels de l'Empire ottoman ; au même instant, j'évoquai la pensée du Sultan dont la signature était indispensable pour fermer légalement ces eaux, sommeillant tranquillement dans son palais, dans l'ignorance totale de cette affaire.

Bien que Djavid m'eût informé que le Conseil pouvait décréter la réouverture des Dardanelles, celui-ci ne le fit jamais ; et cette importante voie de communication resta fermée plus de quatre ans, à dater du 27 septembre 1914. Je n'étais pas sans saisir naturellement l'exacte signification de cette mesure. Le mois de septembre venait d'être fertile en désillusions pour les Allemands ; les Français avaient refoulé l'invasion et forcé les armées ennemies à se retrancher le long de l'Aisne ; les Russes avançaient

triomphalement en Galicie et avaient déjà pris Lemberg : il ne semblait pas improbable qu'ils franchissent bientôt les Carpathes, entrant en Autriche-Hongrie. En ces sombres moments, Pallavicini, l'ambassadeur autrichien, paraissait découragé et lamentable. Il me confia ses craintes pour l'avenir, me disant que le programme allemand d'une guerre courte, décisive, avait nettement échoué, et qu'il était désormais bien évident que l'Allemagne ne pourrait vaincre, — en admettant qu'elle le fit, ce qui était excessivement douteux ! — qu'après une lutte prolongée.

J'ai montré comment Wangenheim, tandis qu'il préparait l'armée et la marine turques à servir selon telle ou telle éventualité, maintenait simplement la Turquie en son pouvoir, se proposant d'employer ses forces seulement au cas où l'Allemagne ne réussirait pas à écraser la France et la Russie dès le début de la campagne. L'échec étant manifeste, il avait ordre de transformer les Turcs en alliés actifs. Jusqu'ici, cette nation de 20.000.000 d'âmes avait été un partenaire passif, tenue en réserve par Wangenheim, jusqu'à ce que le Kaiser jugeât nécessaire de lui payer le prix de sa réelle participation à la guerre. Le moment était donc arrivé où l'Allemagne en avait besoin et le signe extérieur du renversement de la situation était la fermeture des Dardanelles. Ainsi le ministre allemand avait rempli en tout point la tâche qui lui avait été assignée, et ce dernier acte était le digne couronnement d'une entreprise, au cours de laquelle il avait introduit le *Gœben* et le *Breslau* dans les eaux du Bosphore. Peu d'Américains se rendent compte, même aujourd'hui, de l'influence considérable qu'eut cette mesure sur les futures opérations militaires ; cependant, le fait que la guerre a duré tant d'années et que le fardeau en a été finalement jeté sur l'Amérique est expliqué par cette fermeture des Détroits.

Car ce fut l'événement décisif qui sépara la Russie de ses Alliés, qui en moins d'un an amena sa défaite et son écroulement, qui ensuite rendit possible la révolution russe. Un simple examen de la carte révèle que cette énorme

contrée ne possède que quatre accès à la mer. L'un est le passage de la Baltique, déjà fermé par la flotte allemande ; un autre est Arkhangel, sur l'Océan Arctique, port gelé pendant plusieurs mois de l'année et ne se reliant au cœur de la Russie que par un long chemin de fer à voie unique ; le troisième est le port du Pacifique, Vladivostok, également obstrué par les glaces pendant trois mois, et n'aboutissant à la Russie que par le chemin de fer sibérien, courant sur une longueur de 5.000 milles ; le quatrième débouché était celui des Dardanelles, en réalité le seul praticable. C'était la porte étroite par laquelle les produits supplémentaires de 175 millions d'habitants étaient envoyés en Europe ; neuf dixièmes de toutes leurs exportations et importations avaient emprunté cette voie depuis des années. En la supprimant brusquement, l'Allemagne ruinait aussi bien la puissance économique que militaire de son ennemie ; en interceptant ses exportations de grains, elle la privait d'une arme financière essentielle à une lutte quotidienne ; enfin ce qui était peut-être plus fatal encore, elle empêchait l'Angleterre et la France de transporter sur ce théâtre des opérations assez de munitions pour refouler l'attaque allemande ; la Russie serait réduite à se rabattre sur Arkhangel et Vladivostok pour s'approvisionner. La cause de sa débâcle militaire, en 1915, est aujourd'hui bien connue ; les soldats manquèrent simplement de munitions pour combattre.

Pendant la plus grande partie de 1918, l'Allemagne s'est épuisée en efforts désespérés pour enfoncer un « coin » entre les armées françaises et anglaises sur le front occidental, pour séparer une alliée de l'autre et obtenir ainsi une position lui permettant d'attaquer chacune isolément ; la tentative s'est révélée impossible à réaliser, tandis que la manœuvre qui annula le traité franco-russe en enfonçant ce « coin » entre la Russie et ses alliés occidentaux, se démontra facile : il s'agissait simplement — comme je l'ai décrit — d'imposer sa domination à un gouvernement corrompu et dégénéré, de s'emparer, pendant que

cette nation était en état de paix, de ses principaux moyens d'action, de son armée, de sa flotte, de ses ressources, puis au moment opportun d'ignorer son souverain nominal et de fermer un mince filet d'eau, d'environ 20 milles de long sur 2 ou 3 de large ! Cela ne coûta pas une seule vie humaine, ni un simple coup de canon ; pourtant, en un clin d'œil, l'Allemagne accomplit ce que n'eussent sans doute pas réalisé trois millions d'hommes combattant des forces russes bien équipées. Ce fut l'un des plus dramatiques triomphes militaires de cette guerre : il fut uniquement l'œuvre de la propagande allemande, de la perspicacité allemande, de la diplomatie allemande.

Les jours qui suivirent cet embouteillement de la Russie, le Bosphore commença à prendre l'aspect d'un port soudain atteint par la peste. Des centaines de vaisseaux arrivaient de Russie, de Roumanie et de Bulgarie, chargés de grains, de bois de construction et autres produits, pour découvrir qu'ils ne pouvaient aller plus loin. Il n'y avait pas assez de docks pour les amarrer, aussi étaient-ils forcés de rader en plein fleuve, d'y jeter l'ancre en attendant les événements. Le Bosphore ressembla bientôt à une forêt de mâts et de cheminées fumantes, car l'encombrement devint tel qu'un canot-automobile avait peine à se frayer un chemin à travers ce chaos. Les Turcs laissaient espérer la prochaine réouverture du Détroit, et pour cette raison les navires, dont le nombre augmentait constamment, attendirent un mois environ. Puis, l'un après l'autre, ils virèrent de bord, mirent le cap sur la mer Noire et regagnèrent lugubrement leurs ports d'attache. En quelques semaines, le Bosphore et les eaux adjacentes devinrent un désert. Le calme de cet endroit qui, pendant des années, avait été l'un des ports maritimes les plus animés du monde, n'était troublé que par le passage accidentel d'une chaloupe, ou d'une petite caïque turque, ou, de temps à autre, par un petit voilier. Et pour donner une idée exacte de ce que cela signifiait, au point de vue militaire, rappelons seulement ce que fut le front de bataille russe l'année suivante. Les paysans sou-

tinrent le choc de l'artillerie allemande la poitrine à découvert, n'ayant ni fusils, ni canons, tandis que des montagnes de munitions inutiles s'entassaient dans les ports lointains des mers Arctique et Pacifique, faute de chemins de fer pour les amener jusqu'au terrain des opérations !

CHAPITRE X

LA TURQUIE ABROGE LES CAPITULATIONS.
PROSPÉRITÉ SOUDAINE D'ENVER

Une autre question, en suspens depuis plusieurs mois, se greffait maintenant sur la situation internationale de la Turquie, celle des Capitulations, ou conventions internationales qui, depuis des siècles, avaient réglé la position des étrangers dans l'Empire ottoman. Celui-ci n'avait jamais été considéré sur le même pied d'égalité que les autres États européens et en réalité on ne le tenait point pour souveraineté indépendante, car ses lois et règlements douaniers différaient si radicalement de ceux de l'Europe et de l'Amérique, qu'aucun pays non musulman ne pouvait songer à y soumettre ses ressortissants ; aussi, dans de nombreuses circonstances, le principe d'exterritorialité avait-il toujours prévalu en faveur des citoyens de contrées jouissant des droits dits de Capitulation.

Depuis nombre d'années, presque toutes les nations, y compris les États-Unis, possédaient leurs propres tribunaux et prisons consulaires pour juger et punir les crimes commis en Turquie par leurs nationaux. Les écoles étaient soumises, non à la législation et protection turques, mais à celles du pays qui les entretenait ; c'est ainsi que le *Robert College* et le *Collège de Jeunes filles* de Constantinople, ces magnifiques institutions érigées sur les rives du Bosphore par la philanthropie américaine, et des centaines d'établissements religieux de charité et d'éducation, se trouvaient pratiquement en territoire neutre et regardaient

l'ambassade américaine comme leur refuge. Plusieurs contrées avaient leurs bureaux de postes particuliers, ne tenant pas à confier leur courrier à l'administration ottomane. En outre, la Turquie n'avait qu'un droit strict de taxation sur les produits étrangers, qu'il ne lui était pas possible d'augmenter sans le consentement des puissances étrangères ; en 1914, elle ne pouvait percevoir que 11 % sur les importations, aussi négociait-elle pour obtenir au moins 14 %. L'Angleterre est communément regardée comme l'unique pays libre-échangiste ; car on néglige ce fait que, par la limitation des droits de douane en Turquie, celle-ci est devenue, malgré elle, un disciple de Cobden. Elle était empêchée par là de développer aucune industrie ; au contraire, elle devait acquérir en Europe de grandes quantités d'articles de qualité inférieure. Depuis des années, les hommes d'État tures protestaient contre ces restrictions, déclarant qu'elles constituaient une insulte à leur orgueil national et entravaient leurs progrès. Toutefois la convention était bilatérale et n'était modifiable qu'avec le consentement de tous les États contractants. Il est certain que le moment actuel, alors que l'Entente comme les Empires centraux ménageaient la Turquie, offrait une occasion précieuse pour opérer ce changement. Dès que les Allemands commencèrent leur poussée sur Paris, des rumeurs circulèrent disant que le gouvernement ture se proposait d'abroger les Capitulations. Le bruit courut que l'Allemagne y consentait comme prix du marché passé pour la coopération de la Turquie, et que l'Angleterre l'acceptait en reconnaissance de sa neutralité. Aucun de ces rapports n'était exact. Ce qui fut manifeste, toutefois, ce fut la panique que la simple idée de l'abrogation produisit parmi la population étrangère. La pensée d'être soumis aux lois du pays, peut-être d'en connaître les prisons, donna la chair de poule — et à bon droit.

Vers cette époque, j'eus un long entretien avec Enver ; il me demanda de venir chez lui, car il était alité, à la suite d'une légère opération chirurgicale, conséquence d'un orteil

infecté. J'eus ainsi l'occasion de voir le ministre de la Guerre *en famille*¹, et de constater jusqu'où il s'était élevé. Sa maison, située dans un des quartiers les plus tranquilles et les plus aristocratiques de la ville, était un vieil édifice splendide, très grand et d'un travail très fini. J'eus à traverser une suite de quatre ou cinq salons, et comme je passais devant une porte, la princesse impériale, épouse d'Enver, l'entr'ouvrit et me regarda à la dérobée; plus loin, une autre dame turque renouvela ce manège et, d'un coup d'œil rapide, enveloppa toute ma personne. On m'escorta ainsi jusqu'à une belle pièce, où Enver était étendu sur un canapé, vêtu d'un long peignoir en soie, qui laissait ses pieds à découvert, à l'extrémité du divan. Il paraissait bien plus jeune qu'en uniforme; et j'admirai l'aspect excessivement propre et soigné de sa personne, son visage pâle et doux, rendu plus frappant encore par ses cheveux noirs, ses mains blanches et fines, aux doigts longs et effilés. On lui aurait facilement donné moins de trente ans, et, en réalité, il n'était pas beaucoup plus âgé. Il tenait un violon dans la main, et un piano assez près de lui témoignait de ses goûts musicaux. La pièce était magnifiquement tapissée et contenait — détail bien caractéristique — une estrade sur laquelle était placée une chaise dorée: c'était le trône nuptial de l'épouse impériale d'Enver. En considérant l'étalage de ce luxe, je dois admettre que des pensées peu charitables me vinrent à l'esprit; entre autres, je me souvins d'une question qui se posait alors généralement à Constantinople: d'où Enver tirait-il l'argent que supposait une semblable installation? Il n'avait pas de fortune personnelle — ses parents étaient notoirement dans la misère — et son traitement de ministre du Cabinet ne s'élevait qu'à 8.000 dollars; sa femme touchait une modeste rente, en qualité de princesse impériale, et là se bornaient ses ressources personnelles; il ne s'était jamais occupé d'affaires, ayant été toute sa vie un révolutionnaire, un chef militaire et un

1. En français dans le texte.

homme politique. Et cependant il menait un train de vie supposant de larges revenus, et donnait par ailleurs d'autres preuves de grande et soudaine prospérité; j'avais ainsi recueilli le bruit, colporté par toute la ville, d'importants placements en biens immobiliers.

Il m'avait fait venir pour discuter les Capitulations; il m'annonça donc que le ministère avait décidé leur abrogation et il souhaitait connaître l'attitude des États-Unis, ajoutant que certainement un pays, qui avait lutté pour son indépendance comme le nôtre, sympathiserait avec l'effort de la Turquie pour secouer ses chaînes, et qu'ayant au surplus aidé le Japon à se libérer d'entraves similaires, nous devions nous faire le champion de sa Patrie: n'était-elle pas une nation aussi civilisée que le Japon?

Je répondis que les États-Unis consentiraient peut-être à renoncer aux Capitulations, en tant qu'avantages économiques; qu'à mon avis la Turquie devait détenir le contrôle douanier et être autorisée à imposer les étrangers dans la même mesure que ses propres sujets; mais que tant que les tribunaux et prisons turcs conserveraient leurs règlements actuels, nous ne nous désisterions jamais de nos droits, quant à la Capitulation judiciaire. La Turquie réformerait d'abord sa juridiction pénale, puis quand la justice serait rendue conformément aux idées occidentales, on pourrait discuter la question. Enver me proposa alors la constitution de tribunaux mixtes, — en concédant qu'une partie des juges serait désignée par les États-Unis.

Je lui fis remarquer que les juges américains ne connaissant ni la langue ni la législation turques, son projet était subordonné à de grandes difficultés pratiques; j'ajoutai que nos écoles et collèges nationaux nous étaient très chers et que nous n'accepterions jamais de les abandonner à la réglementation turque.

Malgré nos protestations, le Cabinet notifia à toutes les Puissances que les Capitulations seraient abrogées à dater du 1^{er} octobre. Cette mesure faisait partie intégrante du plan des Jeunes Turcs pour se débarrasser de la tutelle

étrangère et établir un nouveau pays sur la base de « La Turquie aux Turcs » ; elle représentait, — comme je le prouverai, — le pivot de leur orientation politique, non seulement quant aux relations de l'Empire avec les puissances étrangères, mais vis-à-vis du peuple. La position de l'Angleterre, dans cette question, était à peu près analogue à la nôtre ; le gouvernement britannique aurait consenti à la modification des restrictions économiques, pas aux autres. Wangenheim était fort ennuyé et je crois que son Ministère le réprimanda pour avoir autorisé l'abrogation, car il me demanda d'un air confus de déclarer que j'en étais responsable !

Vers le 1^{er} octobre, les étrangers résidant en Turquie manifestèrent une vive appréhension. Les Dardanelles avaient été fermées, les isolant de l'Europe ; et maintenant ils se sentaient abandonnés, à la merci de la justice ottomane. Il faut dire que, dans les prisons du pays, on avait coutume de réunir les innocents et les coupables, de mettre en commun les assassins et les gens accusés de petits délits, enfin de donner la bastonnade aux témoins récalcitrants ; on peut imaginer, d'après ce tableau, les craintes des étrangers ! Les maisons d'éducation n'étaient pas moins alarmées et j'eus recours à Enver dans leur intérêt ; il m'assura que ses compatriotes n'avaient pas d'intentions hostiles à l'égard des Américains. Je répliquai qu'il devait nous en fournir une preuve indéniable.

— Très bien, répondit-il. Que suggérez-vous ?

— Pourquoi, dis-je, le 1^{er} octobre, jour de l'abrogation des Capitulations, ne visiteriez-vous pas ostensiblement *Robert College* ?

L'idée était unique, car dans toute l'histoire de cette institution, jamais jusqu'alors aucun fonctionnaire important n'avait officiellement franchi ses portes. Je connaissais suffisamment le caractère ture pour savoir qu'une visite, rendue ouvertement, cérémonieusement par Enver, causerait une sensation publique ; la nouvelle en parviendrait jusqu'aux confins les plus éloignés de l'Empire et par là on

considérerait de façon générale que l'un des membres les plus influents du gouvernement prenait cette institution américaine et d'autres sous son patronage. Cette démarche protégerait mieux nos collèges et écoles qu'un corps d'armée. En conséquence je fus très satisfait qu'Enver acceptât immédiatement ma proposition.

Le jour de l'abrogation des Capitulations, le jeune ministre se présenta à l'ambassade américaine avec deux automobiles, une pour lui-même et moi, et l'autre pour ses officiers d'ordonnance, tous en grande tenue. Je fus enchanté de constater qu'Enver donnait à notre promenade une apparence aussi pompeuse que possible, désirant moi aussi obtenir une publicité très étendue. Pendant le trajet, j'instruisis mon compagnon de la nature de ces institutions, des services qu'elles rendaient à la population indigène. En réalité il les connaissait fort mal et, comme nombre de gens, soupçonnait à demi qu'elles dissimulaient un but politique. « Erreur, dis-je, nous ne recherchons aucun avantage matériel en Turquie ; nous demandons simplement que vous traitiez avec bonté nos enfants, ces collèges, que nous affectionnons tous aux États-Unis ».

Je lui racontai que Mr. Cleveland H. Dodge, Président du Conseil d'Administration de *Robert College* et Mr. Charles R. Crane, Président de celui du *Collège de jeunes filles*, étaient des amis intimes du Président Wilson. « De tels personnages, ajoutai-je, représentent l'élite américaine et le haut esprit d'altruisme avec lequel, dans notre pays, après avoir accumulé des richesses, on les emploie ensuite à la fondation de collèges et d'écoles. En établissant ceux-ci en Turquie, nous nous appliquons, non à convertir vos compatriotes au Christianisme, mais à les instruire dans les sciences et les arts, à les préparer ainsi à devenir de meilleurs citoyens ; nous n'ignorons pas que nous devons notre religion à la Terre Sainte ; nous voulons payer notre dette de reconnaissance, en donnant ce que nous avons de meilleur — notre éducation. »

Je fis ensuite l'éloge de Mrs. Russell Sage et de Miss

Helen Gould, qui toutes deux étaient les principales bienfaitrices du *Collège de Jeunes Filles*. « Mais d'où provient l'argent de leurs libéralités ? » demanda Enver.

Pour toute réponse je lui retraçai, pendant une heure environ, la carrière de quelques-uns de nos plus fortunés citoyens, racontant que Jay Gould, arrivé à New-York sans le sou et en haillons, avec une souricière de son invention, était mort quelque trente ans plus tard, laissant une fortune approximative de 1.000.000.000 de dollars. Je citai l'exemple du Commodore Vanderbilt, qui débuta comme batelier et mérita le surnom de « magnat » de nos chemins de fer ; celui encore de Rockefeller qui, lui, avait commencé dans une maison de commission à Cleveland, gagnant six dollars par semaine et avait édifié la plus grande fortune qu'un homme ait jamais accumulée de tous temps ; j'expliquai enfin comment les Dodge étaient devenus nos « rois du cuivre », les Crane nos premiers fabricants de tuyaux de fer. Enver trouva ces récits plus palpitants que ceux des Mille et une nuits, et je découvris par la suite qu'il les avait répétés à presque toutes les personnalités marquantes de Constantinople.

Il ne fut pas moins impressionné par l'histoire même de nos écoles, spécialement quand je lui déclarai qu'elles n'avaient jamais converti — ni essayé de le faire — un seul Mahométan au Christianisme. Il visita la maison du haut en bas, exprimant son enthousiasme à chaque chose qu'il voyait ; il fit même entendre qu'il aimerait à y envoyer son frère. Il prit le thé avec Mrs. Gates, femme du Président Gates, discuta les programmes avec beaucoup d'intelligence, et demanda si l'on ne pourrait introduire l'étude de l'agriculture. Les professeurs qu'il rencontra lui parurent une véritable révélation et il le déclara franchement :

« Je m'attendais à trouver des missionnaires, tels que les dépeignent les journaux de Berlin, avec de longs cheveux et la mâchoire tombante, les mains constamment jointes dans l'attitude de la prière. Au lieu de cela, je vois ici un Dr Gates, parlant le turc comme un indigène et agissant en

homme du monde ! Je suis plus que charmé et je vous remercie de m'avoir amené ici. »

Nous vîmes tous Enver, cet après-midi, sous son aspect le plus séduisant. L'avenir prouva combien j'avais été heureusement inspiré en proposant cette visite, pour soustraire nos collègues à toutes sortes d'ennuis : en effet, ces quatre dernières années il n'a pas toujours été sans risque de vivre en Turquie, et pourtant jamais nos institutions n'eurent de difficultés, soit avec le gouvernement, soit avec le peuple.

Notre promenade ne fut qu'un intermède agréable à des événements de caractère autrement grave. Enver, en dépit de ses apparences pacifiques, avait délibérément résolu que sa Patrie se joindrait aux belligérants, aux côtés de l'Allemagne. Celle-ci n'avait plus de motifs de cacher ses intentions. Quelque temps auparavant, quand j'étais intervenu dans l'intérêt de la paix, Wangenheim avait encouragé mon action ; la raison en était, comme je l'ai indiqué, qu'à cette époque le Grand Etat-Major Allemand, comptant vaincre sans les Turcs, désirait les laisser en dehors des opérations de guerre, tandis qu'aujourd'hui leur concours effectif devenait précieux et Wangenheim le réclamait. Comme je ne partageais pas cette façon de voir, mais m'efforçais simplement de maintenir la paix, je continuais à insister auprès d'Enver et de Talaat dans ce sens. Ceci irrita le représentant du Kaiser. « Je croyais que vous étiez un neutre ? » s'écria-t-il. « Je croyais que vous étiez... en Turquie ! » répliquai-je.

Vers la fin d'octobre, Wangenheim ne laissa plus échapper une occasion de précipiter les hostilités ; bien plus, il la recherchait, et pourtant, même après la fermeture des Dardanelles par l'Allemagne, sa tâche n'était pas facile. Talaat n'était pas encore absolument convaincu que sa meilleure politique fût la guerre, et, comme je l'ai déjà dit, la sympathie « pro-alliée » était grande dans les milieux officiels ; le plan du ministre n'était pas de saisir immédiatement tous les services ministériels, mais de forcer peu à peu son chemin jusqu'au contrôle absolu. Au moment de cette crise,

les membres du Cabinet les plus populaires étaient : Dja-vid, ministre des Finances, de race juive, mais de religion mahométane ; Mahmoud Pacha, ministre des Travaux Publics, un Circassien ; Bustány Effendi, ministre du Commerce et de l'Agriculture, un Arabe chrétien ; et Oskan Effendi, ministre des Postes et Télégraphes, Arménien et chrétien naturellement. Tous quatre, de même que le Grand Vizir, s'opposaient ouvertement à la guerre et informèrent Talaat et Enver qu'ils démissionneraient si l'Allemagne réussissait dans ses intrigues.

En conséquence les esprits étaient très montés ; une simple anecdote montrera à quel point. Sir Louis Mallet avait accepté de dîner à l'ambassade américaine le 20 octobre ; mais il envoya un mot au dernier moment, disant qu'il était malade et ne pouvait venir. Je me rendis chez lui, une ou deux heures plus tard, et le trouvai dans son jardin, apparemment en parfaite santé. Sir Louis sourit et dit que sa maladie avait été purement politique ; il avait reçu une lettre, l'informant qu'il serait assassiné ce soir-là, et lui indiquant l'heure et l'endroit exacts où le crime serait perpétré ; il estima préférable, en conséquence, de ne pas sortir. Ne doutant pas du fondement de cette menace, j'offris notre protection à Sir Louis et lui remis la clef d'une des petites portes de notre jardin ; ensuite je pris avec Lord Wellesley, un de ses secrétaires, (descendant du duc de Wellington) tous les arrangements nécessaires au cas où sa fuite deviendrait indispensable. Nos deux ambassades étaient situées de manière que, dans l'éventualité d'une attaque, il pourrait s'en aller sans être aperçu par une porte dérobée et pénétrer chez nous de façon similaire. « Ces gens retombent dans le Moyen Age, me dit Sir Louis, quand on trouvait tout naturel de jeter les ambassadeurs dans les cachots », et je crois qu'il s'attendait à ce que les Turcs le traitassent de la sorte.

Je me rendis immédiatement chez le Grand Vizir, pour lui exposer la situation et insistai sur ce fait que seule, une visite de Talaat à mon collègue, dans laquelle il lui affirme-

rait qu'il ne courait aucun danger, satisferait ses nombreux amis. Je pouvais formuler semblable demande sans inconvénient, puisque nous avions déjà pris certains arrangements en vue de nous charger des intérêts britanniques, si la rupture éclatait. Talaat rendit cette visite, qui dura deux heures, car, en dépit des grossières attaques d'un journal turc, Sir Louis était personnellement très aimé à Constantinople, et je suis persuadé que le Grand Vizir fut sincère en exprimant sa stupéfaction et ses regrets que pareilles menaces aient été faites !

CHAPITRE XI

L'ALLEMAGNE OBLIGE LA TURQUIE
A SE JOINDRE AUX BELLIGÉRANTS

Cependant tous nous avions les nerfs tendus à l'extrême, sachant que l'Allemagne multipliait ses efforts pour amener un *casus belli*. Souchon envoyait fréquemment le *Göben* et le *Breslau* manœuvrer dans la Mer Noire, espérant que la flotte russe les attaquerait, sans compter d'autres situations pendantes d'où pouvait sortir la guerre, telles que des escarmouches entre les troupes turques et russes à la frontière de Perse ou du Caucase, ou encore, lorsque le 29 octobre, des compagnies de Bédouins franchirent les confins égyptiens, où elles se heurtèrent à des détachements britanniques.

Ce même 29 octobre, j'eus une longue conversation avec Talaat, dans laquelle je lui exposai ces faits au nom de l'Ambassadeur britannique. « Je suppose, m'avait écrit Sir Louis Mallet, que ceci signifie la guerre ; vous pourriez en annoncer la nouvelle à Talaat et lui faire sentir les résultats possibles d'un acte aussi insensé. » Il avait déjà eu des difficultés avec la Turquie à ce sujet ; quand il avait protesté auprès du Grand Vizir, parce que les troupes turques étaient à proximité de la frontière égyptienne, l'homme d'État turc répondit nettement que son gouvernement ne reconnaissait « aucune frontière égyptienne », ce qui signifiait que l'Égypte elle-même était considérée comme territoire turc et l'occupation anglaise une usurpation temporaire. Lorsqu'à mon tour, je signalai à Talaat les faits en

question, il contesta que des Bédouins ottomans eussent franchi la frontière, m'expliquant que les Turcs creusaient des puits dans la péninsule du Sinaï pour s'en servir, au cas où la guerre éclaterait avec l'Angleterre ; celle-ci les détruisant, les Bédouins étaient intervenus pour s'y opposer. Au cours de cette entrevue, Talaat me déclara franchement que la Turquie avait décidé de se ranger aux côtés des Allemands et de vaincre ou mourir avec eux. Il alléguait les motifs que l'on connaît et ajouta que si l'Allemagne était victorieuse — ce dont il ne doutait pas — le Kaiser se vengerait sur la Turquie de lui avoir refusé son concours. Talaat admettait franchement que la peur (motif qui, je l'ai dit plus haut, inspire nombre de déterminations chez les Orientaux) poussait son pays à devenir l'alliée des Puissances Centrales. Il analysa la situation dans son entier avec calme, déclara que les nations ne pouvaient se laisser impressionner par des sentiments tels que la gratitude, la haine, ou l'affection ; le seul moteur de leurs actions devait être la politique impitoyable.

« En ce moment, continua-t-il, il est de notre intérêt de nous attacher au parti de l'Allemagne ; si, dans un mois, c'était notre intérêt d'embrasser celui de la France et de l'Angleterre, nous le ferions tout aussi volontiers. La Russie est notre plus grande ennemie et nous la redoutons. Si maintenant, tandis que l'Allemagne l'attaque, nous pouvons lui donner un bon coup de pied (*sic*), et la mettre hors d'état de nous nuire pendant quelque temps, il est de notre devoir de lui administrer ce coup de pied. »

Et me regardant avec un sourire à moitié mélancolique et à moitié provocant, il résuma toute la situation dans cette boutade : *Ich mit die Deutschen* (*Moi avec les Allemands*) dit-il dans son mauvais allemand.

Mais le Cabinet était si divisé qu'il fallut l'intervention des Allemands eux-mêmes pour jeter la Turquie dans la mêlée. Le soir qui suivit mon entretien avec Talaat, des nouvelles déplorables arrivèrent de Russie. Trois torpilleurs turcs étaient entrés dans le port d'Odessa, avaient coulé

une canonnière russe, le *Donetz*, avec une partie de l'équipage, et endommagé deux dreadnoughts. Ils envoyèrent en outre par le fond le *Portugal*, navire français, tuant deux hommes, en blessant deux autres. Puis ils pointèrent leurs canons sur la ville et détruisirent une raffinerie; il y eut quelques victimes. Ces navires étaient commandés par des officiers allemands; il y avait très peu de Turcs à bord, ceux-ci ayant reçu un congé, en l'honneur de la fête religieuse de *Bairam*. Un tel acte était une provocation pure et simple, accomplie de propos délibéré par les Allemands pour rendre la guerre inévitable. Les officiers commandant le *General*, comme me l'avait raconté mon ami, menaçaient constamment de commettre quelque folie semblable si la Turquie ne s'y décidait pas; et bien, cette fois ils avaient tenu parole!

Quand cette nouvelle parvint à Constantinople, Djemal, le Ministre de la Marine, jouait aux cartes au Cercle d'Orient; cette agression, si elle représentait une action gouvernementale de la Turquie, ne pouvait avoir été entreprise sans ses ordres. Lorsqu'on vint le chercher à la table de jeu pour le mettre au courant, Djemal parut très surpris.

« Je n'en ai aucune connaissance, s'exclama-t-il; cela a été fait à mon insu. »

Le soir du 29, j'eus une autre conversation avec Talaat; il me tint le même langage, disant qu'il n'avait rien su au préalable concernant cette attaque et que l'amiral allemand Souchon en portait l'entière responsabilité.

Que Djemal et Talaat aient été sincères en plaissant ainsi l'ignorance, je ne m'en porterais pas garant; mon opinion est qu'ils s'attendaient à quelque provocation de ce genre. Mais il est certain que le Grand Vizir, Saïd Halim, fut réellement peiné. Lorsque Mr. Bompard et Sir Louis Mallet vinrent le trouver et lui demandèrent leurs passeports, il fondit en larmes; il les pria de différer leur départ, les assurant que la chose pourrait être arrangée. Le Grand Vizir était l'unique membre du Cabinet qu'Enver et Talaat désiraient spécialement ménager; comme prince de la maison

royale d'Égypte et étant donnée sa grande fortune, sa présence dans le Conseil, comme je l'ai déjà fait remarquer, donnait à celui-ci un certain relief. Ceci explique probablement le message que je reçus alors. Talaat me pria de me rendre chez l'ambassadeur russe et de m'informer des compensations que la Turquie pouvait offrir pour satisfaire le Czar. Il y avait peu d'apparence que Talaat souhaitât sincèrement le succès de ma mission; son but était simplement de montrer au Grand Vizir sa bonne volonté, et, de cette façon, de le retenir dans le Cabinet. Je vis M. Giers, mais ne le trouvai pas d'humeur conciliante; les seules réparations capables de le satisfaire seraient le renvoi de tous les officiers allemands, tant de l'armée que de la flotte turques. Il avait reçu l'ordre de partir immédiatement et il l'exécuterait; toutefois il attendrait assez longtemps en Bulgarie pour recevoir la réponse de la Turquie, et, si elle acceptait ses conditions, il reviendrait.

« La Russie, elle-même, s'arrangera pour que la flotte turque ne revienne pas dans la Mer Noire » conclut M. Giers d'un air farouche. Talaat vint me rendre visite dans l'après-midi, disant qu'il venait de déjeuner avec Wangenheim. Le Cabinet avait examiné la réponse russe, m'expliqua-t-il, le Grand Vizir désirait avoir les conditions de M. Giers par écrit; pourrais-je m'y employer? Garroni, l'ambassadeur italien, avait alors la charge des intérêts russes et je répondis à Talaat que ces négociations ne me regardaient plus et que tous arrangements ultérieurs devaient être réglés par son intervention.

« Pourquoi ne laissez-vous pas tomber votre masque de messenger du Grand Vizir et ne me parlez-vous pas en votre nom personnel? » demandai-je.

Il rit et répondit: « Eh bien! Wangenheim, Enver et moi, nous préférons que la guerre éclate maintenant ».

Bustany, Oskan, Mahmoud et Djavid mirent immédiatement leurs menaces à exécution et donnèrent leur démission de membres du Cabinet, laissant ainsi l'autorité aux mains des Turcs musulmans. Le Grand Vizir, bien qu'il eût aussi

promis de résigner ses fonctions, ne le fit pas ; il était excessivement prétentieux et vain et appréciait tellement les dignités de sa charge que, le moment de la décision finale venu, il ne put les abandonner. Le résultat net de l'entrée en guerre de la Turquie, en tant que politique intérieure, fut de livrer la nation entière au Comité Union et Progrès, qui contrôlait maintenant le Gouvernement pratiquement dans tous ses départements. Ainsi l'organisation idéale, créée pour procurer à ce pays les bienfaits de la démocratie, était devenue finalement un instrument de l'autocratie prussienne !

Brossons un dernier tableau de ces journées palpitantes.

Le 30 au soir, je me rendis à l'ambassade britannique. Les résidents anglais accouraient déjà en grand nombre pour demander protection, et chacun était inquiet à l'idée des mauvais traitements en perspective, même du massacre possible des étrangers. Au milieu de la tension générale, quelqu'un garda un calme imperturbable : sir Louis Mallet. Je le trouvai assis dans les bureaux de la chancellerie, devant une immense cheminée, de grosses piles de documents rangées en demi-cercle autour de lui. Des secrétaires et des employés entraient constamment, les bras chargés de papiers, qu'ils ajoutaient aux monceaux accumulés déjà près de lui. Il prenait un acte après l'autre, le parcourait rapidement et presque invariablement le jetait au feu. C'étaient les archives de l'ambassade, vieilles probablement de plus d'une centaine d'années ; les travaux remarquables d'une longue suite d'ambassadeurs distingués y étaient consignés, c'étaient les annales des victoires diplomatiques remportées en Turquie par Stratford de Redcliffe, le Grand « Elchi » (comme le nommaient les Turcs) qui, pendant presque un demi-siècle, de 1810 à 1858, gouverna pour ainsi dire l'Empire turc dans l'intérêt de l'Angleterre. Les rapports d'autres ministres accrédités près de la Sublime Porte furent ensuite, un à un, livrés aux flammes. La longue histoire de l'influence britannique en Turquie était arrivée à sa conclusion ; une campagne de vingt ans,

menée par le Kaiser, avait ruiné cette influence et l'ascendant allemand triomphait finalement ; le brasier, que sir Louis Mallet attisait constamment, était en réalité le bûcher funéraire du pouvoir évanoui de l'Angleterre en Turquie. En considérant ce diplomate plein de dignité et quelque peu pensif, entouré des splendeurs de l'ambassade britannique, je me représentai naturellement les Sultans s'inclinant jadis avec une crainte respectueuse devant la majesté de l'Angleterre, à une époque où la Prusse et l'Allemagne n'existaient guère que de nom. Cependant, comme en général les diplomates et officiers de sa nationalité, sir Louis était calme et plein de sang-froid. Assis devant le feu, nous discussions les détails de son départ ; il me donna une liste des résidents qui devaient partir, et de ceux désignés pour rester en Turquie ; enfin nous primes nos derniers arrangements, puisque je me chargeais des intérêts anglais.

Quelque douloureux que fût à beaucoup de points de vue cet écroulement de l'influence britannique en Turquie, l'honneur de la Grande-Bretagne et celui de son ambassadeur demeuraient intacts ; sir Louis Mallet n'avait pas, comme Wangenheim, acheté des fonctionnaires turcs ; il n'avait pas corrompu la presse turque, piétiné les derniers vestiges du code international, fraternisé avec une bande de démagogues enragés, et mené une campagne incessante de faux rapports et de mensonges contre son ennemi. Le jeu diplomatique, qui avait abouti à la défaite, était un de ceux pour lequel les hommes d'État anglais n'étaient pas qualifiés ; il demandait des talents qu'un Wangenheim seul possédait, cette politique allemande qui, conformément à la maxime de Bismarck, est prête à sacrifier pour la Patrie « non seulement la vie, mais aussi l'honneur. »

CHAPITRE XII

LES TURCS ET LES RÉSIDENTS ENNEMIS

Peu après le bombardement d'Odessa, je décidai de traiter avec Enver cette question qui nous obsédait tous : comment le Cabinet allait-il se comporter vis-à-vis des résidents ennemis ? Les internait-il ? Installerait-il des camps de concentration, les persécuterait-il avec la malignité allemande, leur appliquerait-il les procédés favoris des Turcs envers les chrétiens — la torture et le massacre ? Des milliers de ressortissants ennemis étaient alors fixés dans l'Empire ottoman ; beaucoup d'entre eux y avaient passé toute leur existence ; d'autres y étaient même nés. Tous ces individus, quand la Sublime Porte entra en guerre, avaient de bonnes raisons de s'attendre aux traitements les plus rigoureux ; et ce n'est pas exagéré de dire que presque tous vivaient dans la crainte constante de l'assassinat. Les Dardanelles avaient été fermées, en sorte qu'il n'y avait pas à compter sur une aide extérieure ; les droits de Capitulations, en vertu desquels ils avaient été préservés depuis des siècles, étaient abrogés ; il ne se trouvait donc, en réalité, rien entre ces malheurs et l'extermination, si ce n'est le drapeau américain. L'état de guerre avait maintenant fait de moi, en ma qualité de représentant des États-Unis, le protecteur des sujets britanniques, français, serbes et belges. Je compris dès le début toute la difficulté de mon entreprise, placé d'une part en face des Allemands qui préconisaient leurs méthodes bien connues de répression et de brutalité, et de l'autre, vis-à-vis des Turcs, avec leur haine tradition-

nelle des chrétiens, et leur penchant naturel à maltraiter les faibles.

Toutefois je n'étais pas sans arguments et, résolu à les faire valoir, j'étais venu les soumettre à Enver. La Turquie souhaitait être bien jugée de l'autre côté de l'Atlantique, dans l'espoir qu'après la guerre, les financiers américains la soutiendraient. A cette époque, dans les milieux diplomatiques de Constantinople, on était persuadé que nous jouerions le rôle de médiateur ; si la Turquie comptait sur nous comme amis, me proposais-je de dire à Enver, il fallait qu'elle traitât les étrangers ennemis de façon civilisée. « Vous espérez retrouver votre prestige de puissance mondiale. Rappelez-vous que les nations civilisées vous surveilleront avec soin ; votre position future dépend de votre conduite au cours de la guerre ».

Les Turcs cultivés, y compris Enver, devinaient qu'à l'étranger on les considérerait comme un peuple ne respectant ni la sainteté de la vie humaine, ni les sentiments les plus délicats, et cette attitude les blessait vivement. Je rappelai à Enver qu'une opportunité magnifique d'anéantir toutes ces critiques s'offrait à ses compatriotes. « Le monde peut dire que vous êtes des barbares, plaidai-je, prouvez par la façon dont vous traiterez vos ennemis que c'est faux. Seulement de la sorte, vous pourrez vous soustraire pour toujours à l'ignominie des Capitulations. Montrez que vous êtes dignes d'être affranchis de cette tutelle. Soyez civilisés — soyez modernes ! »

En considérant ce qui se passait alors en Belgique et dans le nord de la France, l'emploi du mot « moderne » était assez malheureux. Enver en profita sur le champ. Jusque-là, il avait conservé son attitude habituelle calme et digne, et paraissait comme toujours attentif, imperturbable, presque indifférent. Maintenant, dans un éclair, sa contenance changea ; il sourit cyniquement, se pencha en avant, abattit son poing sur la table, et s'exclama : « Modernes ! non, quelle que soit la manière dont la Turquie fasse la guerre, au moins nous ne serons pas modernes. C'est le plus barbare

de tous les systèmes, nous tâcherons simplement d'être décents ! »

Naturellement j'interprétais ceci comme un acquiescement à mes désirs ; je connaissais assez la mentalité orientale pour savoir qu'une promesse ainsi faite n'était pas suffisante. Les Allemands circonvenaient constamment les fonctionnaires turcs, les persuadant d'adopter leurs méthodes favorites vis-à-vis des ennemis ; ils avaient, en effet, ressuscité de nombreux principes en honneur au temps des guerres de l'antiquité et du moyen âge ; l'un d'eux — et non des moins barbares — consistait à prendre quelques représentants de la population, de préférence des personnes distinguées et influentes, comme otages qui répondraient de la « bonne conduite » des autres. En ce moment, l'Etat-Major allemand pressait les Turcs de recourir à ce procédé. De même que les Allemands retenaient des non-combattants en Belgique, comme garantie de la « cordialité » des Belges et plaçaient devant leurs armées en marche des femmes et des enfants, ils prétendaient qu'en ce pays un certain nombre de sujets français et britanniques les protégeassent contre la flotte alliée. Je savais bien que leur influence sinistre s'exerçait sans relâche ; il était en conséquence nécessaire de combattre immédiatement, et si possible, de l'emporter dès le début. Je décidai que le départ des diplomates et résidents alliés serait un témoignage éclatant de mon influence personnelle. Si tous les Français et Anglais qui désiraient réellement quitter Constantinople le faisaient sans incident, j'estimais que cette démonstration imposerait une contrainte, non seulement aux Allemands, mais aux esclaves de la bureaucratie ottomane.

En arrivant à la gare principale, au lendemain de la rupture, je vis que ma tâche ne serait pas facile. J'avais pris des arrangements avec les autorités pour que deux trains fussent mis à ma disposition : l'un, pour les résidents anglais et français, qui devait partir à sept heures, et l'autre, pour les diplomates et leur personnel, dont le départ était fixé à neuf heures. Mais les choses ne se passèrent pas comme il

avait été convenu. La gare n'était qu'une masse houleuse de gens excités et inquiets, que la police repoussait sans cesse ; la scène présentait un mélange indescriptible de soldats, de gendarmes, de diplomates et de fonctionnaires turcs, évoluant au milieu de nombreux colis et bagages. Un des personnages les plus marquants était Bedri Bey, préfet de police, un jurisconsulte politique qui avait été récemment élevé à cette position et en mesurait l'importance. C'était un ami intime et un dévoué partisan de Talaat, un de ses instruments les plus précieux ; membre influent du Comité Union et Progrès, il aspirait à faire partie finalement du Cabinet. Le trait dominant de son caractère était sa haine des étrangers et de leur influence ; à ses yeux, la Turquie devait appartenir exclusivement aux Turcs ; il détestait tous les autres éléments de la population ottomane, et était particulièrement irrité par le contrôle que depuis des années les ambassades européennes exerçaient sur les affaires domestiques de son pays. En réalité, peu d'hommes en Turquie avaient accueilli avec une joie aussi profonde l'abolition des Capitulations. Naturellement, pendant les quelques mois suivants, j'eus de nombreuses occasions de le voir ; il se trouvait constamment sur mon chemin, prenant un plaisir quasi-malicieux à contrarier chaque démarche que je faisais en faveur des étrangers. Son attitude était à la fois risible et froissante ; nous cherchions à nous duper réciproquement — moi, m'efforçant de protéger les Français et les Anglais, lui, suscitant de continuels obstacles à mes efforts. De fait, cette lutte dégénérait presque en duel personnel, entre la préfecture de police et l'ambassade américaine. Bedri était capable, instruit, très actif et n'était pas doué d'un mauvais naturel, mais il aimait à jouer avec un étranger sans défense. Son rôle, ce soir-là lui était particulièrement agréable. « Quelle est la cause de toute cette agitation ? lui demandai-je.

— Nous avons changé d'avis, dit-il (et sa contenance témoignait que ce changement ne lui déplaisait pas) ; nous laisserons partir le train destiné aux ambassadeurs et à

leur suite. Mais nous avons décidé que les résidents non officiels ne s'en iraient pas ; le train qui devait les emmener restera ici.

Mon personnel et moi-même, nous avons travaillé péniblement pour assurer cette possibilité de retour à ces malheureux ; il n'était que trop évident qu'une influence quelconque contrecarrait mon initiative. Ce changement subit de plans produisait une confusion et une consternation extrêmes. A la gare, deux groupes de passagers se distinguaient, l'un pouvant s'en aller et l'autre obligé de demeurer là. Sir Louis Mallet et Mr. Bompard ne désiraient pas laisser leurs nationaux derrière eux, et ces derniers se refusaient à croire que le train, formellement promis par les fonctionnaires turcs, ne partirait pas ce même jour à un moment quelconque. Je me rendis immédiatement chez Enver, qui me confirma la déclaration de Bedri. La Turquie avait de nombreux ressortissants en Egypte, m'objectait-il, dont la situation causait de grandes inquiétudes. Avant que les résidents français et anglais fussent autorisés à quitter la Turquie, la protection des sujets turcs devait être assurée. Je n'eus aucune difficulté à régler ce détail ; sir Louis Mallet fit immédiatement les promesses nécessaires.

Néanmoins ceci ne suffit pas à résoudre la question ; en effet, ce n'était qu'un prétexte. Bedri continuait à s'opposer au départ du train ; l'ordre le retenant ici, dit-il, ne pouvait être annulé, sous peine de déranger l'horaire général, et de provoquer des accidents. Je reconnus là un simple subterfuge oriental, et je compris que l'ordre émanait de plus haut que le préfet ; cependant rien ne pouvait être fait en ce moment. Bedri ne laissa personne monter dans le train diplomatique avant que je ne l'eusse identifié moi-même. Je dus me placer à une petite porte, et examiner un à un tous les voyageurs. Chacun, qu'il appartenait ou non au corps diplomatique, essayait de se frayer un chemin par cette étroite issue et nous assistâmes à une bagarre, sur une plus petite échelle, du bon vieux temps à Brooklyn Bridge.

Les gens couraient dans toutes les directions, vérifiant les bagages, prenant des billets, discutant avec des fonctionnaires, consolant des femmes bouleversées et des enfants épouvantés, pendant que Bedri, calme et maître de lui, surveillait tout le pandemonium avec un sourire sarcastique. Des chapeaux furent perdus, des vêtements déchirés, et pour ajouter à la confusion, mon collègue Mallet se prit de querelle avec un fonctionnaire turc — la victoire demeura facilement à l'Anglais ; j'entrevis Bompard, l'ambassadeur français, secouant vigoureusement un agent de police. Une dame jeta son bébé dans mes bras, une autre me tendit un petit garçon et plus tard encore, alors que je me tenais à la porte, identifiant les heureux partants, un des secrétaires de l'ambassade britannique me choisit comme gardien de son chien !

Dans l'intervalle, sir Louis Mallet, emporté par la colère, refusa de partir.

« Je demeurerai ici, déclara-t-il, jusqu'à ce que le dernier de mes compatriotes ait quitté la Turquie ».

Je lui fis observer qu'il n'était plus leur protecteur ; moi, l'ambassadeur américain, j'assumais aujourd'hui cette responsabilité, et je pourrais difficilement en revendiquer le titre s'il demeurait à Constantinople.

« Il est certain, déclarai-je, que les Turcs ne me reconnaîtront pas le représentant des intérêts britanniques si vous restez ici. »

En outre, je suggérai qu'il demeurât à Dedeagatch quelques jours et y attendît l'arrivée de ses compagnons. Si je ne réussissais pas à les faire sortir du pays, il pourrait revenir. Sir Louis se rangea à regret à mon avis et monta dans le train. Quand il quitta la gare, je l'entrevis une dernière fois, assis dans son wagon réservé, presque enseveli sous une masse de malles, de petits sacs, de boîtes et de valises diplomatiques, entouré de ses collaborateurs, le chien de son premier secrétaire veillant sympathiquement sur lui.

Les simples particuliers étrangers se morfondirent plu-

sieurs heures à la gare, espérant qu'au dernier moment, ils seraient autorisés à partir ; Bedri, hélas ! demeura inexorable, et la situation de ces malheureux était presque désespérée ; la plupart n'ayant plus d'habitations à Constantinople se trouvaient pratiquement sans abri ; d'aucuns trouvèrent asile chez des amis pour la nuit ; d'autres purent se loger dans des hôtels.

Leur sort demeurait précaire, car il était manifeste, qu'en dépit des promesses officielles, la Turquie était résolue à les garder comme otages. Enver et Talaat me disaient bien avoir l'intention de poursuivre la guerre avec humanité, mais d'une autre part, leurs subalternes, tels que Bedri, se conduisaient de façon à réduire à néant toutes ces prétentions à la civilisation. La vérité, c'est que les fonctionnaires se querellaient à propos du traitement des ennemis, tandis que le Grand État-Major allemand assurait au Cabinet qu'il commettait une grande faute en se montrant conciliant vis-à-vis d'eux.

Finalement, je parvins à arranger leur départ pour le jour suivant. Bedri, plus accommodant passa cet après-midi à l'Ambassade, visant les passeports ; le soir, nous allâmes tous deux à la gare et fîmes partir sans incident le train pour Dedeagatch. Je donnais une boîte de candies — « délices turques » — à chacune des cinquante femmes et enfants du convoi ; toutes ces personnes étaient heureuses et ne cherchaient pas à cacher leur soulagement de quitter la Turquie. A Dedeagatch, elles rencontrèrent le corps diplomatique et la réunion qui s'accomplit, je l'appris plus tard, fut excessivement touchante. J'eus le plaisir de recevoir de nombreux témoignages de gratitude, en particulier une lettre signée par plus d'une centaine de ces malheureux nous adressant leurs remerciements, à Mrs. Morgenthau, au personnel de l'ambassade et à moi-même.

Quelques retardataires désiraient encore partir, et je me rendis le lendemain chez Talaat en leur faveur. Il était d'humeur particulièrement aimable. Le Conseil, m'annonça-t-il, avait examiné avec soin toute la question des

sujets anglais et français en Turquie, et mes arguments l'avaient grandement influencé ; aussi avait-il été formellement décidé que les résidents ennemis pourraient demeurer ou non, à leur gré ; il n'y aurait pas de camps de concentration, les civils auraient toute latitude, comme en temps de paix, de s'occuper de leurs affaires particulières, et tant qu'ils se comporteraient loyalement ils ne seraient pas inquiétés. « Nous voulons prouver par nos procédés, ajouta Talaat, que nous ne sommes pas une race de barbares ». En compensation de cette promesse, il me demanda une faveur : celle de veiller à ce que la presse américaine, comme celle d'Europe, fit l'éloge de la Turquie en cette circonstance.

De retour à l'ambassade, je fis mander immédiatement Mr. Theron Damon, correspondant de l'*Associated Press*, le Dr Lederer, correspondant du *Berliner Tageblatt* et le Dr Sandler, qui représentait le *Herald* de Paris, et je leur donnai des interviews, louant l'attitude de la Turquie à l'égard des résidents étrangers. Je câblais également dans un sens favorable à Washington, Londres, Paris et à tous nos consuls. Les journalistes me quittaient à peine quand je reçus d'alarmantes communications. J'avais arrangé le départ d'un nouveau train, ce soir-là, et maintenant les Turcs refusaient de viser les passeports des voyageurs ! Ce brusque revirement, après la promesse formelle de Talaat, était naturellement troublant. Je me rendis de suite à la gare ; le spectacle dont j'y fus témoin augmenta ma colère contre le ministre de l'Intérieur ; une masse de gens éperdus remplissait l'enceinte ; les femmes pleuraient, tandis qu'un peloton de soldats, commandé par un petit freluquet (*sic*) de major, expulsait chacun de la gare à coups de crosse de fusils. Bedri, comme toujours, était là, et comme toujours, il se réjouissait manifestement de la confusion. Certains voyageurs, me dit-il, n'avaient pas payé leur impôt sur le revenu et, pour cette raison, n'auraient pas l'autorisation de partir. Je me déclarais personnellement responsable de ces paiements.

« Décidément vous avez réponse à tout, M. l'Ambassadeur, je n'ai plus qu'à m'incliner », dit Bedri en riant. Nous en concluâmes tous que mon offre avait réglé la question et que les choses se passeraient selon le plan primitif. Mais soudain, un contre-ordre annula encore le départ du train. Talaat s'étant engagé vis-à-vis de moi, je résolus de le voir et d'obtenir de lui-même la signification de tout ceci. Je sautai dans mon automobile et me rendis à la Sublime Porte, où il tenait habituellement son quartier général. N'y trouvant personne, je dis au chauffeur de me conduire directement à la maison du Ministre. Quelque temps auparavant, j'avais rendu visite à Enver dans son habitation privée et l'occasion présente me permit de comparer leurs deux manières de vivre. La différence était saisissante. J'avais trouvé Enver s'entourant de luxe, habitant l'un des quartiers les plus aristocratiques de la ville, tandis que je me dirigeais maintenant vers l'un de ses plus pauvres faubourgs ; nous arrivâmes dans une rue étroite, bordée de petites maisons grossières, en bois blanc ; une seule chose distinguait ce passage des autres, indiquant que le personnage le plus influent de l'Empire y avait sa résidence ; chaque issue était gardée par un sergent de ville, qui ne laissait passer personne incapable de fournir le motif et les preuves de sa visite. Ma voiture dut stopper comme les autres, mais, m'étant fait reconnaître, je fus promptement autorisé à poursuivre ma route. Contrastant avec le palais d'Enver, aux salles innombrables et au mobilier somptueux, l'habitation de Talaat était une vieille maison de bois, chancelante, à trois étages ; choix qui, je l'appris plus tard, faisait partie du programme politique de son propriétaire. Comme nombre de ses congénères turcs, il avait résolu de tirer tout le parti possible de sa situation d'homme du peuple et il savait qu'un étalage soudain de prospérité et d'ostentation affaiblirait son influence auprès du Comité Union et Progrès, dont la plupart des membres, comme lui-même s'étaient élevés des bas-fonds de la société. L'intérieur de l'habitation correspondait exactement

à l'extérieur. Aucune prétention à la magnificence orientale ; des meubles bon marché ; quelques peintures grossières suspendues aux murs et un ou deux tapis usés dispersés sur le parquet ; sur une table en bois, bien en évidence, on remarquait un appareil télégraphique — jadis le gagne-pain de Talaat et aujourd'hui son moyen de communication avec ses collègues. Dans les conditions présentes de perturbation du pays, il préférait télégraphier personnellement.

J'attendis quelques instants dans ce milieu l'arrivée du grand « Boss » (*sic*) de Turquie. A un moment donné, une porte s'ouvrit à l'extrémité opposée de la pièce et un personnage énorme, se traînant lourdement, prétentieusement vêtu, entra. Je fus frappé du contraste que présentait ce Talaat avec celui du Ministère, dont l'apparence m'était devenue si familière. Ce n'était plus le fonctionnaire aux vêtements européens et au mince placage de manières européennes ; l'homme que je voyais maintenant ressemblait à un véritable bohémien bulgare. Il portait le fez ture habituel ; ses formes corpulentes s'abritaient dans d'épais pyjamas gris, d'où émergeait une figure ronde et souriante. Il paraissait d'humeur à la fois souriante et embarrassée, preuve qu'il connaissait bien le motif urgent m'ayant poussé à envahir sa retraite privée ; sa contenance était celle d'un méchant écolier impénitent. Il s'avança, s'assit en ricanant gentiment et commença à faire des excuses. La porte se rouvrit doucement et une petite fille hésitante fut poussée dans la pièce, apportant un plateau avec des cigarettes et du café. Je m'aperçus qu'une jeune femme, paraissant avoir vingt-cinq ans environ, se tenait derrière l'enfant, la pressant d'entrer. Ainsi, je voyais là la femme et la fille adoptive de Talaat ; j'avais déjà découvert que les femmes turques, qui ne vont jamais dans le monde, ne remplissent pas les fonctions de maîtresses de maison, sont extrêmement curieuses de connaître les hôtes de leurs maris, et aiment à les entrevoir subrepticement. Évidemment, Mme. Talaat ne se trouva pas satisfaite par cette inspection préliminaire,

car, quelques instants après, elle apparut à une fenêtre, juste en face de moi, mais complètement invisible pour son mari qui était placé dans la direction opposée, et y demeura plusieurs minutes, tranquille et attentive. Étant à l'intérieur de la maison, elle ne portait pas de voile; sa figure était belle et intelligente, et l'on devinait clairement qu'elle se réjouissait de contempler d'aussi près un ambassadeur américain.

« Voyons, Talaat, dis-je, sentant l'urgence de lui parler sans détour, ne sentez-vous pas combien vous agissez follement ? Vous m'annoncez, il y a quelques heures, votre résolution de traiter déceimment les Français et les Anglais, vous m'avez prié d'en publier la nouvelle dans la presse américaine et étrangère; j'ai mandé immédiatement les journalistes, leur racontant comme vous vous conduisiez bien, et ceci sur votre demande ! Le monde entier lira cela demain. Maintenant vous faites de votre mieux pour neutraliser tous mes efforts en votre faveur ; vous avez manqué à votre première promesse. Avez-vous l'intention de tenir les autres ? Voulez-vous vous y conformer ou vous proposez-vous de changer constamment d'avis ? Or entendons-nous bien. Ce dont nous, Américains, nous nous glorifions particulièrement, c'est d'être fidèles à notre parole ; nous le faisons en tant qu'individus, aussi bien que comme nation. Nous refusons de traiter sur un pied d'égalité ceux qui n'agissent pas ainsi. Vous ferez bien de comprendre maintenant que nous ne pouvons conclure aucun arrangement réciproque, si je ne peux me fier à vous. »

— Et bien, ceci n'est pas ma faute, répondit Talaat, mais celle des Allemands ; ils ont fait stopper le train. Le chef d'État-Major vient de revenir et fait grand tapage, disant que nous sommes trop conciliants à l'égard des Français et des Anglais et que nous ne devons pas les autoriser à partir ; au contraire qu'il faut les garder comme otages. Son intervention est cause du changement de plan. »

C'était bien ce que j'avais soupçonné ; Talaat s'était d'abord engagé vis-à-vis de moi, puis Bronssart, chef de l'État-Major

avait contremandé pratiquement ses ordres. Un tel aveu permettait la franche explication que je souhaitais depuis longtemps ; à cette époque, nos rapports étaient devenus si amicaux que je pouvais lui parler presque comme à mon propre fils.

— Allons plus loin, proposai-je ; dans vos relations avec les étrangers, vous avez besoin d'être conseillé, il faut décider si ce sera par moi ou par l'État-Major allemand ; croyez-vous que vous ayez raison de vous mettre entièrement dans les mains des Allemands ? Le moment peut venir où mon aide vous sera utile contre eux.

— Que voulez-vous dire par là ? interrogea mon interlocuteur avec une curiosité manifestement intense.

— Avant peu, vos alliés vous imposeront sûrement des obligations qui vous déplairont. Si vous pouvez objecter que l'ambassadeur américain s'y oppose, mon soutien peut vous devenir utile. De plus, vous savez que tous nous comptons sur la paix d'ici quelques mois ; vous n'ignorez pas qu'en réalité les Allemands ne tiennent pas à la Turquie, et vous n'avez certes aucun titre à la sympathie des Alliés. Il n'y a qu'une nation à laquelle vous pouvez vous adresser comme à un ami désintéressé, c'est aux États-Unis.

L'argument était si juste que j'eus à peine besoin de l'étayer par de longs raisonnements ; cependant, j'en possédais encore un autre qui porta davantage. La lutte entre le ministère de la guerre et les pouvoirs civils avait déjà commencé. Je savais que Talaat, bien que ministre de l'Intérieur et civil, était déterminé à ne rien sacrifier de son autorité à Enver, aux Allemands et aux représentants de l'armée. « Si vous laissez les Allemands gagner ce point aujourd'hui, continuai-je, vous serez pratiquement en leur pouvoir. Vous dirigez les affaires présentement, mais vous êtes toujours un civil. Permettez-vous à l'armée, représentée par Enver et par l'État-Major allemand, de contrôler vos ordres ? Il est évident que c'est ce qui est arrivé aujourd'hui. Si vous y consentez, vous verrez que, de ce moment, ils prendront la

direction des événements. Les Allemands placeront ce pays sous la loi martiale ; que ferez-vous alors, vous civils ? »

Visiblement ma thèse impressionna Talaat, car il garda le silence quelques instants, pesant évidemment mes observations, puis il me dit d'un ton très décidé : « Je vais vous aider ».

Il s'approcha de sa table et commença à faire fonctionner son appareil télégraphique. Je n'oublierai jamais ce tableau : ce Turc énorme, assis là, en pyjamas gris et fez rouge, transmettant activement ses dépêches, sa jeune femme le contemplant par une petite fenêtre, et les derniers rayons du soleil couchant inondant la pièce. Évidemment, le maître de la Turquie rencontrait des difficultés, et à mesure que le télégraphe enregistrait la discussion, il frappait les touches avec une irritation croissante. Il me confia que le major en surveillance à la gare, insistait pour avoir des ordres signés par Enver, — ceux par fil pouvant être facilement contrefaits. Talaat eut besoin de quelque temps pour découvrir Enver, puis tout le débat reprit apparemment à nouveau. Une nouvelle, télégraphiée à ce moment à Talaat, ruina presque ma cause. Ayant longuement et violemment tapé les touches de sa machine, son visage perdit son expression de gaieté et devint quasi-féroce ; il se tourna vers moi et m'expliqua :

« Les Anglais ont bombardé les Dardanelles ce matin et tué deux Turcs ! » Puis enchaînant, il continua : « Nous avons l'intention de tuer trois chrétiens pour chaque musulman massacré ».

Je crus un instant que tout était perdu. La physionomie de Talaat ne reflétait qu'un sentiment, — la haine. Plus tard, en lisant le rapport de Cromer sur les événements des Dardanelles¹, je constatai que le Comité britannique stigmatisait de faute cette attaque prématurée, qui dévoilait aux Turcs les plans des Anglais. Je peux témoigner que ce fut

1. Voir : *Rapport de la Commission parlementaire anglaise, dans l'expédition des DARDANELLES d'après les documents officiels anglais*, publié par Testis. Payot, éditeur.

une faute, pour une autre raison, car il s'en fallut de peu que ces quelques coups de canon ne détruisissent mes laborieuses combinaisons de départ des résidents étrangers. Talaat était furieux, et j'eus quelque peine à regagner le terrain perdu ; finalement, je réussis à l'apaiser. Il balançait manifestement entre l'envie de punir les Anglais et son désir de faire prévaloir sa propre autorité sur celle de ses rivaux. Heureusement, ce dernier motif l'emporta. A tout hasard, il était résolu à montrer que c'était lui le « boss » (*sic*).

Nous passâmes ainsi plus de deux heures, mon hôte involontaire cessant de temps à autre de télégraphier pour me communiquer les dernières informations politiques. Djavid, le ministre des Finances, avait démissionné, mais promettait de travailler avec eux dans la coulisse ; on avait obtenu du Grand Vizir que, malgré ses menaces, il conservât sa charge. Entre deux nouvelles, il m'assura que les ennemis fixés à l'intérieur du pays ne seraient pas inquiétés tant que Beyrouth, Alexandrette, ou tout autre port non fortifié ne seraient pas bombardés, mais en cas d'attaques on exercerait des représailles sur les Français et les Anglais. Sa conversation prouvait qu'il n'aimait pas spécialement les Allemands ; ils sont arrogants, insolents, dit-il, s'immiscent constamment dans les questions militaires et nous traitent avec mépris.

Enfin nous prîmes les derniers arrangements en vue du départ du train. Talaat avait souvent changé d'humeur pendant cette longue entrevue, se montrant tour à tour maussade, aimable, barbare et complaisant. Il y a un côté du caractère turc que les Occidentaux ne comprennent pas, c'est le sentiment profond de ce peuple pour « l'humour » ; Talaat lui-même appréciait un bon mot et une histoire comique. Maintenant qu'il avait rétabli nos relations amicales et s'était acquitté de sa promesse, il recouvra sa gaieté.

— Vos protégés peuvent partir à présent, dit-il en riant, « il est temps d'acheter vos *candis*, monsieur l'Ambassadeur ! »

Cette dernière remarque était une allusion aux petits cadeaux que j'avais offerts la nuit précédente aux femmes et aux enfants.

Je retournai immédiatement à la gare où je trouvai les voyageurs désolés assis à l'entour, dans l'attente d'une parole d'espoir. Quand je leur dis que leur départ était assuré pour le soir même, ils m'accablèrent sous l'expression de leurs remerciements et de leur gratitude.

CHAPITRE XIII

PROFANATION DE NOTRE-DAME DE SION

Talaat, en me révélant que Bronssart, le chef d'État-Major, avait réellement retenu ce train, me donna une information précieuse. Je décidai d'approfondir la question, et, dans cette pensée, je me rendis le lendemain chez Wangenheim. Je lui représentai que les autorités turques, ayant promis solennellement de traiter leurs ennemis avec décence, je ne pouvais tolérer aucune ingérence de la part du chef d'État-Major allemand. Wangenheim m'avait affirmé maintes fois que les Allemands considéraient le Président Wilson comme le futur médiateur ; en conséquence, j'usai vis-à-vis de lui du même argument qu'avec Talaat. « De tels procédés n'aideront pas votre pays, au jour du règlement final ! plaidai-je. Nous sommes en face d'une étrange situation ; une nation, soi-disant barbare comme la Turquie, se propose d'atténuer certaines horreurs de la guerre et veut traiter ses ennemis avec humanité et d'autre part un pays chrétien, supposé avoir de la culture, tel que l'Allemagne, cherche à contrecarrer cette résolution. Quelle impression, à votre avis, ceci fera-t-il sur le peuple américain ? »

Wangenheim protesta de son désir de seconder mes efforts et suggéra en retour que les États-Unis, à ma requête, garantissent toute liberté de commerce avec l'Allemagne, en sorte que son pays puisse recevoir des chargements de cuivre, de blé et de coton en abondance, sujet sur lequel, comme je le relaterai, il revint constamment.

En dépit de cette promesse, l'ambassade d'Allemagne ne m'aida nullement à protéger les résidents étrangers contre les mauvais traitements des Turcs. Or ma situation était délicate ; d'aucuns pouvaient estimer, qu'à cause de ma religion, je n'apportais pas tout le zèle désirable à soutenir les chrétiens, à protéger leurs institutions religieuses — hôpitaux, écoles, monastères et couvents — ; je crus naturellement que si je pouvais obtenir l'appui de mes collègues catholiques les plus puissants, mon prestige auprès des Turcs s'en trouverait augmenté. J'eus, à cette occasion, une longue entrevue avec Pallavicini, lui-même catholique et représentant de la première puissance catholique. Il me déclara franchement que Wangenheim ne ferait rien qui puisse ennuyer les Turcs ; on craignait alors fortement que les flottes anglaise et française, après avoir forcé les Dardanelles, ne prissent Constantinople, livrant la capitale à la Russie ; les armées turques, conclut mon interlocuteur, pourront seules empêcher pareille calamité ; les Allemands, en conséquence, étaient à la merci du gouvernement ottoman et reculeraient devant toute mesure susceptible de provoquer son antagonisme. Il voulait évidemment me persuader que son collègue et lui étaient désireux de me soutenir ; l'argument était bien pauvre, car il n'y avait pas de doute que les Turcs, si les Allemands ne s'étaient pas constamment interposés, se seraient conduits différemment. Le « génie du mal » n'était donc pas le gouvernement ottoman, mais von Bronsart, le chef d'État-Major allemand.

Le fait que certains membres du Cabinet turc, de culture européenne et chrétienne — des hommes comme Buxtany et Oskan — avaient démissionné, en protestation de l'entrée de la Turquie en guerre, rendait la situation des étrangers plus précaire encore. En outre, il se produisait de nombreux conflits d'influence ; un système adopté un jour était révoqué le lendemain, d'où il résultait que nous ne savions jamais à quoi nous en tenir. La promesse de Talaat, que les étrangers ne seraient pas maltraités ne régla aucunement la question, car certains sulbaternes, tels que Bedri

Bey, trouvaient fréquemment un prétexte pour enfreindre les ordres du ministre. En conséquence, il me fallait exercer une vigilance incessante ; je devais constamment faire appel à Talaat et Enver et m'assurer au surplus personnellement que leurs instructions étaient observées.

Un matin de novembre, je me réveillai à quatre heures ; j'avais rêvé, ou eu le pressentiment, qu'un danger menaçait les sœurs de Sion, communauté française qui, depuis de longues années, avait une école de filles à Constantinople. M^{me} Bompard, la femme de l'ambassadeur français, et plusieurs dames de la colonie française m'avaient spécialement recommandé cette institution. C'était une école admirablement organisée ; les filles d'un grand nombre des meilleures familles de toutes les nationalités la fréquentaient et quand toutes les élèves étaient rassemblées, les chrétiennes portant des croix en argent et les autres des étoiles d'argent, elles offraient un spectacle particulièrement beau et touchant. Naturellement, la pensée de Turcs brutaux faisant irruption dans une retraite semblable était suffisante pour exciter l'émoi de tout individu normal. Bien que n'ayant qu'un vague sentiment d'inquiétude, Mrs. Morgenthau et moi, nous résolûmes de nous rendre chez les sœurs, immédiatement après le déjeuner. En approchant du couvent, nous ne remarquâmes rien de particulièrement insolite, l'endroit était calme et l'atmosphère toute de paix et de sainteté. Mais au moment où nous montions le perron de la maison, cinq sergents de ville turcs marchèrent sur nos talons. Ils se pressèrent à notre suite dans le vestibule, à l'extrême consternation de quelques-unes des sœurs qui se trouvaient par hasard au parloir. Le simple fait que l'ambassadeur américain venait avec la police augmenta leur frayeur, bien que notre arrivée simultanée fût une pure coïncidence.

— Que désirez-vous ? demandai-je, m'adressant aux hommes. Comme ils ne parlaient que le turc, ils ne me comprirent naturellement pas et voulurent m'écarter. Ma propre connaissance de leur langue était excessivement limitée,

mais je savais que le mot « elchi » signifie « ambassadeur ». Aussi, me désignant, je dis : « Elchi américain ».

Cela seul produisit un effet magique. En Turquie, un ambassadeur est un personnage très révérend et les policiers respectèrent immédiatement mon autorité. Dans l'intervalle, les sœurs avaient fait mander leur Supérieure, la Mère Elvira, qui était une des personnes les plus distinguées et influentes de Constantinople. Ce matin, quand elle entra avec calme et se trouva en présence des sergents de ville turcs, ne donnant aucun signe de faiblesse et les tenant en respect par la grandeur et la dignité de son attitude, elle me produisit presque l'impression d'un être surnaturel. La Mère Elvira appartenait à l'une des plus aristocratiques familles de France ; c'était une femme d'une quarantaine d'années environ, aux cheveux et aux yeux noirs brillants, que faisait ressortir un visage pâle, rayonnant d'intelligence et de fermeté. Je ne pus m'empêcher de penser, en la contemplant ce jour-là, qu'il n'existait pas un cercle diplomatique dans le monde où sa présence n'eût ajouté de la grâce et de la dignité. En quelques secondes, elle comprit dans toute son étendue l'atroce situation présente ; elle fit chercher une sœur qui parlait le turc et interrogea les policiers. Ils dirent qu'ils agissaient sur les instructions de Bedri ; toutes les écoles étrangères devaient être fermées ce matin, le Gouvernement ayant l'intention de réquisitionner les bâtiments. Le couvent renfermait environ soixante-douze maîtresses et religieuses ; la police avait l'ordre de les enfermer toutes dans deux pièces, où elles seraient pratiquement prisonnières. Il y avait en outre environ deux cents enfants, celles-ci seraient simplement mises dehors et abandonnées à elles-mêmes. La circonstance qu'il pleuvait à torrents et que le temps était excessivement froid augmentait la barbarie du procédé, qui d'ailleurs était appliqué aux autres écoles ennemies et institutions religieuses de Constantinople au même moment.

Il était évident que, dans ce cas, je ne pouvais agir seul, et je téléphonai immédiatement à mon conseiller légal

ture de venir me rejoindre. Ici se place un autre incident, qui intéressera ceux qui croient aux interventions providentielles. Quand j'arrivai à Constantinople, le téléphone y était inconnu, mais au cours des derniers mois, une compagnie anglaise l'y avait installé. La nuit qui précéda les événements en question, mon avocat m'avait appelé, m'annonçant avec fierté que son téléphone fonctionnait ; j'inscrivis son numéro et je trouvai maintenant cette note dans ma poche. Sans mon interprète, j'aurais été bien embarrassé et, sans son téléphone, il m'eût été impossible de le mander auprès de moi.

En attendant sa venue, je retardai l'action des policiers, pendant que ma femme, qui heureusement parle français, s'enquérât auprès des sœurs de tous les détails. Elle connaissait suffisamment les Turcs, pour savoir qu'ils avaient d'autres plans que la simple proscription des religieuses et des enfants confiées à leur garde ; ils considèrent d'une façon générale que, dans ces institutions, on y entasse des quantités de choses précieuses, dont l'esprit populaire exagère en outre la valeur, et la supposition était plausible que, entre autre, but, cette expulsion n'était qu'une façon déguisée de s'approprier les trésors accumulés.

— Avez-vous ici des valeurs et de l'argent ? demanda Mrs. Morgenthau à l'une des sœurs.

Elles en avaient en effet une petite quantité, enfermée dans un coffret à l'étage supérieur. Ma femme me demanda d'occuper les agents turcs et s'éloigna tranquillement avec la sœur. En haut, celle-ci lui montra une centaine de carrés de flanelle blanche, dans chacun desquels avaient été cousues vingt monnaies d'or. En tout, les sœurs de Sion possédaient en argent liquide environ cinquante mille francs ; depuis quelque temps déjà, craignant d'être expulsées, elles avaient réuni leur argent de cette manière, afin de pouvoir l'emporter sur elles, s'il leur fallait quitter la Turquie. Elles possédaient, en outre, de nombreuses liasses de titres et beaucoup d'objets de valeur, telle que la charte de leur école. C'était plus que suffisant pour exciter la cupidité des

Ottomans. Mrs. Morgenthau savait qu'une fois l'édifice placé sous le contrôle de la police, les religieuses de Sion ne reverraient très vraisemblablement jamais leur argent. Avec leur aide, ma femme cacha promptement sur elle tout ce qu'elle put prendre, descendit l'escalier et, traversant une ligne de gendarmes, sortit sous la pluie. Mrs. Morgenthau me dit plus tard que son sang se glaça de peur, en passant devant eux, mais elle se raidit et demeura calme, en pleine possession d'elle-même. Elle monta dans l'auto qui attendait, se fit conduire à l'Ambassade, mit l'argent dans notre cave et retourna immédiatement à l'école. De nouveau, Mrs. Morgenthau gravit solennellement les marches de la maison avec les sœurs ; cette fois-ci, elles l'emmènèrent à leur église située derrière le couvent ; ces deux bâtiments étant reliés, il était facile de passer de l'un dans l'autre. Une des sœurs souleva un carreau à un endroit spécial du dallage, découvrant ainsi un nouveau monceau de monnaies d'or. Mrs. Morgenthau le fit disparaître sous ses vêtements, brava encore le cordon de police, ressortit sous la pluie et revint à l'ambassade. Ma femme, dans ces deux voyages, réussit à mettre à l'abri l'argent des religieuses.

Pendant ce temps, Bedri était arrivé ; il me dit que Talaat lui-même avait donné l'ordre de fermer toutes les institutions, et qu'il s'était proposé de terminer entièrement l'affaire avant 9 heures. Les Turcs, ainsi que je l'ai déjà fait observer, ont le sentiment de l'« humour », mais je dois ajouter que chez eux il se manifeste parfois avec quelque cruauté. Bedri semblait trouver naturel d'enfermer plus de soixante-dix femmes dans deux pièces et d'abandonner dans les rues de Constantinople deux cents jeunes enfants élevées délicatement, et que c'était même une bonne plaisanterie !

— Nous nous y mettions de bon matin et pensions avoir tout fini avant que vous n'en sachiez rien, dit-il en riant. Mais il paraît que vous ne dormez jamais.

— Vous êtes fous de vouloir nous jouer de tels tours, répliquai-je. Ignorez-vous que j'écris mes Souvenirs ? Si

vous continuez à vous comporter de la sorte, j'y parlerai de vous comme d'un gredin.

Cette remarque était une inspiration spontanée ; la pensée me vint alors pour la première fois que le récit de ces événements serait d'intérêt assez général pour être publié. Bedri prit ma déclaration au sérieux ; bien plus, elle sembla avoir sur lui un effet calmant.

— Avez-vous réellement l'intention d'écrire un livre ? répliqua-t-il presque anxieusement.

— Pourquoi pas ? Le général Lew Wallace — qui fut ministre ici — ne l'a-t-il pas fait ? « Sunset » Cox, un autre de nos représentants, n'en a-t-il pas publié un ? Pourquoi ne ferais-je pas comme eux ? Vous êtes un personnage si important que forcément j'aurai à parler de vous. Pourquoi continuez-vous à agir de telle façon que j'aurai à vous dépeindre sous les plus noires couleurs ? Ces religieuses ont toujours été vos amies, ne vous faisant jamais que du bien, elles ont élevé un grand nombre de vos filles ; pourquoi les traiter aussi ignominieusement ?

Mon discours fut efficace ; Bedri consentit à différer l'exécution de ses instructions jusqu'à ce que nous ayons réussi à téléphoner à Talaat. Quelques minutes plus tard, l'appareil me transmettait le rire de ce dernier.

« J'ai tâché de vous échapper, mais vous m'avez de nouveau attrapé. Pourquoi mener un tel tapage à propos de cette affaire ? Les Français eux-mêmes n'expulsèrent-ils pas leurs religieuses et leurs moines ? Pour quelle raison n'en ferions-nous pas autant ? »

Après que je lui eusse remontré combien cette hâte était indécente, Talaat commanda à Bedri de suspendre l'ordre jusqu'à ce que nous ayons pu discuter la question, ce qui donnait quelque répit à la Mère Elvira et aux sœurs. Juste au moment où nous nous préparions à partir, Bedri eut une nouvelle inspiration ; il avait apparemment oublié un détail.

— Nous laisserons les sœurs tranquilles pour le moment, dit-il, mais il faut que nous emportions leur argent.

Je dus acquiescer à sa proposition — non sans savoir que tous les objets de valeur étaient en sûreté à l'Ambassade américaine. Ainsi j'eus le plaisir d'assister aux perquisitions opérées par Bedri et ses acolytes dans tout l'établissement et de les surveiller. Tout ce qu'ils découvrirent fut une petite boîte en étain contenant quelque monnaie de cuivre, butin si insignifiant que les Turcs dédaignèrent de le prendre. Ils étaient très intrigués et désappointés, et jusqu'à l'heure actuelle, ils n'ont jamais su où était passé l'argent. Si mes amis turcs me font l'honneur de lire ces pages, ils trouveront l'explication d'un des nombreux mystères de ces jours angoissants.

Quelques-unes des fenêtres du couvent donnant sur la cour de la cathédrale, qui était propriété du Vatican, nous nous emparâmes de ce prétexte pour prétendre que le gouvernement turc ne pouvait le saisir. Les religieuses qui appartenaient à des nations neutres furent autorisées à conserver la partie de la maison opposée aux terres du Vatican, tandis que le reste de l'édifice fut plus tard converti en une école des Ponts et Chaussées. A ma requête, dix jours furent accordés aux religieuses françaises pour rentrer dans leur pays ; elles atteignirent toutes leur destination sans encombre, et la plupart ont à présent offert leurs services à des œuvres de bienfaisance et de guerre.

Bedri avait été si impressionné par ma déclaration fortuite de publier mes « Souvenirs », qu'à partir de ce moment il y fit constamment allusion. Je continuai à lui dire d'un ton railleur que, si sa conduite ne s'améliorait pas, je serais obligé de le représenter comme un gredin.

Un jour je lui demandai, tout à fait sérieusement, s'il ne pouvait rien faire qui m'autorisât à le dépeindre sous un aspect plus favorable, ce qui me fournit l'occasion que je cherchais depuis longtemps d'aborder un certain sujet. Depuis de nombreuses années, Constantinople avait été le centre de la traite des blanches, et un ramassis d'individus sans aveu opérait alors sous la protection d'une soi-disant synagogue. Un comité international, fondé pour combattre

cette racaille, m'avait choisi comme président. Je dis à Bedri qu'une chance lui était maintenant offerte de se faire une juste réputation ; du fait de la guerre, ses pouvoirs de préfet de police avaient été très étendus, et une action un peu énergique de sa part délivrerait définitivement la ville de cette honte. Bedri accepta avec enthousiasme, et la perfection et l'habileté qu'il déploya à me satisfaire lui donnent droit à la gratitude de tous les honnêtes gens. En peu de jours, les trafiquants en question prenaient la fuite pour se mettre en sûreté, mais la plupart furent arrêtés ; les étrangers, après avoir fait un temps de prison, furent bannis. Bedri me procura des photographies de tous les accusés et ceux-ci ont maintenant leur dossier dans nos archives criminelles.

Je ne rédigeais pas mes Souvenirs à cette époque, et je me crus cependant obligé de révéler au public la tâche accomplie par Bedri. J'envoyai, en conséquence, sa photographie — accompagnée de quelques mots sur sa belle conduite — au *Times* de New-York, qui la publia dans une édition du dimanche. Qu'un grand journal américain l'ait honoré ainsi le ravit au-delà de toute expression. Pendant des mois, il porta sur lui la page du *Times* qui le représentait, la montrant à tous ses amis. Cet événement mit fin à mes ennuis avec lui ; car le reste de mon séjour ne fut pas marqué d'incidents sérieux.

CHAPITRE XIV

WANGENHEIM ET LA

« BETHLEHEM STEEL COMPANY »

LA GUERRE SAINTE DÉCRÉTÉE EN ALLEMAGNE

Pendant ce temps, je pénétrai, plus intimement le caractère allemand contemporain, tel que le personnifiaient Wangenheim et ses compagnons; tout d'abord ils se révélèrent à nous sous leur jour le plus favorable, afin de s'insinuer dans nos bonnes grâces; mais lorsque avec le temps il devint évident que l'opinion publique aux États-Unis se rangeait presque unanimement du côté des Alliés et que le gouvernement de Washington n'enfreindrait pas les lois de la neutralité pour favoriser les intérêts germaniques, leur attitude amicale se modifia et devint presque hostile.

Wangenheim, avec une fatigante répétition, invoquait un grief qui n'est que trop connu — la vente de munitions américaines aux Alliés; je ne pouvais le rencontrer sans qu'il m'en parlât; il me demandait constamment d'écrire au Président Wilson, le priant de mettre un embargo sur la sortie de ces marchandises; bien entendu il ne tenait aucun compte de mon objection, à savoir qu'un tel commerce était parfaitement légitime. Lorsque la situation aux Dardanelles devint plus critique, son insistance s'accrut; il prétendait que la plupart des obus employés par la flotte franco-britannique étaient de provenance américaine et qu'ainsi les États-Unis se joignaient de fait aux ennemis de la Turquie.

Un jour, plus irrité qu'à l'ordinaire, il m'apporta un fragment d'obus, sur lequel se détachait nettement l'ins-

cription *B. S. Co.* « Regardez cela ! me dit-il. Je suppose que vous connaissez la signification de ce *B. S. Co.* C'est la marque de fabrique de la *Bethlehem Steel Company* ! Quelle ne va pas être la fureur des Turcs ! Et remarquez que nous allons rendre votre gouvernement responsable de ceci. Nos preuves sont chaque jour de plus en plus nombreuses, et nous irons jusqu'à exiger de vous des indemnités pour toute mort causée par les obus américains. Si vous préveniez votre département, afin qu'il mette un terme à ces ventes, la guerre serait bientôt finie. »

Je me retranchai derrière mes arguments habituels et appelai son attention sur le fait que l'Allemagne avait fourni des armes aux Espagnols dans leur guerre contre les États-Unis; mais tout ceci était sans objet. Il ne voyait qu'une chose, c'était que les subsides de nos industriels augmentaient les ressources de l'ennemi; le côté légal de la situation ne l'intéressait pas. Bien entendu, je refusai net d'écrire au Président à ce sujet.

Quelques jours plus tard, un long article, publié dans le *Ikdam*, discutait les relations turco-américaines; il était dans son ensemble excessivement élogieux pour l'Amérique; toutefois son dessein véritable était d'opposer le présent au passé et de montrer, qu'en fournissant des munitions aux ennemis de la Turquie, nous risquions de compromettre l'amitié historique liant nos pays. Il était évident que ceci n'avait d'autre but que de souligner la conclusion suivante : « D'après le rapport de nos correspondants aux Dardanelles, il paraît que la plupart des obus lancés par les Anglais et les Français, durant le dernier bombardement, furent fabriqués en Amérique. »

A cette époque, l'ambassade d'Allemagne disposait à son gré du *Ikdam* et en avait fait un instrument de sa propagande. Une déclaration semblable, étant donnée l'impressionnabilité et le fanatisme des Turcs, pouvait avoir les plus déplorables conséquences. Aussi abordai-je immédiatement la question avec celui que j'en rendais responsable : Wangenheim. Il protesta de son innocence, se fit blanc

comme l'enfant qui vient de naître, affirmant ignorer l'affaire entière.

Je lui fis remarquer que les déclarations parues dans le *Ikdam* étaient presque identiques à celles qu'il m'avait faites quelques jours auparavant ; que certaines expressions semblaient même un écho de sa propre conversation.

« Ou bien vous avez écrit cet article, dis-je, ou vous en avez fourni les idées maîtresses au journaliste qui l'a signé. »

Wangenheim comprit que cela ne servait à rien de nier plus longtemps, et avoua en être l'auteur.

« Eh bien ! prononça-t-il en redressant la tête, qu'allez-vous faire maintenant ? »

Cette brusque volte-face, digne du trop fameux Tweed¹, me confondit et, blessé au vif, je ripostai sur le champ :

« Je vais vous dire ce que je ferai et vous n'ignorez pas que je suis homme à exécuter mes menaces. Ou bien vous renoncerez à soulever contre nous le sentiment populaire, ou j'entreprendrai une campagne anti-allemande. Vous connaissez la fragilité de votre situation ici, vous n'êtes guère aimés, tandis qu'il est de toute évidence que nous, Américains, sommes plus populaires que vous. Supposez que j'apprenne aux Turcs que vous vous servez d'eux uniquement dans votre intérêt personnel, que vous ne les considérez pas réellement comme vos alliés, mais simplement comme des pions dans le jeu que vous jouez. Voyez quel résultat vous obtenez en touchant ma corde sensible, en menaçant d'exciter contre nous des sentiments d'animosité ! Vous exposez nos maisons d'éducation et nos institutions religieuses aux attaques des Turcs ; personne ne sait ce dont ceux-ci seraient capables, s'ils étaient convaincus que leurs parents ont été tués par des balles américaines. Cessez vos intrigues immédiatement, ou dans trois semaines tous les

1. Célèbre « Boss » qui représenta les intérêts de Tammany Hall, dans la ville de New-York en 1870. Son nom aux États-Unis est synonyme de corruption électorale et inspire la plus juste méfiance aux citoyens intègres.

Turcs exécuteront vos compatriotes. Ce sera la guerre entre nous et je suis prêt à la soutenir. »

L'attitude de Wangenheim changea aussitôt. Il se retourna, mit sa main sur mon épaule et prit un air plus conciliant, presque affectueux.

« Allons, vous avez raison, ne nous querellons pas. Je comprends que ces attaques pourraient nuire à vos amis, les missionnaires ; je vous promets d'y mettre fin. »

A dater de ce jour, la presse turque ne se permit plus la moindre allusion malveillante contre nous, avec une soudaineté prouvant bien que les Allemands avaient appliqué ici un de leurs expédients favoris — le contrôle absolu du gouvernement sur la presse. Mais quand je pense aux complots infâmes que tramait Wangenheim à ce moment, son opposition à l'emploi de quelques obus américains par des navires de guerre anglais — s'il est vrai que ceux-ci s'en servirent, ce dont je doute fortement — semble presque grotesque.

Aux premiers jours de la guerre, il m'avait confié que son pays avait de sérieuses raisons de forcer la Turquie à entrer dans le conflit ; il me donna cette explication tranquillement, avec nonchalance, comme étant la chose la plus naturelle du monde. Assis dans son bureau, entre deux bouffées de son gros cigare allemand, il m'exposa que le plan allemand consistait à exciter contre les chrétiens le fanatisme de la population musulmane. Le Kaiser avait projeté de faire une véritable « Guerre Sainte » pour ruiner l'influence anglaise et française en Orient. « La Turquie en elle-même ne nous importe guère ; son armée est faible, et nous ne comptons pas qu'elle fera grand chose ; elle se tiendra en grande partie sur la défensive. Mais la *grosse affaire* (sic) c'est la population musulmane. Si nous parvenons à la dresser contre les Anglais et les Russes, nous pourrions obliger ceux-ci à faire la paix. »

La signification des propos de Wangenheim devint tout à fait évidente le 13 novembre, quand le Sultan publia sa déclaration de guerre ; c'était en réalité un appel à une

Jihad ou « Guerre Sainte » contre les Infidèles. Bientôt après, le Sheik-ul-Islam, à son tour, convoqua le peuple musulman à se soulever et à massacrer ses oppresseurs chrétiens, concluant par ces mots : « O Musulmans ! vous qui êtes si passionnément épris de bonheur, vous qui êtes à la veille de sacrifier votre vie et vos biens pour la cause du droit et de braver les périls, groupez-vous maintenant autour du trône impérial, obéissez aux ordres du Tout-Puissant qui, dans le Koran, nous promet la béatitude dans ce monde et en l'autre, et comprenez que l'État est en guerre avec la Russie, l'Angleterre, la France et leurs alliés et que ces pays sont les ennemis de l'Islam. Le Commandeur des Croyants, le Calife, vous appelle sous sa bannière pour la Guerre Sainte ! »

Les chefs religieux lurent cette proclamation à leurs congrégations réunies dans les mosquées ; tous les journaux l'imprimèrent en gros caractères ; elle fut largement répandue dans les contrées de population mahométane — aux Indes, en Chine, en Perse, en Egypte, à Alger, à Tripoli, au Maroc, etc., etc... ; on la communiqua aux multitudes assemblées, que l'on exhortait ensuite à l'obéissance passive. *L'Ikdam*, journal turc devenu propriété allemande, stimulait constamment le fanatisme populaire. « La conduite de nos ennemis, écrivait-il, a enflammé la colère divine ! Une lueur d'espoir brille à l'horizon. Vous tous, Mahométans, jeunes et vieux, hommes, femmes et enfants, faites votre devoir, afin que la lueur ne s'évanouisse pas, mais resplendisse à jamais. Que de grandes choses peuvent accomplir les hommes forts soutenus par leurs femmes et leurs enfants !... Le moment d'agir est venu. Tous, nous combattons avec toutes nos forces, de toute notre âme, par tous les moyens, avec toute notre énergie physique et morale. Et ainsi nous assurerons la délivrance des Mahométans asservis. Alors, si Allah le veut, nous marcherons la tête haute, aux côtés des amis qui sympathisent avec le Croissant ! Allah est avec nous et le prophète nous protège. »

La proclamation du Sultan était un document officiel, ne

parlant de la guerre sainte que de façon générale. Environ à la même époque, parut une brochure prodiguant aux fidèles des instructions plus précises qui, elle, ne fut pas paraphrasée publiquement dans les mosquées, mais distribuée clandestinement aux Indes, en Egypte, au Maroc, en Syrie et autres contrées ; elle était imprimée — trait significatif — en langue arabe. C'était un long document, (la traduction anglaise contient 10.000 mots) rempli de citations tirées du Koran et qui, sur un ton délirant, n'était qu'un appel à la haine des races et des religions, donnant jusqu'à un plan détaillé pour l'assassinat et l'extermination de tous les chrétiens — ceux de nationalité allemande exceptée. Quelques passages en préciseraient les tendances : « O Musulmans fidèles et bien-aimés ! considérez rien qu'un instant la situation présente de la nation islamique, car si vous y pensez seulement quelques minutes, vous pleurerez longuement. La triste existence de nos frères fera couler vos larmes et vous brûlera de douleur. Voyez la grande nation indienne, habitée par des centaines de millions de Musulmans, tombée par suite de sa faiblesse et des scissions religieuses de ses habitants au pouvoir des ennemis de Dieu, les Anglais infidèles. Voyez aussi les quarante millions de Mahométans qui, à Java, gémissent sous le poids des chaînes et de l'affliction, sous la domination des Hollandais, bien que ces Infidèles leur soient inférieurs en nombre et que leur civilisation n'égale pas la nôtre. Et encore l'Egypte, le Maroc, Tunis, l'Algérie et le Soudan, qui souffrent les pires maux et endurent le joug des ennemis du Très-Haut ! Jetez les yeux sur l'immense Sibérie, sur le Turkestan, Khiva, Bokhara, le Caucase, la Crimée, Kazan, Ezferhan, Kosahastan ! Et enfin considérez la Perse, qui risque d'être morcelée ; et la ville des Califes, qui depuis des siècles résiste opiniâtrement à l'envahisseur et est maintenant à la merci de ses plus rudes assauts ! Ainsi, n'importe où se posent vos regards, vous constatez que les ennemis de la vraie religion, en particulier les Anglais, les Russes et les Français, ont asservi l'Islam et violé

ses droits de toutes les manières possibles. Nous ne pouvons énumérer les insultes infligées par ces nations, qui désirent nous anéantir, en nous chassant de la surface terrestre. Cette tyrannie a dépassé les limites supportables, la coupe de nos malheurs est prête à déborder...

« En résumé les Musulmans peinent et les Infidèles en profitent, les Musulmans ont faim et souffrent, et les Infidèles se gorgent de superflu et vivent dans le luxe. L'Islamisme dégénère et rétrograde, tandis que le Christianisme progresse et triomphe ; les Musulmans sont les esclaves de leurs tout-puissants adversaires : ceci parce que les disciples de Mahomet ont négligé la loi du Koran et ignoré la guerre sainte qu'il ordonne... Mais l'heure de cette guerre à sonné et, grâce à elle, l'empire du Croissant sera délivré à jamais de la tyrannie chrétienne ; elle s'impose à nous comme un devoir sacré. Apprenez que le sang des Infidèles peut être versé impunément — excepté celui des alliés¹ que nous avons promis de protéger...

« L'extermination des misérables qui nous oppriment est une tâche sainte, qu'elle soit accomplie secrètement ou ouvertement, suivant la parole du Koran : « Prenez-les et tuez-les où que vous les trouviez ; nous vous les livrons » et vous donnons sur eux pouvoir entier ».

« Celui qui en tuera même un seul sera récompensé par Dieu. Que chaque Musulman, dans quelque partie du monde que ce soit, jure solennellement d'abattre au moins trois ou quatre des chrétiens qui l'entourent, car ils sont les ennemis d'Allah et de la foi ! Que chacun de vous sache que sa récompense sera doublée par le Dieu qui a créé le ciel et la terre ! Celui qui obéira à cet ordre sera préservé des terreurs du Jugement dernier et assuré de la résurrection éternelle. Qui reculera devant un si petit effort pour mériter une si belle récompense ?... L'heure est venue où nous devons nous soulever en masse, l'épée d'une main, le fusil de l'autre ; nous remplirons nos poches des projectiles qui sé-

1. Nous voyons par là que les Allemands et les Autrichiens étaient exclus des massacres.

ment le feu et la mort ; notre cœur resplendira de la lumière de l'espérance et nous élèverons nos voix, disant : « Les Indes aux Musulmans des Indes, Java aux Musulmans javanais, l'Algérie aux Musulmans algériens, le Maroc aux Musulmans marocains, Tunis aux Musulmans tunisiens, l'Égypte aux Musulmans égyptiens, Iran aux Musulmans iraniens, Turan aux Musulmans turaniens, Bokhara aux Musulmans bokhariens, le Caucase aux Musulmans caucasiens, et l'Empire ottoman aux Musulmans arabes et turcs ! »

Tout était prévu jusqu'au moindre détail pour l'exécution de cette sainte entreprise. On avait le choix entre participer à une « guerre de sentiment » — c'est-à-dire que chaque disciple du Prophète, nourrisse dans son cœur la haine de l'infidèle ; ou à une « guerre par la parole » — c'est-à-dire que, par la voix et la plume, tout Musulman sème cette même haine autour de lui ; — enfin à une guerre d'action, pour combattre et tuer l'infidèle partout où il se trouverait. Cela, disait la brochure, est la « vraie guerre ». Il y aura une « petite guerre sainte » et « une grande guerre sainte » ; la première sera celle que chaque Mahométan livrera dans sa communauté à ses voisins chrétiens, et la seconde la grande lutte mondiale engagée par les Islamites des Indes, de l'Arabie, de la Turquie, de l'Afrique, contre leurs tyrans.

« La Guerre Sainte, continuait-on, revêtira trois formes ; d'abord la guerre individuelle, consistant dans l'action personnelle, qui peut être faite avec les armes ordinaires, ainsi qu'un de nos coréligionnaires en usa vis-à-vis de Peter Galy, le gouverneur anglais ; ou encore comme dans le meurtre du chef de police anglais des Indes et comme dans l'assassinat d'un haut fonctionnaire, commis à la Mecque par Abi Busir (puisse-t-il plaire à Allah). » Le document citait en outre différents crimes et enjoignait aux fidèles de s'en inspirer. Il ordonnait en second lieu de constituer des « bandes » et d'aller massacrer les chrétiens ; les plus utiles seraient organisées secrètement et opéreraient de même tandis que dans la troisième méthode l'action serait confiée à des troupes régulières.

Le ton de ces différentes citations trahit assez la part de l'Allemagne, dans la rédaction de cette exhortation à la révolte : on massacrera les populations qui ont courbé des Musulmans sous leur joug. Les Allemands n'ayant aucun sujet mahométan dans leurs colonies, cette clause les protégeait donc ; mais avec leur habituel égoïsme, ils exposaient leurs alliés autrichiens, puisqu'en Bosnie et Herzégovine, on trouve de nombreux adeptes du Prophète. Les Musulmans ont l'ordre de former des armées « serait-il même nécessaire d'y introduire quelques éléments étrangers », c'est-à-dire nommer des instructeurs et des officiers allemands. « Rappelez-vous (ceci avait pour but de protéger les Allemands) qu'il est contraire aux lois de combattre aucun peuple de religion différente, qui s'est uni à nous, ou n'a pas manifesté d'hostilité envers notre Calife, ou qui s'est mis sous notre protection. »

Bien entendu, Wangenheim ne m'avait pas avoué que les Allemands désiraient soulever de façon générale les Mahométans contre l'Entente ; mais tout ce que j'ai cité indique clairement la source réelle de cet extraordinaire document. A l'époque où il en discuta avec moi, il semblait convaincu qu'une « Guerre Sainte » de ce genre serait le moyen le plus rapide de forcer l'Angleterre à faire la paix ; conformément à ce point de vue, c'était donc une grande offensive de paix. Implicitement, il trahissait la conviction — celle de tous les cercles officiels — que l'Allemagne avait commis une erreur en entraînant l'Angleterre dans le conflit, et il croyait évidemment aujourd'hui que, si de sourdes menées pouvaient être tramées aux Indes, en Egypte, au Soudan, l'Empire britannique se retirerait de l'action. Même si les Mahométans britanniques refusaient de se soulever, il estimait que la seule menace d'une pareille révolte pousserait l'Angleterre à abandonner à leur sort la Belgique et la France.

Le danger de répandre, parmi un peuple furieusement fanatique, une littérature aussi incendiaire, est manifeste. Je n'étais pas le seul diplomate neutre en redoutant les sérieuses conséquences. M. Tocheff, le Ministre bulgare, un

des membres les plus capables de notre corps, ne dissimulait pas son inquiétude. A cette époque, la Bulgarie était neutre, et M. Tocheff avait coutume de me dire que son pays espérait le demeurer. « Les deux camps, dit-il, recherchent notre alliance, et notre politique est de les maintenir dans cette expectative. Si l'Allemagne réussit à déchaîner une « Guerre Sainte » et que des massacres en résultent, nous nous joindrons certainement à l'Entente ». Je le décidai à se rendre chez Wangenheim, pour lui répéter cette déclaration, pendant que j'exerçais une pression similaire sur Enver.

Heureusement, dès le principe la « Guerre Sainte » fit faillite. Les Mahométans de certains pays, tels que les Indes, l'Egypte, Alger, et le Maroc se savaient mieux traités, qu'ils ne pouvaient espérer l'être nulle part ailleurs ; dans leur naïveté, ils ne pouvaient comprendre l'objet d'une guerre sainte contre certains chrétiens, et en même temps l'alliance avec d'autres nations chrétiennes, telles que l'Allemagne et l'Autriche : cette contradiction rendait la proposition ridicule. Le Koran, c'est vrai, ordonne le massacre des chrétiens, mais il ne fait pas d'exception en faveur des Allemands et, dans l'esprit du fanatique mahométan, un *rayah* allemand est un « chien de chrétien » tout comme un Anglais ou un Français, et son assassinat un acte tout aussi méritoire. Les subtilités, suscitées par la diplomatie occidentale, lui étaient aussi étrangères que la loi de la gravitation ou l'hypothèse des nébuleuses. En négligeant d'en tenir compte, les Allemands fournirent une nouvelle preuve de leur maladresse fondamentale et de leur ignorance complète des conditions mondiales. Le seul fait tangible, qui ressorte clairement de cette croisade, c'est le désir du Kaiser de pousser à une autre Saint-Barthélemy 300.000.000 de Mahométans.

N'y eut-il alors aucune « Guerre Sainte ? » La *grosse affaire* de Wangenheim échoua-t-elle réellement ? Chaque fois que je pense à cette burlesque *Jihad*, une scène qui se déroula à l'ambassade américaine se présente à mon esprit.

Enver est assis à un bout de la table, buvant paisiblement son thé, à petites gorgées, en mangeant des gâteaux ; je lui fais vis-à-vis, engagé dans le même passe-temps pacifique. C'est le 14 novembre ; la veille, le Sultan a déclaré sa guerre sainte, il y a eu des réunions dans les mosquées et autres endroits, on y a lu la déclaration de guerre ; des discours enflammés y ont été prononcés. Enver m'assure toutefois qu'on ne fera aucun mal aux Américains ; en fait, qu'il n'y aura de massacre nulle part. Pendant qu'il parle, un de mes secrétaires entre et m'informe qu'un petit groupe manifeste contre certains établissements étrangers, qu'il a assailli un magasin autrichien qui avait imprudemment conservé son enseigne annonçant la vente de « vêtements anglais ». Je demande à Enver ce que cela signifie ; il me répond que c'est une erreur, personne ne sera inquiété. Quelques instants après son départ, je suis prévenu que la foule s'est attaquée au *Bon Marché*, un magasin de tissus français, et se dirige en droite ligne vers l'ambassade britannique. J'appelle immédiatement Enver au téléphone ; tout va bien, assure-t-il, il n'y aura rien à l'ambassade. Une ou deux minutes plus tard, la populace fait volte face et part pour Tokatlian, le premier restaurant de Constantinople. Le fait que le groupe est dirigé par un Arménien suffit à tout expliquer. Six hommes, armés de crocs, brisent les glaces et les fenêtres, d'autres enlèvent les dessus de marbre des tables et les réduisent en miettes ; en quelques instants l'établissement est complètement saccagé.

Cette démonstration représenta la « Guerre Sainte », telle que la comprit Constantinople ! Ainsi finit misérablement la honteuse tentative allemande de soulever 300.000.000 de Mahométans contre la chrétienté ! Le Kaiser n'obtint pour tout résultat, en propageant ces théories subversives, que de faire germer dans le cœur du Musulman cette haine intense du chrétien qui est la caractéristique de son étrange et impressionnable nature, et d'allumer des passions qui se manifestèrent plus tard, lors des massacres des Arméniens et autres populations asservies.

CHAPITRE XV

DJEMAL, UN MARC-ANTOINE GÉNANT. PREMIÈRE TENTATIVE DE PAIX ALLEMANDE

Au début de novembre 1914, il y eut à la gare de Haidar Pacha une imposante manifestation. Djemal, le ministre de la Marine, l'un des trois hommes les plus puissants de l'Empire turc, partait prendre le commandement de la quatrième armée, dont le Quartier Général était en Syrie. Ses collègues et autres personnages influents avaient tenu à lui faire des adieux publics, dans lesquels ils l'appelèrent le « Sauveur de l'Égypte ». En réponse à ces harangues, Djemal déclara emphatiquement : « Je ne reviendrai pas à Constantinople avant d'avoir conquis l'Égypte ! »

Cette scène me sembla quelque peu théâtrale. Involontairement, j'évoquai le souvenir du troisième membre d'un autre triumvirat, non moins sanguinaire, qui, environ deux mille ans auparavant, avait quitté son pays natal pour devenir le dictateur suprême de l'Orient. Or Djemal ressemblait sous plus d'un rapport à Marc-Antoine ; comme lui, sa vie privée était désordonnée ; comme lui, il était un joueur insatiable, passant la plus grande partie de ses loisirs au cercle d'Orient ; ainsi que le grand orateur latin, il était effroyablement vaniteux. L'empire turc semblait se désagréger à son époque, exactement comme la république romaine tombait en dissolution aux jours d'Antoine ; Djemal croyait hériter lui-même d'une ou de plusieurs provinces, et fonder peut-être une dynastie. Il espérait que l'expédition militaire, qu'il allait commander, ne ferait pas de lui seulement

le conquérant du plus bel apanage de la Turquie, mais l'un des personnages les plus puissants du monde. Plus tard, en Syrie, il gouverna avec une indépendance semblable à celle des barons spoliateurs du moyen âge, auxquels il ressemblait par d'autres traits ; il devint une sorte de vice-sultan, tenant sa cour personnelle, ayant son selamlık particulier, rendant ses ordonnances, administrant la justice d'après ses idées particulières et ignorant souvent les autorités de Constantinople.

Les applaudissements, dont ses collègues saluèrent son départ, n'étaient pas absolument désintéressés. A la vérité, la plupart de ceux-ci étaient très contents de le voir partir, entre autres, Talaat et Enver qui se félicitaient à la pensée qu'il exercerait sa tyrannie et sa volonté inflexible sur les Syriens, les Arméniens et autres éléments non-musulmans, dans les provinces méditerranéennes. Djemal n'était pas populaire à Constantinople ; les deux autres triumvirs joignaient à leurs qualités de politiciens certains côtés attrayants — Talaat cachait, sous une rude virilité, une bonhomie spontanée, Enver plaisait par son courage et sa grâce personnelle — tandis que Djemal n'avait rien de sympathique. Un docteur américain, physionomiste réputé, me déclara que Djemal était un sujet prodigieux, qu'il n'avait jamais vu de visage, alliant comme le sien la férocité à une semblable expression d'autorité et de perspicacité. Enver, comme le montrait sa vie, pouvait être cruel et sanguinaire, mais il dissimulait ses penchants les plus perfides sous une apparence douce, tranquille, même agréable. Djemal, lui, ne déguisait pas ses tendances, sa figure était le portrait fidèle de son caractère. L'extraordinaire acuité de son regard, la surprenante vivacité avec laquelle d'un seul coup d'œil il embrassait tous les détails d'une scène, trahissaient à son insu sa cruauté et son égoïsme ; son rire même, qui découvrait ses dents blanches, était déplaisant et bestial ; ses cheveux et sa barbe noirs, contrastant avec son visage pâle, augmentaient encore cette impression. Au début, sa personne semblait insignifiante ; sa taille, au-dessous de la

moyenne, presque trapue et légèrement voûtée, ses moindres gestes révélaient cependant une vigueur peu commune. Quand il vous serrait la main, vous l'étreignant comme dans un étau, fixant sur vous son regard furtif et pénétrant, on était impressionné par son tempérament singulier.

Dès le début de nos relations, je ne fus pas étonné d'apprendre qu'il était homme à ne pas hésiter ni devant l'assassinat, ni devant un simulacre d'exécution judiciaire. Comme tous les Jeunes-Turcs, il était de très humble origine ; il appartenait au Comité Union et Progrès dès sa formation, dont il était rapidement devenu un des personnages principaux, tant par son influence personnelle qu'à cause de l'inflexibilité de son caractère. Après le meurtre de Nazim, Djemal fut nommé gouverneur militaire de Constantinople ; le plus clair de ses fonctions consistait à écarter de la scène les adversaires des autorités souveraines, tâche qu'il accomplit à merveille, sans reculer devant le règne de terreur qui s'ensuivit. Par la suite, il devint ministre de la Marine ; mais il ne s'accordait guère avec le Cabinet, étant souvent un collègue gênant. A l'époque qui précéda la rupture avec l'Entente, on le considérait généralement comme francophile ; quels qu'aient pu être ses sentiments pour l'Entente, il ne cherchait pas à cacher son horreur des Allemands. On raconte qu'il blasphémait contre eux en leur présence, — en turc naturellement, — et il était un des rares fonctionnaires importants qui ne subirent jamais leur influence. De fait, il représentait cette tendance, dont l'influence s'imposa rapidement à la politique gouvernementale — le Pan-Islamisme. Il méprisait les peuples asservis de la nation ottomane — les Arabes, les Grecs, les Arméniens, les Circassiens, les Juifs et souhaitait turquifier (*sic*) tout l'Empire. Son ambition personnelle le mit fréquemment en conflit avec Enver et Talaat ; ils me dirent souvent qu'ils ne pouvaient l'apaiser ; pour cette raison, comme je l'ai dit, ils étaient contents de le voir partir — non pas parce qu'ils comptaient réellement sur lui pour s'emparer du canal de Suez et chasser les Anglais

d'Égypte ; sa nomination de chef d'armée indiquait clairement le degré de désorganisation du pays, car sa véritable place était en qualité de ministre de la Marine de s'occuper des services de la Flotte, et non de diriger une expédition dans les sables brûlants de la Syrie et du Sinaï.

Cette campagne fut toutefois la tentative la plus théâtrale de la Turquie pour soutenir son prestige militaire contre les alliés. Quand Djemal sortit de la gare, le peuple turc tout entier comprit qu'une heure historique venait de sonner. En moins d'un siècle, la Turquie avait perdu la majeure partie de ses Dominions, et ce dont son orgueil national avait le plus souffert, avait été l'occupation anglaise de l'Égypte. Pendant la durée de cette occupation, la suzeraineté turque avait été reconnue ; mais dès que l'empire ottoman eut déclaré la guerre à l'Entente, les Anglais mirent fin à cette fiction et affirmèrent formellement leurs droits de possession. L'expédition de Djemal répondait à cette affirmation. Le but réel de la guerre, avait-on dit au peuple, consistait à restaurer l'empire des Osmanlis, menacé de disparaître, et la conquête de l'Égypte représentait la première étape de ce vaste projet. Les Turcs savaient aussi que, sous l'administration anglaise, la province perdue était devenue une contrée prospère et que le conquérant y trouverait de grandes richesses. Il n'est donc pas surprenant que les hourras du peuple aient accompagné le départ de Djemal.

Environ à la même époque, Enver partit prendre le commandement de l'autre grande entreprise militaire de la Turquie, celle dirigée contre les Russes, sur la frontière du Caucase. Là aussi, il y avait des territoires musulmans à « rédimier ». Après la guerre de 1878, la Turquie avait été forcée de céder à sa voisine les productives régions, situées entre la mer Caspienne et la mer Noire, où la population arménienne prédominait, et c'était ce pays qu'Enver se proposait de reconquérir. Mais nulle ovation ne salua le « Héros de la révolution », quand il partit rejoindre son poste ; il quitta la ville tranquillement et sans être remar-

qué. Le départ de ces deux hommes marquait la participation réelle de leur Patrie à la guerre.

En dépit de ces belliqueuses apparences, un autre genre d'action se développa parallèlement à Constantinople. A cette époque — fin de 1914 — bien qu'extérieurement tout proclamât l'état de guerre, cette capitale devint soudain le Grand Quartier Général de la paix. La flotte anglaise menaçait constamment les Dardanelles, et chaque jour des troupes turques traversaient les rues ; mouvements qui ne retenaient pas l'attention de l'Ambassadeur d'Allemagne, car il ne pensait qu'à une chose, et à une seule chose ; ce farouche matamore se transforma subitement en apôtre de la paix ! Il découvrait maintenant que le plus grand service qu'il pouvait rendre à son empereur, de par ses fonctions, était de terminer la guerre à des conditions préservant l'Allemagne de l'épuisement et même de la ruine, d'obtenir un arrangement qui la ferait rentrer dans la Société des Nations !

En novembre, il commença à discuter le sujet. « Cela fait partie de l'organisation allemande, me dit-il, d'être complètement préparée pour la guerre comme pour la paix. Un général prudent, quand il commence sa campagne, a toujours sous la main ses plans de retraite, au cas où il serait vaincu, principe qui s'applique à une nation sous les armes. La guerre n'offre qu'une certitude, c'est qu'elle finira un jour. Ainsi quand nous élaborons nos plans de combat, devons-nous envisager la cessation des hostilités. »

Il s'intéressait d'ailleurs à quelque chose de plus tangible que ce principe philosophique. L'Allemagne avait de pressantes raisons de souhaiter ce que son ambassadeur discutait franchement et cyniquement. Sa patrie, selon lui, ne s'était préparée que pour une guerre de courte durée, parce qu'elle avait compté écraser la France et la Russie en deux brèves campagnes, durant au plus six mois. Il était clair que ce plan avait échoué, et invraisemblable que désormais l'Allemagne gagnât la guerre. « L'Empire, m'expliqua-t-il longuement, commettrait une grande faute s'il

persistait dans la lutte jusqu'à l'épuisement, car ce serait la perte définitive de ses colonies et de sa marine marchande, la ruine de son commerce. « Si nous ne prenons pas Paris dans trente jours, nous sommes battus », m'avait-il dit déjà en août, si bien que son attitude se modifia après la bataille de la Marne; il ne chercha pas à dissimuler le fait que la grande poussée avait avorté, que tout ce que ses compatriotes pouvaient espérer était une pénible guerre d'usure, se terminant par une paix blanche. « Nous avons fait une faute *cette fois*, en ne nous approvisionnant pas pour une lutte prolongée; nous ne commettrons plus semblable erreur *la prochaine fois*, nous emmagasinerons assez de cuivre et de coton pour durer cinq années. »

Il avait une autre raison pour désirer une paix immédiate, raison qui met bien en lumière l'impudence de la diplomatie allemande. Les préparatifs que faisait la Turquie pour la conquête de l'Égypte l'inquiétaient grandement. Je pensai, au début, qu'il craignait que son alliée ne fût battue, mais il me confia que sa peur véritable était qu'elle vainquît ! La réussite turque en Égypte contrarie-rait les plans du Kaiser; en ce cas, la Turquie insisterait naturellement, à la conférence de paix, pour conserver ce grand État et compterait sur l'Allemagne pour soutenir sa revendication. Or, il n'était pas dans les intentions de cette nation de favoriser le rétablissement de l'Empire turc. A cette époque, elle espérait arriver à une entente avec l'Angleterre, basée sans doute sur un partage des intérêts en Orient. Elle désirait avant tout obtenir la Mésopotamie, tronçon indispensable du chemin de fer Hambourg-Bagdad. En retour, elle était prête à sanctionner l'annexion anglaise de l'Égypte. Ainsi, elle se proposait de partager avec l'Angleterre les deux plus beaux Dominions de la Turquie ! C'était l'une des propositions qu'elle comptait soumettre à la conférence de la paix, conférence dont son représentant projetait maintenant de hâter l'heure. La conquête de l'Égypte par la Turquie menaçait donc la réalisation d'un tel dessein. Inutile de commenter la moralité de l'attitude

de l'Allemagne envers son alliée. La combinaison entière s'accordait avec sa politique « réaliste » vis-à-vis des nations étrangères.

A la fin de 1914 et au début de 1915, dans toutes les classes de la population allemande, on souhaitait anxieusement la paix; les regards se tournaient vers Constantinople, comme vers l'endroit offrant les meilleures chances de succès pour des ouvertures de ce genre. Les Allemands étaient persuadés que le Président Wilson serait le médiateur entre les peuples en guerre; de fait, ils ne pensèrent jamais que ce rôle pût échoir à quelque autre personnalité. Le seul point restant à considérer était la façon la plus favorable d'aborder le Président; les négociations préliminaires seraient évidemment conduites par l'entremise d'un des ambassadeurs américains en Europe; or, l'Allemagne n'ayant plus l'opportunité de s'aboucher avec l'un d'eux dans les capitales ennemies, tout la poussait donc à s'adresser à l'ambassadeur américain en Turquie. A ce moment, arriva à Constantinople un diplomate allemand qui a assumé une part importante dans l'histoire des derniers événements: le Dr Richard von Kühlmann. Son récent passage au Ministère des Affaires Étrangères n'est pas encore oublié, pas plus que les diverses missions diplomatiques, de nature confidentielle, qui lui furent confiées à plusieurs reprises. Le Prince Lichnowsky¹ a dépeint son activité à Londres en 1913 et 1914, et l'on sait quelle responsabilité lui revient dans l'élaboration du traité de Brest-Litowsk. Aux premiers jours de la guerre, il vint à Constantinople, en qualité de Conseiller de l'Ambassade allemande, pour remplacer von Mutius, appelé sous les drapeaux. Ce choix était d'autant plus heureux que Kühlmann, né à Constantinople, y avait passé ses jeunes années, son père étant président du chemin de fer d'Anatolie; il comprenait les Turcs comme seuls le peuvent ceux qui ont vécu de longues années avec eux. Le corps diplomatique apprécia vivement son arrivée. Il ne

1. Voir : *Mémoire du Prince Lichnowsky*. Payot et Co, Paris.

me donna pas l'impression d'un homme agressif, mais celle d'un compagnon très agréable, se mettant particulièrement en frais avec l'Ambassade américaine. Il possédait pour nous un attrait certain, en ce que, venant directement du front, il pouvait nous en brosser des tableaux véridiques ; nous éprouvions tous un intérêt passionné pour les conditions de la guerre moderne et, par les détails qu'il nous fournit sur les combats des tranchées, il nous tint littéralement sous le charme nombre d'après-dîner et de soirées. Son autre sujet favori de conversation était la *Welt Politik* (politique mondiale), dont il connaissait remarquablement tous les problèmes.

Nous ne le considérions pas alors comme un personnage important, et cependant le zèle qu'il déployait dans ses fonctions frappait tout le monde, même à cette époque. Je ne tardai pas à m'apercevoir, qu'avec son calme et ses façons doucereuses, il exerçait une influence considérable sur ceux qu'il fréquentait. Il parlait peu, écoutait attentivement et ne négligeait aucun moyen d'information : il était apparemment le confident le plus intime de Wangenheim, et chargé de maintenir le contact entre l'Ambassadeur et les Affaires Étrangères. Vers la mi-décembre, von Kühlmann repartit pour Berlin, où il demeura deux semaines environ. A son retour, en janvier 1915, l'attitude de Wangenheim se modifia sensiblement. Jusqu'à ce moment, il avait discuté les négociations de paix de façon plus ou moins générale ; maintenant il traita chaque question distinctement. Je compris que Kühlmann avait été mandé à Berlin pour recevoir de nouvelles instructions, très définies, d'après lesquelles le représentant de Guillaume II devait agir dorénavant. Nous eûmes à ce sujet de longues conversations, dans lesquelles Kühlmann resta à l'arrière plan ; il assista même à l'un de nos plus importants entretiens, ne se mêlant guère à la causerie, se contentant, comme à l'ordinaire, du rôle d'un subordonné curieux qui écoute tranquillement.

Wangenheim m'informa que le moment — janvier 1915 — serait excellent pour terminer la guerre. L'Italie ne par-

ticipait pas encore à la lutte, bien qu'il y eût tous motifs de croire qu'elle le ferait au printemps ; si la Bulgarie et la Roumanie se tenaient encore à l'écart, personne n'ignorait que leur attitude expectante ne durerait pas éternellement ; la France et l'Angleterre se préparaient à la première de leurs « offensives de printemps » et les Allemands pouvaient craindre qu'elle ne réussît ; les navires de guerre britanniques et français étaient rassemblés aux Dardanelles, et le grand État Major, comme tous les experts militaires et navals de Constantinople, estimait que les flottes alliées pourraient forcer les Détroits et prendre la ville. La plupart des Turcs étaient déjà las de la guerre et l'Allemagne les suspectait capables de faire une paix séparée. Ainsi que je le découvris ultérieurement, dès que la situation militaire semblait menaçante pour l'Allemagne, elle pensait à la paix ; par contre, si les conditions s'amélioraient, elle redevenait immédiatement belliqueuse. « Quand le diable fut malade, le diable voulut se faire moine ; quand le diable fut guéri, du diable s'il se fit moine ! » Cependant, si Wangenheim avait grandement besoin de la paix en janvier 1915, il va de soi qu'il ne l'admettait pas comme définitive ; ce qui s'y opposait de façon péremptoire, c'était que son gouvernement ne manifestait aucun regret de ses crimes, ainsi qu'en témoignait l'attitude impénitente de son porte parole. L'Allemagne s'était trompée et rien de plus ; Wangenheim et ses compatriotes ne voyaient dans la situation que l'insuffisance de leurs stocks de blé, coton et cuivre pour une lutte prolongée. Je retrouve dans les notes où j'ai consigné nos conversations, que des expressions comme celles-ci lui échappaient constamment : *la prochaine guerre, la prochaine fois*. Wangenheim ne doutait pas que l'avenir ne nous réservât un autre cataclysme mondial plus grand que celui-ci ; il reflétait par là la conviction des omnipotents junker-militaires. Les Allemands, évidemment, souhaitaient une réconciliation — une sorte d'armistice — qui donnerait à leurs généraux et à leurs industriels le temps de se préparer pour le prochain conflit.

A cette époque, (il y a de cela près de quatre ans) le gouvernement de Berlin cherchait à amorcer des négociations de paix, selon une tactique maintes fois répétée depuis ; les représentants des nations belligérantes n'avaient qu'à se réunir autour d'une table et à régler leurs litiges d'après le principe des concessions réciproques. Selon Wangenheim, cela n'avait aucun sens de demander que chaque parti fit connaître d'avance ses conditions. « Si les deux camps déclaraient au préalable leurs conditions, cela ruinerait tous les arrangements. Que ferions-nous ? L'Allemagne, bien entendu, formulerait des prétentions que ses adversaires considéreraient déraisonnables. L'Entente aurait des exigences qui nous mettraient en fureur. Des deux côtés, il y aurait tant d'irritation qu'aucune conférence ne serait possible. Non, si nous désirons réellement mettre fin aux hostilités, il nous faut un armistice. Une fois que nous aurons cessé la lutte, nous ne la reprendrons pas. L'histoire n'offre pas l'exemple d'une grande guerre où un armistice n'ait pas abouti à la paix. Il en sera ainsi dans ce cas ».

Dans cette conversation, Wangenheim me laissa entrevoir ce que seraient les aspirations allemandes ; il n'admettait pas que les questions d'Égypte et de Mésopotamie, énoncées plus haut, fussent réglées autrement qu'à leur avantage ; il insistait sur la nécessité pour l'Allemagne de posséder des bases navales permanentes en Belgique, grâce auxquelles sa flotte pourrait en tous temps menacer l'Angleterre de blocus et assurer ainsi « la liberté des mers ». Elle revendiquait, en outre, le droit de faire du charbon partout, demande qui me parut absurde puisqu'elle le possédait en temps de paix. En retour, la France aurait un morceau de la Lorraine et une partie de la Belgique — peut-être Bruxelles — en compensation du paiement d'une indemnité.

Wangenheim sollicitait formellement l'intervention du Président Wilson en leur faveur. J'écrivis donc à Washington ; ma lettre, datée de janvier 1915, exposait en détail

la situation intérieure telle qu'elle était alors et pour quelles raisons l'Allemagne et la Turquie désiraient la paix.

Dans tout ceci — et non le côté le moins intéressant du problème — l'Allemagne semblait ignorer totalement l'Autriche. Pallavicini, son représentant, ne sut rien des négociations pendantes avant que je ne l'en eusse informé. En négligeant ainsi son allié, l'ambassadeur allemand n'avait pas l'intention de lui manquer personnellement d'égards ; il le traitait simplement comme son gouvernement en usait avec Vienne, non en égal, mais en subordonné. La complète absorption militaire et diplomatique de l'Autriche-Hongrie par l'Allemagne n'est aujourd'hui un mystère pour personne ; toutefois, que Wangenheim ait risqué une démarche aussi importante, et qu'il ait laissé Pallavicini en être instruit par un tiers, démontre que, dès janvier 1915, la double monarchie avait abdicqué toute indépendance.

Cette proposition n'aboutit à rien, naturellement. Notre gouvernement refusa d'intervenir, ne considérant pas le moment opportun. L'Allemagne, comme la Turquie — je le dirai plus loin — revinrent à la charge ultérieurement. Cette première tentative se termina fin mars, quand Kühlmann quitta Constantinople pour devenir Ministre à la Haye. Il vint me faire sa visite d'adieu, aussi charmant, amusant et conciliant que d'habitude. Ses dernières paroles, en me serrant la main, furent — les événements se chargèrent de les graver dans ma mémoire — : « Nous aurons la paix dans trois mois, Excellence ! »

Cette petite scène se passait, et cette heureuse prédiction fut émise, en mars 1915 !